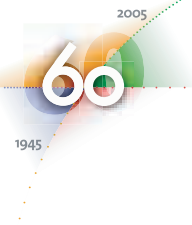




Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



# Tourisme, culture et développement durable



Cette étude a été réalisée dans le cadre du programme "Tourisme, culture et développement" de la Division des politiques culturelles et du dialogue interculturel, Section culture et développement, par Mike Robinson et David Picard.

Le professeur **Mike Robinson** est titulaire de la chaire d'études sur le tourisme et Directeur du Centre d'études sur le tourisme et le changement culturel de l'Université Hallam de Sheffield (Royaume-Uni).

**David Picard** est chargé de recherche principal, également au Centre d'études sur le tourisme et le changement culturel de l'Université Hallam de Sheffield (Royaume-Uni).

Les opinions exprimées dans le présent document, le choix des données et leur interprétation n'engagent que la responsabilité des auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'UNESCO.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Hervé Barré**, spécialiste du programme, Division des politiques culturelles et du dialogue interculturel, Section Culture et développement, UNESCO  
1, rue Miollis, 75732, Paris Cedex 15, France  
E-mail : [h.barre@unesco.org](mailto:h.barre@unesco.org)

Conception graphique Stéphane Rébillon [www.stephanerebillon.com](http://www.stephanerebillon.com)  
Imprimé par Société Édition Provence (Nîmes)

© UNESCO, 2006

(Doc n° CLT/CPD/CAD – 06/13)

Programme « Tourisme, culture, développement », Division des politiques culturelles et du dialogue interculturel, Secteur de la culture, UNESCO

# **Tourisme, culture et développement durable**

Mike Robinson et David Picard



# Préface

Nous pouvons dire aujourd'hui que, grâce à la forte croissance du tourisme au cours des dernières décennies, jamais, dans l'histoire de l'humanité, les habitants de la planète n'ont autant voyagé, n'ont autant été à la découverte des autres cultures. Que faisons-nous, alors, dirigeants politiques, organisations internationales, décideurs et acteurs du tourisme et de la culture, ONG, simples citoyens, touristes, de cette formidable opportunité pour que progresse, avec la rencontre des autres et de leurs expressions culturelles et artistiques, monumentales et vivantes, passées et présentes, la compréhension entre les habitants de la planète ?

Nous pensons que le tourisme, qui met en relation les individus, les groupes humains et par eux les cultures et les civilisations, a un rôle important à jouer dans le dialogue des cultures, dans la capacité des habitants de la planète à mieux vivre ensemble et, ainsi à contribuer à « élever dans l'esprit des hommes les défenses de la paix », pour reprendre la Charte de l'UNESCO.

Le patrimoine culturel et naturel qui attire maints touristes, et qui constitue une ressource pour le développement, est fort heureusement réparti sur toute la planète et offre de ce fait une opportunité supplémentaire pour de nombreux pays non industrialisés. La sensibilisation, l'éducation et la formation des personnels concernés sont indispensables pour faire participer les populations au processus de préservation et de valorisation de leur patrimoine. C'est l'implication de tous qui va permettre que le patrimoine de l'humanité soit mieux préservé, que les conditions de vie soient améliorées et que la pauvreté soit réduite.

Préserver le patrimoine culturel et naturel pour le mettre à la portée de tous, mieux faire connaître les cultures et les civilisations, améliorer les conditions de vie quotidiennes et réduire la pauvreté, voilà ce qui donne un sens à la durabilité du développement du tourisme.

Mais ces objectifs dépendront de la qualité de la conception et de la mise en œuvre des politiques et activités touristiques, c'est-à-dire de leur sensibilité à la culture, de leur durabilité, qui implique la participation des populations à la préservation et à la mise en valeur du patrimoine sur le long terme.

Pour réaliser ces objectifs, chacun doit être convaincu qu'un tourisme ayant un impact négatif tant sur le patrimoine culturel et naturel, sur la créativité et la diversité cultu-



relle, que sur l'environnement et l'équilibre des sociétés n'est pas une fatalité ! Nous pensons que les objectifs énoncés plus haut de dialogue des cultures et de développement peuvent être atteints si les décideurs et acteurs du tourisme et de la culture, les sociétés hôtes des touristes et les touristes eux-mêmes développent les uns des politiques et les autres des attitudes responsables résultant d'une compréhension des relations complexes entre le tourisme et la culture, à la lumière des conventions, déclarations et textes des Nations Unies adoptés dans les domaines de la culture et du développement durable.

Tel est l'objet de cette publication : ouvrir un débat sur des questions complexes comme celles des relations entre la culture et le tourisme, le tourisme et le développement, le tourisme et le dialogue des cultures, questions que tout décideur ou acteur du tourisme devrait se poser avant de lancer un projet touristique. La présentation de plusieurs des projets opérationnels mis en œuvre par ou avec le soutien de l'UNESCO permet d'illustrer la mise en pratique de politiques de tourisme culturel élaborées dans l'esprit des principes et valeurs contenus dans les textes, instruments normatifs, déclarations et recommandations adoptés par l'UNESCO.

L'UNESCO s'est résolument engagée, aux côtés de ses États membres, du secteur privé et de la société civile, en coopération avec les agences des Nations Unies concernées, à promouvoir la durabilité du développement dans le tourisme, qui, comme nous le savons, permet de préserver la diversité culturelle et le dialogue des cultures.

Mounir Bouchenaki  
Sous-Directeur général pour la culture, UNESCO



# Table des matières

<b>PRÉFACE</b>	<b>4</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>8</b>
Tourisme et quête de sens	8
Le tourisme, un univers paradoxal	9
Primauté de l'expérience vécue	10
Contextes changeants et nouveaux défis	11
Objectif et structure du rapport	13
<b>SECTION 1, THÈMES ET QUESTIONS CLÉS</b>	
<b>CONCERNANT LE TOURISME, LA CULTURE ET LE DÉVELOPPEMENT</b>	<b>14</b>
<b>DES RELATIONS COMPLEXES</b>	<b>15</b>
Le contexte du développement	15
Priorités	16
<b>LA CULTURE, LE PATRIMOINE ET LA DIVERSITÉ CULTURELLE</b>	
<b>EN TANT QUE RESSOURCES TOURISTIQUES</b>	<b>16</b>
Comprendre la culture	17
Tourisme et mobilisation des ressources culturelles	18
Un processus de marchandisation	21
<b>LE TOURISME CULTUREL, FORME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE</b>	<b>23</b>
Le tourisme culturel, instrument de diversification de l'économie	24
Développement inégal et exploitation de la culture	25
Le tourisme et la lutte contre la pauvreté	27
Améliorer la gestion de la chaîne de l'offre culturelle	29
<b>LE TOURISME, INSTRUMENT DE DIALOGUE INTERCULTUREL</b>	
<b>ET DE COMPRÉHENSION ENTRE LES CULTURES</b>	<b>30</b>
Contacts entre les touristes et la population locale	31
Le rôle des « routes »	33
Le rôle des intermédiaires	34
Le rôle des médias	35
Résistance à l'uniformisation ?	36
Tourisme et éducation	38
<b>TOURISME ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</b>	<b>40</b>
Le tourisme et l'esprit de la nature	41
Les espaces naturels : des écosystèmes fragiles et vulnérables	42
Implications culturelles de la mobilisation des ressources naturelles à des fins touristiques	43
De l'écotourisme au tourisme intégré	44



<b>SECTION 2, TOURISME, CULTURE ET DÉVELOPPEMENT: PROBLÈMES DE GOUVERNANCE</b>	<b>46</b>
MISE EN PLACE DE STRUCTURES DE GESTION	
ET DE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME ET DE LA CULTURE	<b>47</b>
Définir une politique du tourisme et de la culture: une tâche difficile et complexe	48
Responsabilités, contradictions et actions	51
La dimension du genre	54
Partenariats et coopération	56
<b>SECTION 3, CRÉER DES LIENS – AMPLIFIER L’ACTION ENTREPRISE:</b>	
<b>INITIATIVES DANS LES DOMAINES DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT</b>	<b>60</b>
<b>ACTION NORMATIVE</b>	<b>62</b>
Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972)	63
Déclaration universelle de l’UNESCO sur la diversité culturelle (2001)	64
Déclaration de Johannesburg sur le développement durable (2002)	65
Convention de l’UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003)	66
<b>PRÉSERVATION ET MOBILISATION DES RESSOURCES CULTURELLES</b>	<b>67</b>
« Route de Jésus-Christ » – Itinéraire culturel et touristique dans les territoires palestiniens	68
Création d’un circuit touristique de l’artisanat en Amérique centrale (Masaya, Nicaragua)	69
Sensibiliser l’opinion à la fragilité des sites du patrimoine	69
Retrouver l’esprit des cités islamiques du désert en Mauritanie	70
Éducation pour un tourisme viable: préserver le sourire khmer d’Angkor	71
Tourisme, culture et développement en Afrique de l’Ouest	72
<b>ÉMANCIPATION ÉCONOMIQUE ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ</b>	<b>73</b>
Le Sahara des cultures et des peuples: stratégie pour un développement durable du tourisme	74
Élaboration de stratégies novatrices et interdisciplinaires pour le bassin de la mer d’Aral	75
Pour une politique du tourisme culturel des pays baltes	76
Systèmes autochtones de gestion des ressources, effort local et préservation	
(Asie-Pacifique) (LEAP)	77
Aider les communautés des régions montagneuses d’Asie centrale et du sud grâce au tourisme	78
<b>PROMOTION DU DIALOGUE INTERCULTUREL ET DE LA PAIX</b>	<b>79</b>
Passerelles vers un futur partagé: médiation interculturelle dans les Balkans	80
La « Route de l’esclave »: diffusion de la connaissance et réconciliation avec le passé	81
Les savoirs locaux et autochtones (LINKS) dans une société mondialisée	82
Les réseaux UNITWIN et les chaires UNESCO	83
Penser la diversité culturelle et le tourisme: séminaire international (La Havane, Cuba)	84
<b>MOBILISER LA NATURE POUR UN TOURISME DURABLE</b>	<b>85</b>
Le renforcement des capacités dans la Réserve de biosphère de la zone verte de Sao Paulo	85
Réduction de la pauvreté chez les jeunes grâce au tourisme et au patrimoine « Youth PATH »	87
<b>CONCLUSION</b>	<b>88</b>
<b>RÉFÉRENCES</b>	<b>90</b>



# Introduction

## Tourisme et quête de sens

Que les hommes aient toujours voyagé, le monde tel que nous le connaissons en est la preuve évidente. À l'origine, il s'agissait essentiellement pour nos ancêtres de satisfaire des besoins vitaux (se nourrir, s'abriter), de procéder à des échanges (le commerce), de s'adapter au milieu naturel (créer de nouveaux établissements, fuir la sécheresse ou les inondations, etc.) ou de réagir à des situations de conquête ou de conflit (occupation, expulsion, émigration forcée et réinstallation). Ces facteurs continuent à peser lourdement aujourd'hui sur le comportement d'une bonne partie de la population mondiale, dont les itinéraires, relativement faciles à identifier, correspondent souvent aux courants d'échanges et schémas de diaspora et de repeuplement traditionnels.

Depuis la fin du XVII<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours, de nouvelles motivations comme la curiosité, le souci de s'instruire et la promotion sociale ont favorisé l'apparition, à côté des déplacements « imposés par les circonstances », d'une pratique du voyage considéré comme une activité de loisir. Peu à peu, ce qui était au départ un luxe réservé à l'élite des pays développés est devenu dans ces mêmes pays une activité de masse qui s'appuie sur un réseau extrêmement complexe de structures et de services.

Il serait trop facile de ne voir dans le tourisme international contemporain qu'une simple activité de loisir, quelque peu différente de certaines autres pratiques sociales et moins « valable » qu'elles. En tant qu'activité ludique à durée limitée, pratiquée pendant le temps de loisir, le voyage touristique est généralement perçu comme une « récompense » ou la contrepartie méritée du labeur quotidien (Spode 1994). Mais on ne peut juger la valeur du tourisme uniquement à l'aune des gratifications égoïstes qu'il apporte à l'individu, pas plus qu'à celle de ses incontestables retombées économiques. Le tourisme, qui repose sur les principes fondamentaux des échanges entre les





peuples, est à la fois une expression et une expérience culturelles (Appadurai 2002). Le tourisme est culturel, et ses pratiques et structures sont en grande partie le prolongement des valeurs culturelles dont il est l'émanation. En ce sens, il a un rôle essentiel à jouer en nous aidant à voir clair en nous-mêmes et à mieux comprendre l'ensemble des relations complexes entre l'humanité et le monde matériel et spirituel que nous occupons et traversons pendant notre séjour sur cette planète (Robinson et Phipps 2004).

## Le tourisme, un univers paradoxal

Le tourisme est incontestablement un phénomène mondial. Rares sont les endroits de la planète qui échappent à la curiosité des touristes, ou à l'ingéniosité des professionnels dès qu'il s'agit de vendre les destinations les plus improbables ou les plus lointaines (Lanfant 1980).

En 2005, l'Organisation mondiale du tourisme prévoyait que, d'ici à 2020, le nombre d'arrivées internationales dépasserait un milliard et demi de voyageurs (1560 millions) dont 1,2 milliard de déplacements intrarégionaux et 400 millions de voyages transcontinentaux. La première région d'accueil devrait être l'Europe avec 717 millions de touristes, suivie par l'Extrême-Orient et le Pacifique (397 millions), les Amériques (282 millions), l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie du sud. Mais si ces chiffres constituent des indications utiles, il serait hasardeux et abusif d'en déduire que le tourisme est un secteur économique homogène ou que ce terme rend compte du comportement des vacanciers en général (Bruner 2004). Qui plus est, constater la portée et l'influence planétaires du tourisme ne doit pas faire oublier qu'une grande majorité de la population mondiale n'est pas consommatrice de tourisme et que la balance commerciale des échanges touristiques mondiaux présente un solde largement positif en faveur des pays développés par rapport aux pays en développement.

L'examen du tourisme à différents niveaux met en évidence des paradoxes et des contradictions dans la manière dont il est organisé comme dans son fonctionnement. Sous un certain angle, le tourisme apparaît comme une industrie très structurée aux ramifications planétaires, qui fonctionne dans le contexte cosmopolite des flux de capitaux transnationaux, des organisations multinationales et de la libre circulation des personnes et des idées (Lanfant, Allcock, Bruner 1995). Mais cette apparente « déterritorialisation » du tourisme international ne doit pas dissimuler la réalité d'une industrie qui, aujourd'hui encore, s'articule autour de l'idée d'État-nation ; en définitive, chaque pays, avec ses institutions, son système politique, ses besoins économiques et son capital social et culturel propres, se trouve en situation de concurrence avec tous les autres pour récolter sa part de la manne touristique, que ce soit en termes de bénéfices ou de statut.

Par certains côtés, le tourisme est largement tributaire du secteur public, notamment pour les infrastructures de base (énergie, voies de communication, approvisionnement en eau, etc.) ainsi que pour la projection d'une image nationale capable d'attirer la



clientèle et les professionnels du tourisme. Et pourtant, le secteur du tourisme se compose le plus souvent d'une multitude de petites et moyennes entreprises privées sans lien entre elles, ce qui rend difficile tout effort de coordination ou de législation du secteur.

Mais le plus grand paradoxe du tourisme tient sans doute au fait que tout en générant des bénéfices considérables, il puisse être à l'origine de multiples problèmes et difficultés, et soit, de ce fait, source de tension permanente dans toutes les régions du monde, dans toutes les communautés qu'il touche. Les questions en jeu sont souvent très complexes et délicates, notamment lorsqu'elles concernent certains aspects de la « culture » dont la signification et la portée sont difficiles à évaluer et fréquemment remises en question (Saïd 1978 ; Clifford 1987 ; Cohen 1993). Face à cette tension, la démarche la plus évidente consiste à d'abord tenter de mieux comprendre la façon dont la nature et l'ampleur du phénomène touristique évoluent et les problèmes qu'il pose concernant la préservation et le développement durable des ressources du patrimoine et de la diversité culturelle.

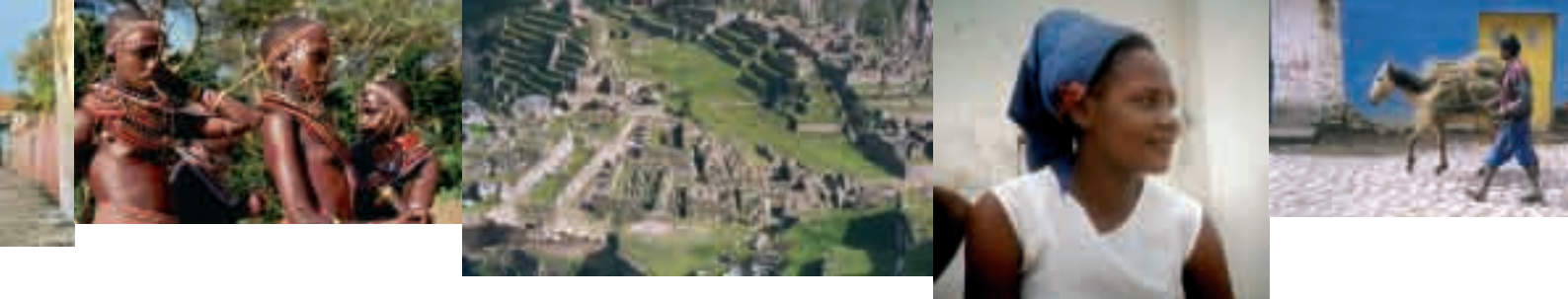
## Primauté de l'expérience vécue

L'aspect commercial (macro et micro-économique) du tourisme international peut sembler parfois abstrait, impersonnel, et presque sans rapport avec l'expérience

touristique « vécue ». Faire du tourisme en effet, c'est essentiellement vivre une série d'expériences très intimes et personnelles liées à la découverte de cultures nouvelles et différentes (Cohen 2004). Les touristes peuvent être impressionnés ou émus par une œuvre d'art, un festival, un concert, un édifice ou une pièce de musée, autant d'expressions matérielles et immatérielles de la culture qui servent de déclencheurs pour interpréter le monde passé ou présent (Canestrini 2001). Mais ils sont aussi confrontés à la culture « vivante » sous diverses formes, médiatiques ou autres, qui incarnent à la fois la tradition et le changement.

L'immersion au sein d'une population qui parle une langue différente, se nourrit et se comporte différemment, telle est la donnée essentielle de l'expérience touristique. La confrontation directe avec d'autres « modes de vie » peut avoir une fonction éducative précieuse qui dépasse le cadre touristique proprement dit et, en dépit des progrès des technologies de la communication et de la réalité virtuelle, rien ne vaut dans ce domaine les rencontres et les échanges que permettent les contacts directs entre êtres humains. Dans un monde où les conflits sont souvent dus à la mécompréhension et à une mauvaise communication entre cultures ainsi qu'à la méconnaissance ou à une appréhension erronée des différences culturelles, la confrontation directe au quotidien avec un large éventail de cultures est essentielle.

Pour autant, il serait abusif de prétendre que la quête d'expériences culturelles inédites est la principale motivation du tourisme international. Il est évident que si de



nombreux touristes voyagent pour échapper à leur réalité quotidienne (Enzensberger 1964), beaucoup d'autres préfèrent rester à l'intérieur de la « bulle » protectrice que l'on associe souvent au « tourisme de masse ». Cela ne veut pas dire que tous les adeptes de ce genre de tourisme sont dépourvus de toute curiosité culturelle (Wagner 1977), mais cela nous rappelle que le tourisme reflète une certaine polarisation entre la persistance d'une culture « élitare » pour initiés, et la culture de l'ordinaire et du quotidien.

Pour beaucoup d'entre nous, la confrontation avec des cultures « autres » ou différentes pose déjà des problèmes dans le contexte de la vie de tous les jours. En tant que touristes, mais aussi en tant qu'individus, la mondialisation nous met de plus en plus en contact avec des cultures « autres », ce qui nous permet de constater la spécificité de chacune, mais aussi ce qu'elles ont en commun. Le tourisme peut contribuer puissamment à une meilleure compréhension de lieux et de peuples différents, avec leurs passés, non pas par la fréquentation de sites classés ou de manifestations élitistes qui ne représentent pas forcément la réalité sociale du pays, mais par une approche plus démocratique et quotidienne des cultures (Bouchenaki 2004). De ce point de vue, même le tourisme de masse présente une dimension culturelle importante qu'on a trop tendance à ignorer. Le premier contact avec une culture différente, c'est souvent déchiffrer un menu et essayer de comprendre les explications du serveur.

## Contextes changeants et nouveaux défis

La question des liens réciproques entre tourisme et culture, à laquelle les chercheurs se sont beaucoup intéressés depuis quelques années,

figure désormais, à juste titre, au premier rang des éléments que prennent en compte les politiques régionales, nationales et internationales. Au niveau des politiques et de la planification, beaucoup a été fait pour « protéger » la culture, le patrimoine et les sites naturels des excès d'une promotion touristique anarchique et incontrôlée (Robinson et Boniface 1999). Dans un premier temps, on a cherché à pallier dans la mesure du possible les effets indésirables du tourisme (de Kadt 1979). Mais à mesure que nous comprenons mieux la complexité du fait culturel, et devant l'accélération et l'ampleur des changements liés à la mondialisation, de nouveaux défis sont apparus qui obligent à reconsidérer les problèmes.

Depuis l'adoption en 1972 du texte fondateur qu'est la Convention de l'UNESCO concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, on peut discerner en gros quatre changements radicaux qui affectent l'interface entre le tourisme et la culture. Premièrement, notre compréhension de la notion de culture et de son rôle déterminant dans la constitution de l'identité sociale s'est considérablement approfondie et élargie. La définition du patrimoine culturel englobe aujourd'hui, au-delà de ses formes d'expression matérielle tels qu'objets ou monuments, des formes d'expression immatérielles comme le langage, les traditions orales, les mœurs, rites, célébrations et spectacles



divers. Désormais, si la culture se manifeste dans les monuments et sites, on l'associe également de plus en plus au « mode de vie » et à l'existence quotidienne. En outre, il est aujourd'hui reconnu que la diversité des cultures est une composante indissociable du développement durable et doit donc être en tant que telle « reconnue et affirmée pour les générations futures » (UNESCO 2001).

Deuxièmement, nous comprenons mieux les liens étroits qui existent entre environnement culturel et environnement naturel et nous savons qu'en protégeant l'un et l'autre nous contribuons à leur protection et au renouvellement de leurs ressources. La diversité culturelle est étroitement liée au concept de biodiversité car elle contribue à façonner les paysages qui sont le théâtre d'interactions entre toutes les composantes de la diversité génétique, biologique et écologique. Il existe effectivement un lien entre la solution des problèmes sociaux, économiques et sanitaires des peuples autochtones habitant des zones à la biodiversité intacte et la préservation et le développement de cette biodiversité. Cette interconnexion, que Posey (1999) qualifie de « lien inextricable », est également au cœur de la notion de développement durable. En tant que consommateurs de l'environnement naturel, les touristes peuvent être amenés à absorber également de la culture en s'imprégnant des valeurs culturelles locales associées à tel ou tel site naturel ou paysage. Cela dit, il ne faut pas se cacher que les touristes découvrant un site naturel l'abordent presque toujours en se référant aux valeurs et catégories qui sont les leurs et qui sont parfois en contradiction avec celles des autochtones.

Troisièmement, tout en reconnaissant que le tourisme international ne cesse de se développer, nous devons également savoir que ses modes d'opération évoluent en permanence. Bien qu'il fonctionne à l'échelle globale de façon extrêmement complexe et dispersée, on peut affirmer que dans l'ensemble le secteur du tourisme a considérablement modifié son attitude vis-à-vis des ressources culturelles et des communautés dont il dépend. Certes, des différences considérables subsistent au niveau des pratiques, mais d'une manière générale il apparaît beaucoup plus enclin à se conformer aux impératifs du développement durable, ce qui est à mettre en parallèle avec sa capacité croissante de segmenter le marché pour tenir compte de l'engouement dont bénéficient des formules comme le tourisme axé sur la culture, le patrimoine ou l'écologie. Ce processus de fragmentation du marché et de différenciation des produits va dans le même sens que le développement du tourisme culturel et présente un intérêt particulier pour les pays les moins avancés qui, du fait de la fragilité de leur infrastructure ou de leurs ressources naturelles ou culturelles, ne peuvent accueillir qu'un contingent limité de touristes.

Quatrièmement, et c'est très important, les responsables et planificateurs ne se contentent plus désormais de réfléchir à « l'impact » du tourisme sur la culture et l'environnement mais assignent à ce secteur le rôle plus dynamique d'élément d'une stratégie intégrée visant à atteindre des objectifs clés en matière de développement durable (Rauschelbach, Schäfer, Steck 2002). On voit se constituer un réseau de plus en



plus étoffé de partenaires, dont des associations locales et des organisations nationales et internationales, désireux d'aider à contrôler et atténuer les éventuelles retombées négatives du développement touristique en termes d'impact culturel et d'en faire au contraire une force au service d'un développement économique et culturel durable.

## Objectif et structure du rapport

Conformément aux conclusions du Sommet de Johannesburg (2002) qui a proclamé la nécessité d'explorer les liens entre la diversité culturelle, le

dialogue interculturel et le développement durable, le principal objectif du présent rapport est d'aider les décideurs et acteurs dans les domaines du tourisme et de la culture en précisant et en examinant de façon critique le rôle du tourisme dans ces processus interactifs.

Ce document est divisé en trois parties liées entre elles. Une première section traite du caractère fondamental de la relation tourisme-culture et de son impact décisif en termes de développement social, culturel, économique et spirituel. D'autres notions clés comme le patrimoine (matériel et immatériel), la durabilité et la biodiversité seront évoquées au cours de la discussion, qui mettra en évidence la complexité de la contribution du tourisme au processus de développement selon que l'on se place d'un point de vue social, économique ou écologique.

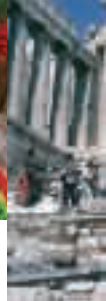
Les différents rôles du tourisme et de la culture ayant ainsi été mis en lumière, la deuxième section aborde les nouveaux contextes, en termes de structure et de gouvernance, dans lesquels s'inscrit l'action à mener dans les domaines du tourisme et de la diversité culturelle, du dialogue interculturel et du développement durable.

La troisième section passe en revue les initiatives prises et les instruments normatifs élaborés par l'UNESCO au cours des années en collaboration avec les États membres et les organisations partenaires, ainsi que le travail de recherche et les actions concrètes entreprises dans le domaine du tourisme, de la culture et du développement. Elle propose enfin des pistes pour s'attaquer aux problèmes et aux défis évoqués dans les sections précédentes.



# Section 1

**Thèmes et questions  
clés concernant  
le tourisme,  
la culture et  
le développement**



# Des relations complexes

On ne saurait aborder la question des liens réciproques entre tourisme, culture et développement sans en souligner de prime abord l'extrême complexité. De par sa nature même, la culture n'a rien de statique. Au contraire, elle ne

cesse de changer et d'évoluer et, il en va nécessairement de même de ses rapports multiformes avec le tourisme (Fabrizio, Snowdon, Prasad 2000). En outre, les structures et les pratiques touristiques existent rarement en vase clos ; en fait, le tourisme, considéré comme structure ou comme ensemble de pratiques sociales, est intimement lié à de multiples aspects de la vie de tous les jours. Le tourisme met des gens en contact avec d'autres gens et des lieux différents et avec les vestiges du passé (même si ces termes sont très contestés tant au niveau individuel que collectif) ; au niveau des politiques, le tourisme empiète sur bien des domaines : planification, éducation, santé, environnement, transports, développement et culture. Ces chevauchements et les conflits de priorités font qu'il est malaisé de définir avec précision l'action à mener en matière de tourisme et de culture et qu'il est même difficile d'en débattre, telle est l'imbrication des questions en jeu.

## Le contexte du développement

Depuis la Conférence des Nations Unies sur le développement humain (Stockholm 1972), le terme de développement a fini par s'imposer comme plus riche et plus précis que celui de croissance. Ces

dernières décennies, et singulièrement depuis les travaux de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (1987), et de la Conférence des Nations Unies sur le même sujet (1992), à mesure que l'on établissait les liens de cause à effet entre l'environnement, la culture et les problèmes socioéconomiques liés à la pauvreté et à la pollution, la notion de développement durable s'est peu à peu imposée en même temps que la nécessité de concilier le progrès économique et social avec la protection et la conservation de l'environnement et des ressources naturelles (UNESCO 1995). S'appuyant sur les conclusions du rapport du Sommet de Johannesburg (2002) le concept de développement durable s'est considérablement enrichi pour intégrer les exigences de justice sociale et de lutte contre la pauvreté.

Aussi bien la culture que le tourisme sont des facteurs importants du développement ; il paraît d'ailleurs difficile d'envisager l'un sans l'autre dans un monde où tant de gens se déplacent. Que la culture comme le tourisme aient un rôle à jouer dans le développement économique est une évidence, mais leur contribution en tant que parties intégrantes du développement humain va bien au-delà, dans la mesure où les voyages et les échanges culturels contribuent à promouvoir et propager le progrès social et les droits et libertés fondamentales.



## Priorités

Les thèmes et interrogations que nous avons évoqués comme découlant des liens entre culture, tourisme et développement ont un caractère universel et concernent aussi bien les pays développés que le monde en développement. Toutefois, la façon de les aborder au niveau de la politique et de la gestion varie considérablement d'un pays à l'autre, de même d'ailleurs que leur importance relative dans la problématique du développement en général. Dans la perspective de l'action globale menée en faveur du développement durable, des principes adoptés au Sommet de Johannesburg en 2002 et des priorités du système des Nations Unies, les questions soulevées revêtent un caractère critique pour les pays en développement et les pays les moins avancés car elles sont liées à des préoccupations comme la lutte contre la pauvreté, les droits de l'homme, la stabilité sociale et politique, la démocratie et la défense de l'environnement.

La section ci-après met l'accent sur quatre aspects essentiels des débats sur le thème du tourisme, de la culture et du développement. Elle aborde successivement les questions concernant la mobilisation de la culture (et de son « corollaire » le patrimoine) au service du tourisme et du développement, les difficultés et opportunités que présente l'utilisation du tourisme culturel comme pôle et moteur du développement économique, le potentiel et la réalité du tourisme culturel en tant que forme d'échange et de dialogue interculturel, et enfin, le rôle du tourisme culturel au service de la protection de l'environnement et de la biodiversité.

# La culture, le patrimoine et la diversité culturelle en tant que ressources touristiques

Au fond, la pratique du tourisme peut se résumer au fait de se déplacer physiquement hors de la sphère de sa vie et de ses expériences quotidiennes pour découvrir des milieux différents (Selänniemi 2003). Par leur spécificité, ces espaces permettent d'expérimenter divers types de réalités touristiques (Shields 1991). Dans ce contexte, la rencontre, impliquant la participation des intéressés, avec ce qu'on appelle ordinairement des « cultures différentes » est un aspect important du tourisme sous presque toutes ses formes.





La culture, au sens le plus large, englobe un ensemble abondant (pour ne pas dire illimité) de ressources matérielles et symboliques extrêmement mobiles. La « culture » est incontestablement une des clés du tourisme international: elle explique son essor et a permis à diverses sociétés et segments de société de participer au processus de développement. Toutefois, si l'on traite la culture comme une ressource, il ne faut pas en négliger l'aspect instrumental, car la valeur et l'intérêt prioritaire de la ou des cultures ne tiennent pas seulement à leur richesse intrinsèque, mais à la manière dont on l'exploite. Ce qui pose la question de savoir qui possède la culture et qui y a accès et amène à s'interroger également sur la manière dont la culture est perçue par les différentes catégories de touristes. Comme le souligne Therkelsen (2003), les produits dits « culturels » « génèrent des associations et significations qui sont influencées par le milieu culturel du touriste potentiel ». En ce sens, la culture telle que la découvrent les touristes n'est pas une forme ou un processus neutre en termes de valeurs, puisqu'elle fait l'objet d'un décodage dans des espaces sociaux et chronologiquement datés en fonction de systèmes plus ou moins formels de connaissance enrichis par l'exposition aux formules et programmes touristiques et par les processus normatifs de socialisation (Hennig 1997).

## Comprendre la culture

Même si le tourisme se nourrit de la ou des cultures, cela ne doit

pas nous faire oublier que la culture, dans ses pratiques et ses manifestations, existe indépendamment du tourisme avec ses finalités propres. Pour reprendre les conclusions de la Conférence mondiale sur les politiques culturelles (MONDIACULT 1982), de la Commission mondiale sur la culture et le développement (*Notre diversité créatrice* 1997), de la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement (Stockholm 1998) et de la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle, la « culture doit être considérée comme un ensemble de signes distinctifs, spirituels, matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe social et qui englobent, outre l'art et la littérature, les modes de vie, les façons de vivre ensemble, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances » (UNESCO 2001). Comme l'affirme l'article premier de la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle, « la culture prend des formes diverses à travers le temps et l'espace. Cette diversité s'incarne dans l'originalité et la pluralité des identités qui caractérisent les groupes et les sociétés composant l'humanité. Source d'échanges, d'innovation et de créativité, la diversité culturelle est, pour le genre humain, aussi nécessaire qu'est la biodiversité dans l'ordre du vivant. En ce sens, elle constitue le patrimoine commun de l'humanité et elle doit être reconnue et affirmée au bénéfice des générations présentes et des générations futures » (UNESCO 2001).

Cela dit, le tourisme a manifestement un rôle à jouer dans l'expression de la culture et des différences culturelles. Dans son intervention au Forum universel des cultures (Barcelone 2004) Mounir Bouchenaki, sous-directeur général de l'UNESCO pour la culture a insisté sur la capacité du tourisme à ouvrir des espaces pour permettre « à toutes les cultures



de s'exprimer et de se faire connaître, et d'instaurer ainsi une forme de dialogue interculturel qui débouche sur la paix et facilite le développement durable » (UNESCO 2004). Il a également souligné que « sans le tourisme, il n'est pas possible de vivre, expérimenter ou ressentir la diversité culturelle à travers les émotions esthétiques qu'elle suscite et la compréhension des valeurs qu'elle exprime ».

## Tourisme et mobilisation des ressources culturelles

La culture est un concept ambigu et d'un maniement difficile. Dans le cadre de notre réflexion, il englobe

en gros les « modes de vie » (croyances, valeurs, pratiques sociales, rites, traditions, etc.), les expressions et manifestations à la fois concrètes (bâtiments, monuments, objets divers) et immatérielles (langage, spectacles, festivités, artisanat, etc.), et les valeurs et croyances d'une société. Du point de vue touristique, la culture renvoie à la fois aux « peuples » avec leurs caractéristiques sociales, leurs traditions et comportements au jour le jour, c'est-à-dire tout ce qui connote leur « différence », et aux représentations plus exceptionnelles de la création artistique.

Le tourisme utilise donc différents aspects de la culture, mais chacun conserve son statut propre, indépendamment de sa mobilisation à des fins économiques. Il est évident que le secteur du tourisme exploite de façon ingénieuse une gamme de plus en plus large d'expressions et manifestations culturelles pour offrir à sa clientèle un éventail toujours plus large de produits et d'expériences. On trouvera ci-après une liste des principales formes d'expression culturelle et de leurs utilisations à des fins touristiques.

### Patrimoine culturel

Depuis 1972, l'UNESCO a fait adopter toute une série de conventions et déclarations visant à définir un cadre international pour la protection du patrimoine sous ses diverses formes. Si l'accent était mis au départ sur les œuvres d'art, les ensembles monumentaux et les espaces naturels (UNESCO 1970, 1972), par la suite, les conventions et déclarations de l'UNESCO ont intégré d'autres formes du patrimoine culturel, avec notamment la notion de patrimoine immatériel. Depuis 1992, la Liste du patrimoine mondial culturel et naturel, accueille également des « paysages culturels » pour bien souligner la relation intime entre culture et nature.

Du point de vue touristique, l'intérêt des monuments et sites historiques ou des œuvres d'art est évident. Le tourisme international cible pour une large part ces expressions matérielles de la culture, qu'il s'agisse du Taj Mahal en Inde, des trésors du musée du Louvre à Paris ou d'une ville entière comme Venise en Italie. La Convention de l'UNESCO de 1972 met l'accent sur la protection du patrimoine culturel et naturel mondial, en insistant à la fois sur les sites monumentaux et les espaces naturels qui présentent un intérêt universel exceptionnel du point de vue esthétique, mais aussi scientifique, artistique, historique ou en matière de conservation. En 2005, 811 sites sont inscrits sur



la Liste du patrimoine mondial, dont 611 sites culturels, 154 sites naturels et 23 sites mixtes disséminés dans 137 pays.

Le fait même que ces sites sont reconnus pour leur signification universelle peut suffire à en faire très vite des destinations touristiques recherchées. C'est d'ailleurs une des raisons qui incitent certains pays à demander leur inscription, au même titre qu'une volonté sincère de protéger des sites, paysages et espèces menacés, sans oublier le bénéfice qui en découle en termes de prestige et de notoriété internationale. Le statut de site du patrimoine mondial permet effectivement un engagement plus actif en faveur du passé et de ses vestiges qui transcende les considérations purement nationales, voire nationalistes. L'accès à la notoriété planétaire suscite un intérêt à la fois théorique et concret qui peut faire pencher la balance de façon décisive entre l'abandon pur et simple d'un site et sa préservation pour les générations futures. L'inscription sur la Liste du patrimoine mondial n'est donc pas seulement un acte de reconnaissance, c'est aussi un moyen très efficace de faire accéder un élément du patrimoine à la notoriété planétaire. La reconnaissance du « patrimoine mondial » ne témoigne pas seulement d'une prise de conscience plus aigüe de nos responsabilités envers notre passé commun : elle constitue aussi un moyen d'éduquer le grand public et de lui faire découvrir ces sites exceptionnels comme autant d'expériences marquantes.

La publicité et la popularité accrues de ces sites du patrimoine auprès des touristes peut être une source importante de bénéfices économiques dont profitent les sites eux-mêmes et leur environnement immédiat. En même temps, il est important de gérer efficacement l'afflux des touristes pour assurer la durabilité du site et protéger les communautés environnantes. Le Centre du patrimoine mondial, créé en 1972 par l'UNESCO pour coordonner les activités relatives au patrimoine mondial, s'occupe des problèmes de gestion et de formation liés à l'exploitation touristique des sites, et soutient notamment l'élaboration de systèmes de gestion permettant de faire face aux pressions exercées par l'afflux des touristes.

La notion de « patrimoine culturel » était à l'origine un concept issu du monde industrialisé et développé et qui avait donc tendance à en refléter les valeurs et les conceptions artistiques, mais elle s'est peu à peu élargie pour englober les vestiges patrimoniaux des pays moins développés où les structures permanentes et monumentales et les témoignages écrits n'occupent pas forcément une place aussi importante. En reconnaissant l'existence d'un patrimoine culturel immatériel et « mobilier », la Convention pour la sauvegarde du patrimoine immatériel (2003) témoigne de l'importance de formes du patrimoine autres que matérielles, transmises de générations en générations et qui n'en sont pas moins essentielles à l'affirmation de l'identité culturelle.

Pour les touristes, découvrir le patrimoine culturel, ce n'est pas simplement explorer « le passé », en général, mais plutôt le passé d'un peuple ou d'une communauté spécifiques dans le contexte de leur vie de tous les jours. Ce n'est pas seulement en visitant des monuments mais également de façon plus subtile que les touristes découvrent le



patrimoine culturel de leur lieu de destination, car l'héritage du passé imprègne bien les comportements et les pratiques d'aujourd'hui. La découverte de ce patrimoine vivant est particulièrement enrichissante pour les touristes comme pour la communauté d'accueil, ce qui explique que le patrimoine immatériel sous ses diverses formes soit de plus en plus exploité à des fins touristiques. Les festivals qui mettent en valeur les cérémonies et représentations traditionnelles constituent souvent le clou des circuits touristiques. Certes, les exigences des touristes en la matière sont parfois à l'origine de conflits avec les communautés locales, obligées de modifier la date ou le contenu de ces manifestations pour tenir compte du calendrier des organisateurs et des attentes de leur clientèle, mais elles peuvent aussi fournir l'occasion de mettre en valeur et de perpétuer efficacement des traditions orales ou gestuelles qui risqueraient sinon de tomber dans l'oubli.

### Diversité culturelle

On peut lire dans la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle (2001) que « la diversité culturelle est, pour le genre humain, aussi nécessaire qu'est la biodiversité dans l'ordre du vivant. En ce sens, elle constitue le patrimoine commun de l'humanité et elle doit être reconnue et affirmée au bénéfice des générations présentes et des générations futures ». On pourrait dire que les touristes auront été parmi les premiers à reconnaître la diversité des cultures en même temps qu'ils découvraient le patrimoine culturel. La volonté de découvrir et d'entrer en contact avec d'autres cultures et leurs manifestations matérielles et immatérielles est l'une des principales motivations des touristes et l'un des principaux arguments de vente de nombreux professionnels du secteur.

La ressource essentielle que constitue pour l'industrie du tourisme la diversité des cultures du monde et les expériences uniques qu'elle procure peut paraître inépuisable. Mais cette diversité est tributaire d'un certain nombre de facteurs. La qualité de l'environnement – naturel mais aussi créé par l'homme – est un facteur déterminant de la survie et de l'épanouissement des cultures. C'est aussi le cas du système politique, qui peut à discrétion respecter, limiter ou supprimer les droits humains fondamentaux, y compris celui de l'expression culturelle. Si toute société a le droit de s'exprimer culturellement et de participer aux manifestations culturelles qui contribuent à forger son identité, il faut admettre aussi qu'elle n'y est nullement obligée. C'est là qu'intervient le problème de la pauvreté, qui peut contraindre les individus et les peuples à s'engager, face à des besoins pressants, sur la voie d'un développement non durable de nature à faire peser une menace sur la diversité. Il semble évident que le secteur du tourisme est en train de se rendre compte que pour se développer durablement, il est à la fois moralement juste et économiquement prudent d'aider à préserver la diversité culturelle.

Un autre aspect de la diversité culturelle de plus en plus présent dans le contexte actuel de développement du tourisme, particulièrement en milieu urbain, est le multiculturalisme. Il est de plus en plus rare que les touristes qui visitent un pays ou une ville n'y soient en contact qu'avec une seule communauté culturelle ou ethnique. Dans les deux hémisphères, on rencontre fréquemment au sein de la population d'un pays ou d'une



ville des représentants de plusieurs groupes ethniques ayant chacun sa langue et ses traditions. Pour un touriste, cette concentration de la diversité peut être une expérience enrichissante, dans la mesure où elle lui permet de découvrir la différence des cuisines, des traditions et des formes d'expression musicales et artistiques. Dans le cas de certaines destinations, il peut arriver que telle ou telle culture soit privilégiée par rapport aux autres en termes d'accès aux ressources, ce qui lui permet de monopoliser l'attention des touristes et d'en retirer les bénéfices potentiels en termes de revenus et d'emplois. Cela pose aux responsables des pays d'accueil comme aux voyageurs – locaux et internationaux – un problème extrêmement délicat et difficile à résoudre, d'autant qu'il y a là une occasion unique pour les groupes culturels de participer au processus de développement du secteur du tourisme tout en contribuant à enrichir l'expérience d'une clientèle de plus en plus cosmopolite.

### Créativité culturelle

Comme le reconnaît le rapport de la Commission mondiale sur la culture et le développement (*Notre diversité créatrice* 1997) la créativité culturelle est une ressource précieuse qui doit être protégée. Le concept de créativité culturelle est difficile à définir, mais c'est en partie le résultat du processus dynamique d'interaction des cultures entre elles et avec leur environnement, qui leur permet de s'adapter et de survivre par un enrichissement d'apports successifs. La créativité peut se manifester sous diverses formes : artistique et intellectuelle, mais aussi technologique ou encore institutionnelle et gouvernementale. En tout cas, il s'agit d'un processus vital pour toutes les sociétés confrontées à la complexité et aux écueils de la modernité et de la mondialisation (UNESCO 2000a). C'est particulièrement vrai en ce qui concerne le développement du tourisme, qui a besoin de produits « innovants » élaborés dans le respect de l'intégrité culturelle des communautés d'accueil mais avec un souci d'efficacité maximale en termes de retombées sociales, économiques et écologiques. Savoir tirer parti de la créativité culturelle collective est une stratégie très efficace pour associer davantage la communauté au développement du secteur touristique et en redistribuer les bénéfices à l'ensemble de la société.

## Un processus de marchandisation

Longtemps, le tourisme au sens large a instrumentalisé la « culture » comme moyen privilégié de donner du sens à « l'autre » et de le rendre visible. Nombreux sont les poètes, artistes, administrateurs, chercheurs ou journalistes spécialisés qui ont eu recours à des systèmes de classification souvent très ingénieux pour tenter de décrypter et d'expliquer la vie sociale des populations visitées ou rencontrées au cours de leurs voyages (Blanchard *et al.* 1995). Ces systèmes faisaient généralement appel à des notions comme la géographie, l'histoire, la démographie, la politique, les liens de parenté, les célébrations rituelles, l'économie, les arts, l'architecture, la littérature, la musique, la religion ou la gastronomie. Les archéologues et les historiens ont d'ailleurs recouru aux mêmes méthodes pour étudier la vie sociale des civilisations anciennes et montrer comment celle-ci a pu évoluer en fonction des contacts culturels et de leur propre dynamique créatrice (Geertz 1973).

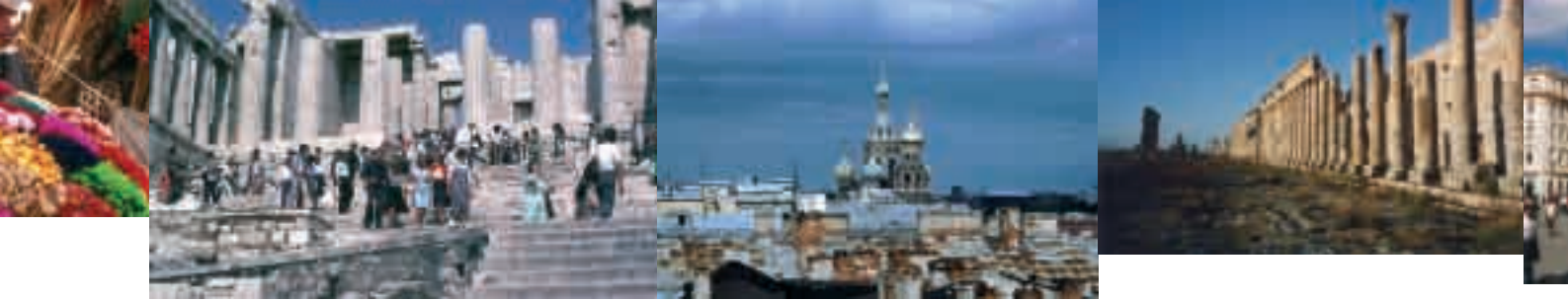
Longtemps, le tourisme au sens large a instrumentalisé la « culture » comme moyen privilégié de donner du sens à « l'autre » et de le rendre visible. Nombreux sont les poètes, artistes,



La mobilisation de la culture à des fins touristiques procède en gros de la même approche. Les organisateurs de circuits, les guides et les planificateurs transposent, résument ou simplifient des exemples particuliers d'objets, d'espaces, de récits et de pratiques sociales sous forme de discours, de produits et d'événements à la portée des touristes. Par définition, ceux-ci ne disposent que d'un temps très court pour visiter chaque escale de leur périple et ne peuvent donc expérimenter que quelques échantillons de la culture locale. Ce travail de transposition réductrice intervient dans toutes les formes de communication et d'échanges interculturels, mais dans le contexte touristique ce processus de marchandisation a été souvent critiqué, car il conduit inévitablement à déformer le sens et la forme des manifestations authentiques pour les présenter de manière plus accessible aux touristes et aux étrangers en général (Greenwood 1977).

Cette critique s'appuie le plus souvent sur deux constatations. La première est que le secteur du tourisme (avec ses réseaux institutionnels) fonctionne selon un rapport de pouvoir asymétrique, imposant ses choix esthétiques et les valeurs sous-jacentes dans la sélection et l'interprétation des diverses ressources culturelles (Nash 1989). C'est ainsi que le tourisme bouleverse souvent la géographie spatiale et humaine d'un site pour imposer sa propre conception du paysage, transformant par exemple des régions montagneuses, littorales ou des zones rurales sauvages et isolées en hauts lieux touristiques (Roger 1997). En même temps, des éléments, des pratiques ou des sites qui font partie intégrante de la vie sociale d'une communauté pourront rester parfaitement ignorés des touristes parce qu'ils les jugent sans intérêt ou irréductibles à leur esthétique et à leur vision du monde. Des ressources d'un intérêt majeur sont ainsi condamnées à rester invisibles et à ne trouver aucun écho dans l'esprit des touristes parce qu'elles ne correspondent à aucune catégorie de leur entendement (Bruner 2004). Certains touristes s'efforcent, il est vrai, de réduire ce déséquilibre, par exemple en apprenant la langue des communautés d'accueil ou en participant aux activités de leur vie quotidienne.

La deuxième constatation concerne les processus de recontextualisation et de réinterprétation de la culture et des ressources culturelles mobilisées pour les échanges touristiques (Kirshenblatt-Gimblett 1998). L'arrivée des touristes a souvent pour effet d'élargir et d'internationaliser l'espace social des communautés d'accueil. Dans un tel contexte, des éléments, des pratiques ou des lieux qui n'avaient au départ aucun intérêt particulier du point de vue des autochtones peuvent prendre un relief extraordinaire aux yeux des touristes et devenir ainsi pour la communauté un moyen d'échange avec le monde extérieur et une ressource symbolique servant à définir et délimiter les formes d'identité locale ou sociale (Lash et Urry 1994). Si à l'inverse, la communauté attribue un caractère « sacré » à certains éléments, pratiques ou lieux, le même processus de recontextualisation et de réinterprétation de ces éléments à des fins touristiques fait que le développement du tourisme pourra être perçu comme une forme d'agression (Whittaker 1994). Dans ces situations conflictuelles, le tourisme a pour effet non seulement de remettre en question les expressions, catégories, et limites reconnues de l'identité collective, mais aussi « délocaliser » le processus même de formulation et de construction de cette identité dans le nouvel espace social imposé par lui (Picard 1992).



Sur la base de ces diverses observations, on a pu considérer le tourisme comme un espace dialectique et dynamique qui permet aux communautés d'accueil d'expérimenter différentes définitions et interprétations de la culture. Souvent, c'est uniquement par l'interaction avec les touristes et les voyageurs que les communautés prennent conscience de certains éléments de leur patrimoine culturel. Dans ce cas, la mobilisation de ces éléments – ou « ressources » – n'a de sens que par rapport à « l'autre » (le touriste), à la fois comme facteur symbolique, destiné à bien marquer la différence entre soi et autrui, mais aussi en tant que ressource économique génératrice de revenus (Picard et Robinson 2005). Le terme de « culture » acquiert dès lors un sens différent de celui qu'il a dans la définition qu'en donne l'UNESCO, puisqu'il s'agit moins d'une catégorie analytique désignant les valeurs et comportements sociaux intrinsèques à une communauté donnée que d'une catégorie symbolique (extrinsèque) permettant de formuler les interprétations des différences sociales. La contestation et les discours hostiles que suscite la mobilisation de la culture et des ressources culturelles à des fins touristiques apparaissent donc liés pour une bonne part aux considérations d'ordre politique et symbolique qui sous-tendent ces processus de définition et d'interprétation.

# Le tourisme culturel, forme de développement économique

Le tourisme est essentiellement une forme de développement économique qui s'appuie sur les ressources culturelles. Mais c'est aussi une forme de développement qui, bien que participant de la réalité économique, est un moyen pour les individus et les sociétés de connaître et de comprendre leurs environnements et leur passé respectifs. En tant qu'expérience à la fois instructive et gratifiante, le tourisme peut être un outil d'émancipation permettant de s'enrichir et de communiquer intellectuellement, émotionnellement et spirituellement. C'est précisément ce flux et ces échanges entre les gens qui différencient le tourisme des formes plus mécanistes du commerce et du développement économique à l'échelle planétaire.

Que ce soit comme forme d'expression artistique ou en tant que « mode de vie », la culture est presque constamment « en représentation ». Le tourisme, les voyages et les différents médias ont suscité une prise de conscience universelle de la richesse et



de la diversité des cultures du monde. Parallèlement, il devient de plus en plus évident que le fait de s'intéresser et de participer à la vie culturelle ne saurait être considéré comme une activité marginale par rapport à d'autres aspects de la vie sociale, économique et politique. Plus que jamais, nous sommes conscients de la valeur de la culture, qui constitue désormais l'un des fondements de la planification économique et du développement. Le tourisme est une composante importante des nouvelles « économies culturelles » (ou du culturel) qui transcendent les frontières dans la mesure où il mobilise et met en contact de nouveaux publics et crée de nouvelles pressions et de nouvelles opportunités.

## Le tourisme culturel, instrument de diversification de l'économie

L'un des aspects les plus remarquables du développement depuis un demi-siècle aura été la mobilisation du tourisme en tant que vecteur privilégié du développement économique aux niveaux local, régional et national (UNESCO et Gouvernement italien 1999). Bon nombre d'organisations multilatérales et gouvernementales ont résolument intégré le tourisme dans leurs stratégies de développement économique en raison de ses potentialités et en réponse à certaines situations de crise. Dans les pays développés comme dans les pays en développement, la restructuration et la contraction accélérées du secteur industriel du fait du progrès technologique, de l'échec des politiques protectionnistes et de l'ouverture de bassins de main-d'œuvre à bon marché dans les pays en développement ont entraîné des fermetures d'usines, et des licenciements en série, modifié les relations sociales et transformé les paysages et l'environnement. De même, le déclin des secteurs de la pêche et de l'agriculture lié à l'exploitation intensive, à la suppression des subventions et aux mécanismes du marché s'est traduit par la désertification des zones rurales et la dégradation des paysages. Tout cela a contraint de nombreux pays à rechercher de nouvelles sources de revenus et d'emplois.

Le tourisme présente l'avantage de créer des emplois et des revenus à relativement peu de frais en faisant appel aux ressources (en grande partie inexploitées jusque-là) de la nature et de la culture. Même si les infrastructures nécessitent les subventions et l'intervention de l'État, le plus souvent les obstacles à la mise en place du secteur touristique sont facilement surmontés, les capitaux étant fournis par le secteur privé, par le biais d'entreprises locales ou en faisant appel aux investissements étrangers. Cette relative facilité est importante, car elle permet en théorie à de nombreux individus et groupes de s'investir dans le secteur. Le développement parallèle de technologies performantes de l'information et d'innovations relativement peu coûteuses dans le domaine des transports sont des facteurs d'efficacité accrue. En même temps, l'évolution de la société et des mœurs crée une forte demande de loisirs en général et de « produits » touristiques diversifiés en particulier.

Le tourisme présente l'avantage de créer des emplois et des revenus à relativement peu de frais en faisant appel aux ressources (en grande partie inexploitées jusque-là) de la nature et de la culture. Même si les infrastructures nécessitent les subventions et l'intervention de l'État, le plus souvent les obstacles à la mise en place du secteur touristique sont facilement surmontés, les capitaux étant fournis par le secteur privé, par le biais d'entreprises locales ou en faisant appel aux investissements étrangers. Cette relative facilité est importante, car elle permet en théorie à de nombreux individus et groupes de s'investir dans le secteur. Le développement parallèle de technologies performantes de l'information et d'innovations relativement peu coûteuses dans le domaine des transports sont des facteurs d'efficacité accrue. En même temps, l'évolution de la société et des mœurs crée une forte demande de loisirs en général et de « produits » touristiques diversifiés en particulier.





C'est surtout dans les pays en développement que le tourisme est devenu l'un des moteurs privilégiés du développement économique mais les choses s'y présentent différemment. Bon nombre de pays confrontés au problème de la pauvreté et de la dette se sont tournés vers le tourisme pour se procurer des devises et attirer les investissements étrangers. Dans un contexte positif, le tourisme offre des perspectives de développement plus durable, mais pour bien des pays défavorisés et à l'environnement dégradé, la culture, le patrimoine et la nature sont les seules ressources qui peuvent encore être mises en valeur. Or, en l'absence d'investissements publics ou privés, le développement touristique a tendance à être accaparé par des investisseurs étrangers venus des pays développés, qui sont trop heureux de profiter d'un climat financier favorable et d'une réglementation généralement peu contraignante en ce qui concerne les impacts négatifs du tourisme sur la société et l'environnement. Il faut donc le souligner, contrairement à ce qui se passe dans les pays développés, les marchés dont dépend le développement du secteur touristique sont situés presque exclusivement en dehors du pays d'accueil.

## Développement inégal et exploitation de la culture

Si, globalement, le tourisme international continue à connaître une période faste d'expansion et de

sophistication de ses produits, d'un point de vue géographique et en termes de rentabilité des investissements, les retombées économiques, sociales et environnementales restent très inégalement réparties d'un pays à l'autre et au sein d'un même pays. Pour les pays en développement, le tourisme est un produit d'exportation qui pèse de plus en plus lourd dans la balance commerciale avec un rythme de croissance des entrées touristiques d'une année à l'autre supérieur à la moyenne mondiale. D'après la CNUCED (2004c), pour le groupe des 49 pays les moins avancés (PMA) le tourisme est la principale source de rentrées de devises (si l'on excepte l'industrie pétrolière qui ne concerne que trois pays de ce groupe), alors qu'en 2001 les PMA avaient recueilli moins de 1 % du total mondial des recettes du tourisme.

Pour les pays en développement, l'essor du tourisme de masse peut être une solution séduisante, précisément parce qu'elle permet de se procurer rapidement des devises, surtout si l'on fait appel aux principaux opérateurs qui ont directement accès aux marchés internationaux. Toutefois, comme de nombreuses études l'ont montré, cette option présente de sérieux inconvénients. En premier lieu, elle tend à déposséder le gouvernement et les communautés des pays d'accueil du pouvoir de décision en matière de développement au profit des voyageurs et des pays où se recrutent les gros bataillons de leur clientèle, lesquels peuvent notamment décider d'investir ailleurs, mettant ainsi fin au développement. Deuxièmement, elle tend à privilégier presque exclusivement le développement des sites les plus attractifs ou les mieux préservés en se désintéressant des zones et populations à problèmes. Troisièmement, et c'est une conséquence logique de ce qui précède, elle tend à consacrer la majeure partie des investissements à



des aspects secondaires comme l'apparence esthétique ou la satisfaction des besoins de la clientèle au détriment des problèmes socioéconomiques fondamentaux et des besoins des communautés d'accueil. Quatrièmement, les retombées économiques se bornent en général aux bénéfiques à court terme liés à la création d'emplois dans le secteur touristique ou les services annexes, lesquels sont fréquemment précaires et mal payés. La majorité des recettes du tourisme international ne profitent pas au pays d'accueil mais aux pays des principaux opérateurs. Enfin, seule une fraction marginale de la culture du pays d'accueil participe au tourisme de masse. Étant donné que l'effort de développement se concentre sur un nombre de sites restreint établi à l'avance, et vise essentiellement à promouvoir des activités de loisirs, la culture n'apparaît souvent que sous forme de manifestations ponctuelles et sélectives qui n'autorisent que des contacts limités entre les touristes et leurs hôtes.

Conscients de ces inconvénients, un nombre croissant d'opérateurs cherchent à instaurer des relations moins superficielles avec les pays d'accueil et ont entrepris d'élaborer un code de bonne conduite. En 1999, l'Organisation mondiale du tourisme a adopté le Code mondial d'éthique du tourisme, visant à encourager de bonnes pratiques et l'instauration de relations durables. Cela étant, les voyageurs diffèrent considérablement les uns des autres quant à leurs pratiques et à leur capacité d'évolution. À un certain niveau, il semblerait que ceux d'entre eux qui se spécialisent dans le tourisme de masse n'aient pas grand-chose à apporter en termes de protection du patrimoine culturel et d'utilisation de la culture comme facteur de développement. Toutefois, si l'on souhaite avancer vers des formes de développement plus durables, fondées sur le respect du patrimoine et de la diversité culturelle, il est essentiel de les intégrer dans les partenariats que requièrent la préservation, la promotion et l'exploitation du patrimoine culturel.

Les voyageurs ne sont pas les seuls à exploiter les ressources culturelles à des fins touristiques. Au sein des pays hôtes, il arrive que certaines élites et certains entrepreneurs contribuent de façon notable à cette exploitation au profit des touristes ou des agences de tourisme sans s'embarrasser de considérations éthiques ou juridiques, souvent pour répondre aux sollicitations des professionnels et des marchés des pays développés. On peut citer à titre d'exemples le trafic d'antiquités (ce qui équivaut à brader le patrimoine matériel d'un pays), le braconnage des espèces menacées dans les zones protégées ou les facilités accordées à des promoteurs peu scrupuleux pour l'achat de terres ou de localités. Dans certains cas, on peut considérer que ceux qui se livrent à ces pratiques y sont contraints par la pauvreté et utilisent les seuls moyens dont ils disposent pour survivre. Dans d'autres cas, il s'agit manifestement d'actes délictueux perpétrés pour gagner de l'argent rapidement avec des conséquences désastreuses pour l'environnement et les populations concernées. Pour remédier à cet état de choses, il est indispensable d'intervenir au niveau de l'offre locale mais aussi des marchés demandeurs.

En dépit des problèmes auxquels ils doivent faire face, le tourisme demeure pour les pays en développement et les PMA (à condition d'être bien géré, avec un soutien stratégique et ciblé) un outil privilégié de développement et de rééquilibrage de la balance



des paiements, et ceci pour plusieurs raisons. D'abord, en tant qu'activité à forte intensité de main-d'œuvre, le tourisme offre un large éventail de possibilités d'emplois locaux plus ou moins qualifiés – notamment pour les femmes et les jeunes, en milieu urbain comme en zone rurale. Ensuite, le tourisme bien géré permet d'engranger des devises en utilisant la spécificité culturelle des pays en développement sans perturber gravement l'environnement comme c'est par exemple le cas de l'exploitation forestière ou de l'industrie lourde. Troisièmement, le développement du tourisme permet une diversification de l'économie qui évite de dépendre d'un seul secteur d'exportation. Quatrièmement, l'infrastructure touristique nécessite des investissements relativement modestes par rapport à d'autres secteurs d'activité et cette infrastructure répond aussi aux besoins de la population locale et peut être utilisée par elle. Enfin, et c'est très important, le tourisme présente l'avantage par rapport à d'autres activités industrielles de promouvoir la culture locale sur la scène mondiale, suscitant ainsi une prise de conscience du véritable potentiel des nations en développement.

## Le tourisme et la lutte contre la pauvreté

L'essor du tourisme, dont on reconnaît généralement qu'il contribue au bien-être des sociétés du monde développé, a, pour

de nombreux pays en développement, un rôle direct et décisif à jouer dans la lutte contre la pauvreté (Ashley, Roe, Goodwin 2001). Telle est la conviction partagée des principaux bailleurs de fonds internationaux comme la Banque mondiale et le FMI ainsi que de l'OMT (Meyer 2003). Selon l'Organisation des Nations Unies, 1 milliard 200 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable, plus de 2 milliards n'ont pas accès à une source d'énergie fiable, et quelque 2 milliards et demi ne sont pas raccordés à un réseau d'assainissement. Dans les pays pauvres qui manquent de ressources naturelles et d'infrastructures et où les gens n'ont pas accès à l'investissement, différents aspects de la culture et des traditions locales sont mis en valeur et exploités à des fins touristiques.

La richesse créée par le tourisme dépend largement de valeurs subjectives et immatérielles comme la « beauté » des paysages naturels et l'« authenticité » et la portée symbolique des différentes expressions et traditions culturelles (MacCannell 1976). Des pays pauvres, dépourvus de ressources naturelles ou des moyens de les mettre en valeur, peuvent néanmoins être extrêmement riches culturellement parlant. Même s'il faut bien reconnaître que le tourisme est à lui seul incapable de résoudre les problèmes structurels et culturels de l'extrême pauvreté, dont les racines sont à la fois anciennes et profondes, il n'en a pas moins un rôle vital à jouer dans ce domaine, surtout quand on l'associe à d'autres aspects du développement.

Depuis les années 60, le discours sur le développement du tourisme décline toute une gamme de variations à partir de deux conceptions opposées : le modèle de développement « du haut vers le bas », qui met l'accent sur la création d'infrastructures et les investissements étrangers, et le modèle « à partir de la base » qui préconise des straté-



gies de développement intégrées au niveau local. Dans la pratique, la plupart des pays en développement ont choisi la formule du plan-cadre de développement du tourisme national et régional. Ce type de plan est généralement élaboré en coopération avec de grandes organisations internationales comme le FMI ou la Banque mondiale, l'accent étant mis sur les dimensions économique et spatiale du développement touristique et la mise en œuvre de méthodes de production à grande échelle hautement standardisées dans des espaces sélectionnés. Cette forme de développement se voit souvent reprocher la « ségrégation » physique et sociale qu'elle opère entre les touristes et la population locale, ses objectifs à courte vue en matière d'emplois, pour la plupart d'une durée limitée à la phase initiale des projets, et son absence d'insertion dans l'économie locale, sous prétexte que les bénéficiaires du secteur touristique auront forcément des « retombées » dont profiteront les populations locales. Malheureusement, cette théorie ne garantit nullement que les habitants pauvres des zones touristiques ou des régions environnantes finiront par retirer du tourisme les revenus stables dont ils auraient pourtant bien besoin. En outre, cette formule se caractérise par l'absence de participation communautaire, en termes d'engagement comme au niveau de la prise de décision. Pourtant, malgré ces critiques et faute de schémas alternatifs, c'est ce modèle « industriel » du développement touristique qui demeure largement dominant à l'heure actuelle.

L'une des solutions de rechange les plus couramment mentionnées est ce qu'on appelle de façon générale l'écotourisme (on parle aussi de tourisme vert, durable ou respectueux de l'environnement). Ce modèle de développement touristique s'appuie sur l'environnement et les ressources écologiques et privilégie généralement une approche faisant appel à la participation des communautés locales et de tous les partenaires concernés dès la phase de planification. Toutefois, cette formule ne convient pas forcément à toutes les destinations touristiques et ne parvient pas toujours à intégrer les aspects du patrimoine et les spécificités culturelles locales ; elle s'expose en outre au risque de récupération par les voyageurs professionnels, tant la concurrence est forte pour attirer la clientèle plutôt « haut de gamme » à laquelle elle s'adresse en priorité (Boo 1990).

Depuis quelque années on assiste aussi à l'émergence d'une nouvelle approche du développement et de la gestion des activités touristiques, le « tourisme pour les pauvres », dont l'objectif est de faire en sorte que les bénéfices générés par le tourisme aillent directement aux membres de la communauté d'accueil qui en ont le plus besoin (Organisation mondiale du tourisme 2004). Cette approche encourage des liens plus étroits entre les entreprises du secteur et la population pauvre, de telle sorte que le tourisme contribue davantage à faire reculer la pauvreté et que les pauvres puissent participer plus directement et plus efficacement à l'élaboration de l'offre touristique (Roe et Urquhart 2002). Nombreuses sont les catégories de « pauvres » avec lesquelles il convient de tisser des liens : employés, communautés avoisinantes, propriétaires fonciers, fournisseurs de toute nature (aliments, combustibles, etc.), micro-entreprises qui dépendent du tourisme, artisans, ceux qui partagent avec le secteur du tourisme les infrastructures (routes) et les ressources (eau potable) etc. Le tourisme pour les pauvres s'accommode de nombreuses options stratégiques, depuis le recrutement sys-



tématique de personnel local jusqu'à la mise en place de mécanismes consultatifs ou l'intégration des petites entreprises dans le circuit commercial du secteur. N'importe quelle entreprise peut s'impliquer dans cette forme de tourisme – de la plus modeste auberge à l'hôtel de luxe, de l'agence de tourisme à l'entreprise de travaux publics. Ce qui importe, ce n'est pas le choix des partenaires ou le type de tourisme pratiqué, mais le fait qu'au bout du compte les pauvres perçoivent effectivement une part accrue des bénéfices nets dégagés par le secteur.

Les initiatives visant à associer le tourisme à la lutte contre la pauvreté ont le vent en poupe. Dans ce domaine, le rôle des bailleurs de fonds internationaux est essentiel, car les communautés les plus pauvres ont absolument besoin d'une aide extérieure sous forme d'expertise et de financement initial. Le Centre du commerce international (agence de coopération technique de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) et l'Organisation mondiale du commerce travaillent sur des projets destinés à permettre aux communautés rurales pauvres d'accéder aux marchés internationaux et aux circuits d'un commerce durable. Ce mécanisme permet notamment de financer des projets de développement touristique à base communautaire.

Globalement, il est évident que la culture et le patrimoine sont d'importantes ressources qui peuvent être mobilisées, dans le cadre d'un développement touristique durable, pour résoudre les problèmes liés à la pauvreté. L'UNESCO s'efforce en particulier de promouvoir des approches informelles et communautaires qui, en mettant à profit les compétences et les capacités des pauvres eux-mêmes, les aident à élaborer leurs propres stratégies de lutte contre la misère. Cette initiative embrasse et recoupe l'ensemble des champs d'activité de l'UNESCO : Éducation, Culture, Communication, Développement social et Environnement.

## Améliorer la gestion de la chaîne de l'offre culturelle

Les modèles actuels de développement du tourisme qui intègrent la dimension culturelle ont tendance à être limités dans le temps et dans l'espace ; autrement dit, ils n'arrivent pas à mettre durablement en place des

circuits qui permettraient d'acheminer à destination des touristes les biens et services fournis à l'échelle locale, régionale et nationale et de redistribuer en retour aux individus et aux communautés qui ont fourni ces biens et services les revenus correspondants (CNUCED 2004a, 2004b). Les hôtels, par exemple, constituent un point de vente idéal pour écouler les denrées, les tissus, le mobilier et autres produits de l'artisanat local. Les touristes constituent un important marché potentiel pour l'artisanat local et les souvenirs qui renvoient aux traditions et savoir-faire de la population locale et une audience captive pour les musiques, chants et récits folkloriques. Les circuits touristiques, parcs à thèmes et parcs d'attraction permettent aux guides autochtones de faire profiter les touristes de leur connaissance et de leur compréhension sans égales

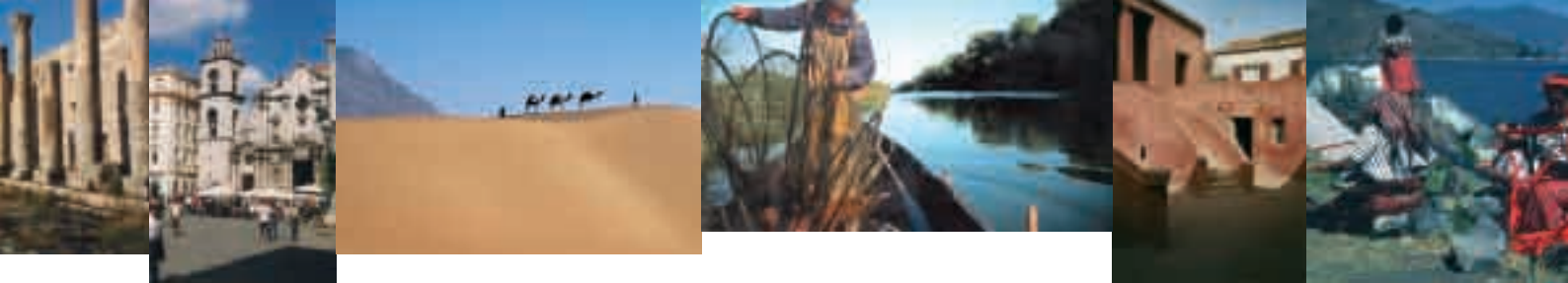


des coutumes et traditions locales. Et comme ces biens et services se passent d'intermédiaires, ils peuvent être fournis à un prix extrêmement compétitif mais néanmoins équitable. Le fait que certains exploitants et promoteurs sont totalement ignorants des ressources que le marché local a à offrir, ou préfèrent faire appel à des biens, des services et des procédures « importés », pour ne pas dire standardisés, pose des problèmes. Mais des problèmes, on en rencontre aussi du côté des fournisseurs, soit que l'absence de soutien ou d'organisation ne permette pas l'accès au marché des produits culturels locaux, soit que ceux-ci ne soient pas compétitifs parce qu'ils ne satisfont pas aux normes de qualité requises.

Dans le contexte du tourisme pour les pauvres, ou plus généralement d'un tourisme axé sur le développement économique et la préservation et la promotion des cultures locales, il convient de réfléchir à la mise en place de circuits viables d'approvisionnement pour s'assurer que les communautés d'accueil profitent au maximum de la manne touristique. Plusieurs voyagistes ont très vite intégré le principe de durabilité dans leur chaîne logistique en y incluant les petits fournisseurs locaux. Afin d'aider les voyagistes à améliorer les performances des prestataires en matière de respect de l'environnement, l'Initiative des voyagistes pour le développement du tourisme durable, commune au PNUE, à l'UNESCO et à l'Organisation mondiale du tourisme, a rédigé un manuel qui intègre les aspects socioculturels de la durabilité, notamment la valorisation des fournisseurs et des petites entreprises familiales (Initiative des voyagistes pour le développement du tourisme durable 2004).

# Le tourisme, instrument de dialogue interculturel et de compréhension entre les cultures

En dépit des avancées considérables des technologies de la communication à l'échelle planétaire, les peuples n'ont jamais eu autant besoin de se parler pour mieux se comprendre. Même si le tourisme, de par sa nature même, ne permet que des rencontres sans lendemain, il demeure sous sa forme la plus basique un moyen essentiel pour les peuples d'entrer en contact, d'échanger des récits, des idées ou des objets et d'éprouver



un sentiment partagé d'appartenance à la famille humaine. Comme ce fut le cas tout au long de l'histoire, c'est par les voyages et les rencontres que nous parvenons à nous connaître et à nous comprendre sur le plan social et culturel. Pour reprendre les termes de la Charte internationale du tourisme culturel adoptée en 1999 par l'ICOMOS : « Le tourisme national et international a été et demeure un des principaux véhicules d'échanges culturels, une occasion d'expériences personnelles non seulement de ce qui a survécu du passé mais aussi de la vie actuelle d'autres groupes humains ».

Le dialogue entre les civilisations, dont l'Acte constitutif de l'UNESCO rappelle qu'il doit servir « à édifier la paix dans l'esprit des hommes » est l'un des fondements de l'action de l'Organisation et l'un des objectifs primordiaux de ses programmes culturels. Le proverbe qui dit que « les voyages forment la jeunesse » ne fait que confirmer l'idée que le dialogue est un moyen de mieux connaître les autres peuples et leur culture. Certes, le dialogue n'est pas le seul moyen d'assurer la paix et la sécurité, mais il contribue de façon décisive à la création des conditions de la compréhension mutuelle, de la connaissance et de l'acceptation des cultures dans leur diversité et de la lutte contre les préjugés culturels. Comme l'affirmait Kofi Annan, proclamant en 2001 l'Année des Nations Unies pour un dialogue entre les civilisations : « Je pense que le dialogue offrira à des personnes de cultures et de traditions différentes, qu'elles vivent aux antipodes les unes des autres ou dans la même rue, la possibilité de mieux se connaître ».

## Contacts entre les touristes et la population locale

Au bout du compte, aucune culture ne peut survivre et s'épanouir durablement

sans contact avec d'autres cultures ou d'autres influences culturelles, produits d'histoires diverses et de la complexité d'un monde perpétuellement changeant. Le tourisme contribue de façon décisive à faciliter et modeler le dialogue interculturel (Viard 2000). Sous sa forme la plus simple, il favorise le contact direct entre peuples de cultures différentes, étant entendu que les pays développés occupent une place prépondérante dans les échanges touristiques puisque ce sont eux, en général, qui disposent des infrastructures les plus élaborées et que le tourisme de loisirs comme le tourisme d'affaires sont imprégnés de leur culture et de leurs traditions. L'Europe est de loin la destination la plus prisée des touristes puisqu'elle accueille près de 58 % du trafic touristique international, contre 17 % pour l'Asie et le Pacifique, 16 % pour les Amériques et 4 % chacun pour l'Afrique et le Moyen-Orient. Ces chiffres bruts montrent que le continent africain par exemple est loin de bénéficier du tourisme international comme le permettrait la richesse de son patrimoine et de ses ressources culturelles. Cela tient évidemment à des raisons complexes, mais au vu de ces chiffres, on peut penser qu'il y a là un marché potentiel considérable à exploiter, à condition de disposer des aides et des infrastructures requises pour le développement du secteur.



Il convient de rappeler que les flux du tourisme international sont nettement asymétriques, puisque la grande majorité des touristes se déplacent des pays développés vers les pays en développement ou les PMA, déséquilibre qui reflète une longue histoire d'inégalités en termes de pouvoir économique et historique et aussi de droits et libertés. Il est peu probable que ce flux à sens unique des touristes des pays riches vers les pays pauvres se modifie sensiblement dans un avenir prévisible. Il est d'autant plus important de considérer le tourisme, non pas comme un instrument de domination économique, mais bien comme un facteur de développement, un outil durable de progrès économique et social pour les nations en développement.

Ce déséquilibre souvent constaté au niveau des échanges touristiques internationaux se retrouve aussi à celui des rencontres individuelles. Les touristes visitant des pays en voie de développement sont souvent perçus comme jouissant de privilèges, d'une autorité et d'une liberté qui leur confère un statut particulier. Ils sont là pour se distraire alors que la population locale, à des degrés divers, est obligée de travailler. Bien sûr, cela ne signifie pas que ces touristes cherchent délibérément à exploiter la communauté qui les accueille, mais qu'ils sont en position, par leur simple présence et leur comportement, d'influer sur la vie des autres.

Les interactions entre les touristes et la population locale sont parfois étonnamment limitées. Cela peut s'expliquer par le fait que certains touristes ne recherchent pas les contacts directs avec ces populations pour des raisons tout à fait légitimes, par manque de curiosité pour la différence ou la diversité culturelle, ou parce qu'ils ont le sentiment que de tels contacts représentent un danger. Ce comportement peut être la conséquence d'un rapport avec la culture en général, ou des informations fournies par l'organisateur du voyage ou le guide. Mais il se peut aussi que la formule touristique proposée ne permette les contacts directs et spontanés avec la population locale qu'à des moments et dans des lieux bien définis, dans le cadre de manifestations soigneusement réglées et « mises en scène ».

Les rapports entre les touristes et la population locale reposent en gros sur un certain nombre de malentendus. Premièrement, les touristes constitueraient une population homogène, unie par leur qualité et leur activité de touristes. Or, c'est rarement le cas, et les touristes, même quand ils voyagent en groupe compact, n'ont pas forcément tous la même attitude, ni les mêmes attentes, vis-à-vis de leurs hôtes. Deuxièmement, les locaux considéreraient tous les touristes comme des intrus et des barbares. Cela aussi est de moins en moins vrai, compte tenu du développement et de la multiplication des échanges touristiques à l'échelle mondiale. Toutes proportions gardées, les touristes sont accueillis bien entendu en tant que touristes, avec le potentiel économique qu'ils représentent, mais aussi comme les représentants d'autres cultures à découvrir. Le plus souvent, il y a chez les deux parties un désir sincère de partager les valeurs de leur commune humanité. Troisièmement, la culture d'accueil serait homogène, ce qui, bien évidemment, est rarement le cas. Mais il est souvent effectivement difficile, dans le laps de temps limité que dure la visite,





d'expliquer la diversité et la complexité sociales et culturelles d'une communauté, surtout si l'attention des visiteurs n'a pas été attirée sur ce point par les organisateurs du voyage ou le comité d'accueil.

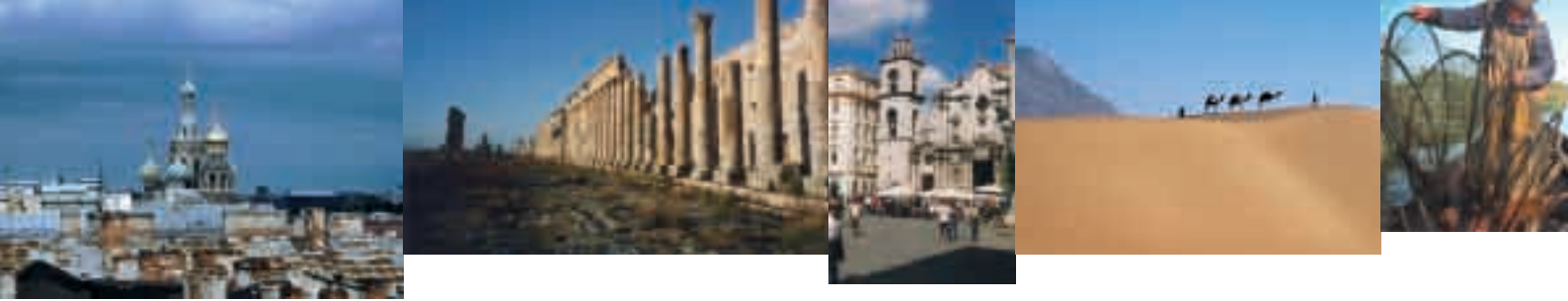
Les touristes apportent aux communautés locales une écoute qui leur permet de préserver leur patrimoine et leur mode de vie. Les contacts directs entre les visiteurs et les locaux créent les conditions qui permettent de dissiper les mythes et les préjugés des uns et des autres. Il arrive que les organisateurs s'efforcent de réduire au maximum les possibilités de rencontres entre leurs clients et leurs hôtes. Dans des cas extrêmes, les enclaves sécurisées constituent un obstacle physique aux échanges interculturels, mais les organisateurs et les guides se contentent le plus souvent d'abréger la visite de certains sites pour passer plus de temps sur les marchés ou dans les magasins de souvenirs où ils espèrent toucher une commission plus importante.

Le touriste qui visite les pays en développement découvre la beauté, la variété et la vitalité des cultures locales, mais il est en même temps confronté aux problèmes de la pauvreté et de la dégradation de l'environnement. Notons au passage qu'au cours des années, les touristes et l'industrie touristique ont cessé d'être les observateurs passifs de la situation dans les pays d'accueil pour s'impliquer plus activement et tenter d'améliorer la situation économique, sociale et environnementale de leurs hôtes, notamment par la dénonciation du travail des enfants, du tourisme sexuel et des sévices envers les animaux et en finançant et en animant des projets de défense de l'environnement.

## Le rôle des « routes »

Si les nations ont pu entrer en contact au cours de l'histoire pour échanger et partager idées, connaissances, croyances, biens et techniques, c'est en grande partie grâce aux « routes » commerciales et chemins de pèlerinage qui reliaient les peuples entre eux en ignorant les frontières politiques et administratives. C'est le long de ces routes que les premiers voyageurs ont donné l'exemple des échanges et des interactions qui allaient permettre d'approfondir sans cesse notre connaissance de l'univers. La notion de route fait aussi partie intégrante de l'univers touristique contemporain, car les touristes entendent bien engranger le maximum d'expériences dans le temps limité qui leur est imparti. Les circuits nationaux et internationaux peuvent être ainsi formatés et vendus par les organisateurs de voyages de façon à offrir un maximum de temps forts culturels en un seul voyage.

Le fait que les circuits touristiques privilégient les sites culturels et naturels les plus spectaculaires et les aspects les plus insolites des mœurs locales peut aboutir à une surexposition qui exerce une pression excessive sur les sites concernés. Cela peut aussi entraîner l'exclusion de certains secteurs de la communauté alors que d'autres sont socialement et économiquement privilégiés. Le résultat, c'est que les touristes emportent le plus souvent une image de leur séjour très idéale et très fautive qui occulte d'importants éléments de la réalité sociale du pays hôte, avec évidemment le risque de



reproduction systématique des préjugés et des stéréotypes. Si l'on veut que la notion de route touristique contribue à faire prendre conscience de l'importance du patrimoine et de la diversité culturelle, il faut donc donner aux communautés d'accueil les moyens de contribuer à la conception, à l'exploitation et à l'animation de ces circuits.

## Le rôle des intermédiaires

S'agissant aussi bien de l'accès à la population locale que de l'image de cette dernière, les intermédiaires – organisateurs, guides et agents de voyage – jouent un rôle capital. Ils ont donc la très

lourde responsabilité de fournir les informations et les connaissances qui détermineront les attentes, les comportements et les expériences de leurs clients. L'information fournie par les organisateurs de voyages peut apprendre au touriste à regarder d'un œil objectif la culture du pays qu'il visite, les guides et brochures constituant une source d'informations précieuse à cet égard. Mais il peut arriver aussi que ces informations soient déformées au point de créer une attente sans rapport avec la réalité. Dans l'intérêt bien compris de tous, il est important que les différents intermédiaires aient une connaissance approfondie des réalités locales, soient au fait de tout ce qui pourrait choquer les mœurs ou les mentalités, et en informent les touristes sans détours ni faux-semblants.

Les organisateurs qui mettent au point les circuits ou les itinéraires exercent une influence socioéconomique directe sur les populations concernées, puisqu'ils encouragent les touristes à visiter certains lieux plutôt que d'autres. Il peut leur arriver, par exemple, d'exagérer (ou de minimiser au contraire) la dangerosité de telle ou telle destination, et, ce faisant d'empêcher les contacts entre certains secteurs de la population et les visiteurs, de priver le commerce local d'une source de revenus bien nécessaire et de perpétuer l'image négative de certaines destinations. Cela dit, les gouvernements du pays d'origine comme du pays d'accueil sont évidemment responsables de la sécurité des touristes et tenus à ce titre de les avertir des risques encourus s'ils s'aventurent dans certaines régions, et la responsabilité des organisateurs de voyages est elle aussi clairement engagée. Dans le même ordre d'idées, il importe aussi que les transactions avec les commerçants locaux soient réglementées et contrôlées afin d'encourager les bonnes pratiques et d'éviter l'exploitation abusive des touristes. Il s'agit au fond de trouver un compromis en s'appuyant sur des informations solides, des directives claires et les avis de la population locale sur ce qu'elle-même considère comme équitable et acceptable.

Les guides peuvent être soit recrutés sur place par les voyagistes ou les organisations locales de tourisme, soit « importés » par les organisateurs ; il peut aussi s'agir de résidents locaux qui exercent le métier de guide indépendant. Dans tous les cas, le guide exerce un pouvoir discrétionnaire considérable quand il s'agit de décider ce que le touriste doit visiter ou non. Par leurs anecdotes et leur comportement, certains guides locaux offrent aux touristes une chance inestimable de découvrir la culture du pays hôte et de mieux



comprendre son histoire passée et présente. Mais les guides peuvent aussi privilégier certains secteurs de la population locale par rapport à d'autres dont ils vont jusqu'à donner aux touristes, dans les cas les plus extrêmes, une image très négative.

Il est essentiel en tout cas que l'ensemble des intermédiaires impliqués dans l'activité touristique – organisateurs et guides mais aussi chauffeurs de taxi, réceptionnistes, portiers d'hôtel, etc. – soient conscients de l'importance de leur contribution au dialogue interculturel et armés des compétences et connaissances nécessaires pour rendre le séjour du touriste agréable mais aussi pour donner une image positive de la culture du pays d'accueil.

## Le rôle des médias

Le voyage touristique commence et finit à domicile. Avant même de devenir des touristes, nous découvrons le monde et les peuples qui l'habitent par le biais des processus normatifs de la socialisation et de l'éducation.

Très tôt (de plus en plus tôt, en fait), les différents médias façonnent notre vision des autres cultures. D'abord directement par l'intermédiaire des jeux de rôles, des jouets, de la littérature enfantine et des exercices scolaires, et ensuite par la télévision, les livres et la presse qui jouent un rôle déterminant dans la constitution des savoirs culturels. Les images ainsi accumulées au jour le jour sont parfois dramatiquement différentes de celles que propose l'industrie touristique.

L'information médiatique fournie par le secteur touristique influence directement le dialogue entre les cultures. La lecture des guides, brochures et dépliants touristiques crée chez les touristes une attente et une demande importantes par rapport à la culture qu'ils s'approprient à découvrir (Urry 1990). Or, ces représentations touristiques sont généralement idéalisées, insistant sur les aspects les plus exotiques des lieux de destination tout en restant imprégnées des valeurs des pays où l'industrie touristique recrute sa clientèle. Dans la logique strictement promotionnelle des organisateurs de voyages ou des responsables de l'industrie touristique des pays hôtes, les informations et les images ainsi projetées sont nécessairement réductrices. Le but de cette littérature touristique est de communiquer des images sélectionnées, transmettre des informations et élaborer un discours cohérent destiné à avoir un impact immédiat pour ne pas dire instantané sur les touristes potentiels. Ce sont des sortes de canevas faciles à mémoriser qui balisent pour ainsi dire l'espace touristique. Les guides touristiques, en particulier, jouent un rôle très important à cet égard. Ils ne déterminent pas seulement la décision de partir et le choix d'une destination mais aussi les attitudes et les attentes que les touristes véhiculent dans des contextes culturels différents. Des représentations soignées et bien documentées des destinations touristiques dans les médias peuvent enflammer l'imagination des touristes potentiels et ouvrir de nouvelles perspectives de voyages, de rencontres et d'échanges.



Les produits médiatiques spécifiquement mis au point pour le secteur touristique ne sont pas les seules sources d'information à nourrir la curiosité et l'imaginaire. Moins directement, mais c'est aussi très important, nous faisons appel à une tradition immémoriale de représentations artistiques, littéraires et cartographiques des pays, des paysages et des peuples pour imaginer une destination, ses habitants et leur culture dans un décor à la fois historique et contemporain. Le cinéma par exemple, grâce à sa diffusion mondiale, demeure un moyen de communication omniprésent qui a le pouvoir de dénoncer comme de conforter toutes les idées reçues sur la culture et la géographie. En ce sens les médias, même indépendants de l'industrie touristique, contribuent en permanence à enrichir et à façonner ses représentations.

Dans une large mesure, les œuvres artistiques et littéraires des siècles passés nous ont légué une conception d'un monde divisé entre cultures dites évoluées et primitives, entre l'Est et l'Ouest, l'Orient et l'Occident, les puissants et les autres. Il faut resituer les touristes et l'industrie touristique dans ce contexte d'une longue imprégnation par les idées, l'idéologie et l'imagerie véhiculées par les différents médias et qui a déterminé nos attentes, nos expériences et notre interprétation des « autres » cultures lorsque nous « devenons » des touristes.

## Résistance à l'uniformisation ?

La mondialisation est à la fois un concept et une réalité qui a donné lieu à bien des interprétations complexes et contradictoires (Robertson 1990). En gros, il y a d'un

côté ceux qui privilégient le point de vue économique et parlent de marchés mondiaux et de la mobilité transnationale des capitaux et de la main-d'œuvre, et de l'autre ceux qui s'intéressent davantage aux échanges culturels (Appadurai 2003). Le sociologue suédois Ulf Hannerz (1996) souligne que la mondialisation a tissé un réseau planétaire de relations sociales qui favorise les flux « des biens et des personnes, mais aussi du sens ». Repérer et identifier ces flux à l'échelle mondiale est une tâche extrêmement difficile et complexe, compte tenu de la multiplicité des vecteurs de la communication. Si le tourisme est un de ces vecteurs, il est étroitement imbriqué avec tout un ensemble d'autres réseaux, mécanismes et flux de communication apparus au gré des alliances historiques, politiques ou militaires, le long des routes commerciales, en fonction d'affinités ethniques ou linguistiques, et qui tous contribuent à alimenter le dialogue.

La mondialisation est largement perçue comme ayant pour effet une certaine uniformisation de la vie en société. On peut voir dans l'industrie touristique une force globalisante qui produit des installations, des attractions, des structures d'accueil et des normes facilement identifiables et qui peuvent être reproduites partout. Il est incontestable que dans tous les pays, développés comme en développement, on assiste à une standardisation croissante, les chaînes internationales d'hôtellerie, de restauration et de commerce prenant apparemment de plus en plus le pas sur les entreprises nationales et locales pour imposer leurs propres critères de qualité. On voit ainsi fleurir



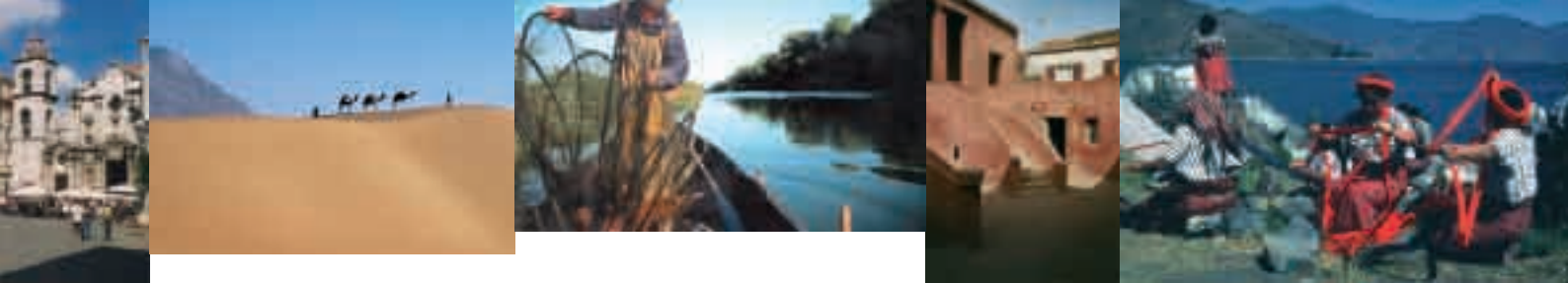
les bars irlandais « typiques » à Mumbai, les stands de hamburgers à Beyrouth ou les pizzerias à Pékin. Le phénomène s'accompagne de l'adoption de normes de qualité internationales et de la volonté apparente d'imiter et d'assimiler des schémas uniformes de comportement, de langage, de costume et d'alimentation. En soi, cela n'a rien de mal, mais il semble que cette évolution soit de plus en plus perçue comme faisant peser une menace sur le patrimoine et sur la diversité culturelle qui, au-delà de leur valeur intrinsèque, sont précisément ce que les touristes ont envie de découvrir.

Le problème, au fond, n'est pas tant l'uniformisation des goûts que la logique économique de ce type d'entreprises et la part des recettes qui profitent au pays d'accueil, ou encore le fait que dans certains pays les prestataires internationaux bénéficient d'un traitement de faveur par rapport aux fournisseurs locaux et nationaux. La question n'est pas simple, car les fournisseurs locaux peuvent ne pas être en mesure de s'aligner sur les nouvelles normes de qualité ou même de fournir le même type de prestations. Parfois, les chaînes internationales parviennent à faire bon ménage avec les fournisseurs locaux et servent en quelque sorte de catalyseur d'une amélioration de la qualité du service et des prestations en général. Mais il peut arriver aussi qu'elles exercent une position dominante par rapport à l'offre culturelle locale et étouffent, même sans le vouloir, les initiatives locales.

Par contraste avec les effets niveleurs de la mondialisation, la concurrence de plus en plus vive entre pays d'accueil pour attirer les touristes nationaux et étrangers a pour effet d'encourager la différenciation de l'offre, chaque lieu de destination s'ingéniant à affirmer sa différence en insistant sur la spécificité et la variété de ses atouts culturels. La diversité des cultures et communautés locales a ainsi une chance de trouver place dans le cadre des stratégies régionales et nationales du tourisme. On peut y voir une preuve de créativité en matière de marketing touristique mais aussi une forme de résistance culturelle à la menace (fantasmée ou bien réelle) de la mondialisation.

Même si les travaux de recherche bien documentés sur la question sont malheureusement rares, on peut affirmer sans risque de se tromper qu'un pourcentage significatif de touristes recherchent et consomment de préférence à l'étranger les produits des grandes marques qui leur sont familières. Toutefois, on aurait tort d'exagérer l'impact de ce phénomène, qui reste malgré tout limité. L'uniformité culturelle est une perspective éloignée, qui reflète d'ailleurs davantage le brassage des cultures que la domination totale de l'une d'entre elle sur toutes les autres. Et si le tourisme international participe effectivement à une supposée mondialisation, il n'est qu'un élément d'un processus beaucoup plus large de changement et d'échanges culturels à l'échelle planétaire.

Là encore, tout est une question de dosage. Le néologisme « glocalisation » (Robertson 1990) a été inventé pour désigner l'interpénétration des valeurs et de la culture locales, d'une part, et de la culture officielle et l'économie mondiale, d'autre part. Les marques internationales finissent par se fondre dans le paysage culturel national, régional et local et loin d'affaiblir la diversité culturelle, le tourisme peut puissamment contribuer à leur intégration dans les cultures locales et régionales et leur patrimoine.



## Tourisme et éducation

En théorie, le tourisme a donc un rôle essentiel à jouer pour faciliter le dialogue interculturel au niveau le plus immédiat et le plus personnel, mais il n'est évidemment pas simple d'instaurer les conditions d'un dialogue fondé sur l'équité et l'intégration et appelé à évoluer en permanence. La complexité des problèmes et des questions que l'on vient d'évoquer montre à quel point il est indispensable d'éduquer tous ceux qui sont impliqués dans ce rapport complexe entre le tourisme et la culture.

Le besoin d'éducation s'impose à l'évidence dans de nombreux secteurs du développement. Le *rapport* de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (1987) et le Sommet de la Terre (1992) ont reconnu que l'éducation est un outil majeur au service du développement durable. En 2002, le Sommet de Johannesburg a élargi la notion de développement durable et réaffirmé les Objectifs de développement des Nations Unies pour le Millénaire concernant l'éducation et ceux du Cadre d'action de l'Éducation pour tous (Dakar 2000). L'Assemblée générale des Nations Unies à sa cinquante-septième session (décembre 2002) a proclamé Décennie de l'éducation au service du développement durable la période 2005-2014 et désigné l'UNESCO comme institution chef de file pour la promotion de la Décennie.

Concrètement, les objectifs prioritaires de l'éducation sont liés à l'éradication de la pauvreté et à la promotion du développement durable. Dans cette optique, et comme le reconnaît la Déclaration adoptée à l'occasion de la Conférence internationale sur le dialogue entre les civilisations (2003), l'éducation est également « nécessaire au développement de communautés et de sociétés nourries des principes de la démocratie, de la justice et du respect des droits de l'homme ». La Conférence a également souligné la nécessité pour les gouvernements de revoir leurs programmes d'enseignement de façon à promouvoir une meilleure compréhension des différentes cultures, de leur histoire et de leur philosophie, ainsi que l'éducation aux droits de l'homme et l'apprentissage des langues. Le tourisme, du fait des nombreux domaines qu'il embrasse, constitue une forme d'échanges interculturels et pourrait servir utilement de pôle d'innovation pédagogique.

Dans le contexte particulier du tourisme, l'éducation intervient à de multiples niveaux, s'adresse à un public divers et renvoie bien entendu à tout un éventail d'activités permettant de diffuser les informations et le savoir au sein de la communauté. Elle englobe ainsi les cours formels et programmes officiels dispensés par les institutions pédagogiques mais aussi toute une gamme de mécanismes plus informels qui font appel à une combinaison de moyens divers : explications des guides, ouvrages spécialisés, vidéos, sites Internet, groupes d'interprétation « in situ », etc., tout le problème est de savoir qui assume la responsabilité de cette éducation au tourisme et, surtout, qui va la financer.

Depuis une vingtaine d'années, on assiste, dans les pays développés, à une multiplication des filières d'éducation formelle et de formation aux métiers du tourisme sanctionnées par des diplômes de l'enseignement supérieur et du troisième cycle. Dans les pays moins



avancés cet enseignement s'est développé beaucoup moins rapidement et a tendance, comme c'est le cas de l'éducation en général, à s'adresser en priorité aux couches aisées de la population. Les programmes spécialisés d'éducation formelle présentent l'intérêt de proposer une lecture critique du tourisme international en étudiant les dimensions économiques, géographiques, sociologiques et anthropologiques du phénomène. Ils comportent systématiquement la réalisation d'études de cas et la définition de pratiques optimales concernant l'utilisation de la culture comme ressource touristique et les problèmes que cela pose, la meilleure façon pour les communautés locales de rentabiliser au mieux la manne touristique, etc. ; pourtant, le nombre de diplômés qui réussissent à se faire une place dans le secteur et à y mettre en pratique leurs connaissances théoriques et pratiques demeure limité. Même si la situation évolue quelque peu, on constate un décalage persistant entre l'offre de diplômés instruits, formés à la réflexion critique et la demande du secteur du tourisme international qui souhaite avant tout recruter des agents de terrain avec une expérience professionnelle.

Même si l'enseignement officiel dispensé dans le cadre des universités et collèges est extrêmement précieux, l'éducation et la formation dans le domaine du tourisme et de la culture doit aller au-delà de ce cadre formel. Pour les prestataires de services touristiques opérant « sur le terrain », le besoin se fait sentir d'une éducation qui les aide à comprendre les cultures dans leur diversité et la sensibilité culturelle spécifique aussi bien des touristes que des communautés d'accueil des destinations qu'ils desservent. Parallèlement, les employés du secteur du tourisme doivent être conscients des problèmes spécifiques auxquels peuvent être confrontées les communautés locales, notamment en matière de développement. La meilleure solution consiste probablement à confier aux employeurs eux-mêmes, opérateurs et chaînes hôtelières, le soin de former leur personnel dans ce sens, même si cela exige sans doute un travail d'information préalable auprès d'eux pour leur faire comprendre l'intérêt d'une telle démarche.

Qu'ils soient indépendants ou employés par les organisateurs des circuits, les guides jouent un rôle particulièrement important de mise en valeur du patrimoine et de la diversité culturelle. Ils sont en position de faire une impression durable sur les touristes et de leur présenter une image fidèle, valorisante et complète des lieux de destination et de leurs cultures, que les visiteurs ramèneront chez eux. Les guides sont également en mesure de canaliser les groupes de touristes vers les sites et locations qui ont le plus besoin de leur visite. Dans certains pays, l'homologation des guides officiels passe par un stage de formation, mais celui-ci se réduit souvent à l'acquisition des techniques transactionnelles de base et de rudiments d'histoire locale. On peut penser qu'on perd là une belle occasion de faire passer des messages plus ambitieux concernant l'importance du tourisme pour la communauté locale et des valeurs du patrimoine et de la diversité culturelle dans le contexte actuel du développement local. Au-delà de la formation et de l'éducation des guides eux-mêmes, il y a sans doute place pour un effort d'information, aux niveaux national et régional, quant à l'importance des guides de voyages organisés et de leur contribution potentielle au processus de développement.



Il est traditionnellement admis que les communautés d'accueil, et en tout cas les employés en contact direct avec les touristes, doivent recevoir une formation et une éducation relatives à l'ensemble des prestations que les visiteurs sont en droit d'attendre. D'un certain point de vue, il semblerait que l'on accorde ainsi la priorité à la satisfaction des exigences des vacanciers, qui passe avant les besoins de la communauté d'accueil. Mais on peut penser aussi que le fait de sensibiliser d'une manière générale ladite communauté aux bienfaits économiques et socioculturels du tourisme est une entreprise rentable qui permet de retirer un maximum de bénéfices de la présence des touristes en en minimisant les « impacts » négatifs.

Il est permis de penser qu'il est urgent d'éduquer aussi les touristes, et pas seulement pour leur apprendre à mieux connaître leur destination, mais aussi pour modifier leur comportement. Il ne s'agit pas seulement de se montrer respectueux des traditions culturelles locales, mais aussi de prendre conscience des problèmes auxquels elles sont confrontées et des menaces qui pèsent sur elles. Des touristes pourront fort bien ignorer pendant toute la durée de leur séjour que la survie d'une langue ou d'une production artisanale ou l'intégrité d'un site est menacée (pas forcément de leur fait, d'ailleurs) si personne n'a jugé bon de les en informer. Un effort d'information préalable, fourni par les opérateurs qui travaillent en collaboration avec les représentants des cultures locales, par la lecture des guides ou par les vidéoreportages projetés à bord des avions peut faire des touristes des partenaires efficaces de l'effort de promotion et de conservation du patrimoine et de la diversité culturelle.

## Tourisme et protection de l'environnement

Découvrir ce qu'on appelle en gros « la nature » est une des principales motivations de voyage pour de nombreux touristes. Mais si pour le voyageur, le contact avec « la nature » constitue une expérience spirituelle exaltante, les écologistes quant à eux voient d'abord dans les sites naturels des écosystèmes fragiles et vulnérables. La mobilisation de la nature en tant que ressource touristique doit donc être assortie d'un luxe de précautions pour créer les conditions d'un développement durable et respectueux de l'environnement. Au-delà des considérations écologiques, il faut aussi réfléchir à la manière dont les communautés locales possèdent et gèrent cette ressource, à la place qu'elle occupe dans les cultures locales et aux modalités de redistribution des bénéfices écologiques, réels et symboliques, au profit de l'ensemble de la communauté.





## Le tourisme et l'esprit de la nature

Dans la sphère du tourisme, la signification du terme « naturel » donne lieu à des interprétations contestées, allant de la spiritualité pure à des considérations plus scientifiques (Posey 1999). Dans certains contextes, l'adjectif « naturel » évoque des étendues vierges de toute présence humaine, des espaces d'authenticité et de fécondité, habités par les esprits et les dieux (Turner et Turner 1978). En ce sens, les espaces naturels sont étroitement associés à l'idée de fondement et d'origine, à des lieux mythiques qui permettraient de retrouver l'âge d'or, l'aube des temps, le paradis perdu et l'innocence (Délumeau 2000). Le tourisme apparaît dès lors comme un avatar moderne du pèlerinage rituel, d'un retour au mythe du paradis ou à tout autre mythe culturel fondateur (Graburn 1989 ; Cohen 1992). Dans cette perspective, la nature devient une entité à la fois géographique et métaphorique qui occupe une place très importante dans la vie de l'individu, du groupe et de la communauté, comme si elle renfermait le sens secret de leur présence au monde (Amirou 1995).

Pour des esprits plus scientifiques, le terme naturel s'applique à tout ce qui est organique et biologique, par opposition à ce qui est artificiel ou fabriqué. Même si elle n'exclut pas la dimension spirituelle, cette définition plus large permet d'envisager le naturel comme susceptible d'être transformé ou modifié par l'action de l'homme. C'est ce dont témoigne par exemple l'art des jardins, qui consiste à humaniser la nature en lui imposant des formes et des combinaisons esthétiques (Roger 1997). On peut citer comme autres exemples l'utilisation de matériaux et ingrédients « naturels » ou « organiques » dans le bâtiment et la décoration, la fabrication des produits de beauté et la préparation des aliments.

Cette deuxième définition convient particulièrement à la sphère du tourisme. En effet, tout espace naturel, si « inviolé » soit-il, n'existe que du fait de l'intervention humaine, puisque c'est forcément l'homme qui a choisi, mis en scène et transformé tel ou tel coin de nature pour le rendre visible et accessible. D'ailleurs, il arrive que non seulement les matériaux organiques, mais aussi des paysages entiers composés par l'homme voyagent. À la Renaissance, les explorateurs européens ont ramené de leurs voyages des plantes soigneusement acclimatées dans les jardins créés pour la circonstance dans les capitales européennes et qui allaient devenir les musées d'histoire naturelle. Au XVII<sup>e</sup> siècle, les jardins dessinés par Le Nôtre à Versailles, l'un des lieux les plus visités de France, symbolisaient le pouvoir absolu du Roi Soleil. Au siècle suivant, les jardins et parcs à l'anglaise ne font que recréer sur le sol britannique les paysages de la peinture italienne, transposant des modèles d'espaces naturels d'un pays à l'autre comme autant de tableaux vivants. Quelques années plus tard, à Weimar, en Allemagne, les jardins de Goethe recréeront *in situ* des représentations imaginaires extrêmement romantiques de la nature. Enfin, ce qu'il est convenu d'appeler des espaces « sauvages » ou « vierges » ont été circonscrits dans un cadre bien délimité (les parcs nationaux, par exemple), nimbés par les artistes, littérateurs et cartographes d'une sorte d'aura poétique et symboliquement intégrés dans un espace métaphorique dominé par l'esprit humain.



Ces exemples montrent que même les espaces naturels les plus « sauvages » non seulement ont fait l'objet d'un processus d'appropriation et d'intégration à la vie culturelle des communautés locales, mais qu'ils ont été depuis longtemps récupérés et transposés dans d'autres contextes culturels, dont ceux des touristes et du tourisme. La conception de la nature et des espaces naturels comme autant de ressources culturellement réinvesties est parfaitement assimilée par l'industrie touristique, dont le développement s'est accompagné d'une redéfinition des rapports entre la nature, l'environnement et la culture largement inspirée de la philosophie des pays développés. En même temps, le sentiment d'une connivence perdue avec la nature et ses manifestations, que la disparition du monde rural face à l'urbanisation ne peut que renforcer, continue à nourrir notre quête nostalgique du « naturel » et de « l'authentique » (Urbain 1993).

## Les espaces naturels : des écosystèmes fragiles et vulnérables

La charge symbolique et poétique très forte des espaces naturels ne doit pas faire oublier qu'ils ont aussi une vie propre. Pour le biologiste, il s'agit d'abord d'écosystèmes très complexes qui abritent

des formes de vie hautement diversifiées. De ce point de vue, les conséquences de la mondialisation accélérée comme le réchauffement global, la pollution industrielle et domestique, l'urbanisation et la mobilité croissante des espèces et des semences font peser de graves menaces sur de nombreux espaces naturels et plus particulièrement sur ceux qui se sont développés dans des régions isolées et qui abritent des espèces endémiques avec leur chaîne alimentaire spécifique.

En contrepartie des retombées socioéconomiques positives du tourisme, le processus de transformation des ressources naturelles en biens de consommation touristique a de nombreux effets perturbateurs sur l'environnement : pollution, dégradation du milieu et pression accrue sur les ressources naturelles. Le développement de l'activité touristique et ses manifestations (voyages, aménagement des sites, construction et utilisation de l'infrastructure d'accès) ont de nombreuses répercussions sur l'environnement. L'attrait des bénéfices escomptés favorise parfois la mise en place d'infrastructures mal conçues, surtout dans les pays en développement où l'autorité des pouvoirs législatif et exécutif n'est guère assurée. En outre, s'ils sont mal informés, les touristes risquent d'endommager des écosystèmes fragiles, par exemple en détruisant les récifs de corail, en perturbant la faune et la flore, en contribuant à l'érosion des chemins et sentiers, en entamant les réserves d'eau potable ou en cueillant les plantes.

La Commission mondiale sur l'environnement et le développement (1987), puis les Sommets de Rio (1992) et de Johannesburg (2002) ont eu le mérite essentiel de faire pour la première fois le lien entre la défense de l'environnement et les problèmes de la pauvreté et du sous-développement. Au Sommet de Johannesburg, des engagements ont été pris en vue d'améliorer l'accès à l'eau salubre, à des réseaux d'assainissements



adéquats et aux sources d'énergie, d'améliorer les conditions de santé et l'agriculture et de mieux protéger la biodiversité mondiale et l'ensemble des écosystèmes. Ce n'est pas un hasard si les participants au Sommet de Johannesburg, conscients de la contribution potentielle du tourisme à la défense de l'environnement, ont tenu à évoquer le rôle positif que le développement d'un tourisme durable peut avoir dans la réalisation des objectifs du développement tout en « préservant l'intégrité culturelle et environnementale des communautés d'accueil et en améliorant la protection des zones écologiquement fragiles et des patrimoines naturels » (Sommet mondial sur le développement durable, 2002).

## Implications culturelles de la mobilisation des ressources naturelles à des fins touristiques

Comme on l'a vu plus haut, le développement du tourisme constitue souvent la réponse à une situation de crise, lorsque par exemple les autres secteurs de l'économie sont incapables de faire face aux effets de la mondialisation, et notamment

à la concurrence liée à l'ouverture des marchés. Les nouveaux centres touristiques peuvent ainsi devenir des pôles d'attraction économique et sociale, attirant la population active des zones rurales ou marginales. La mobilisation à des fins touristiques des ressources naturelles de zones marginales et donc fragiles peut avoir un impact considérable. Souvent, les développeurs s'efforcent de maintenir artificiellement des activités agricoles et halieutiques non rentables pour préserver la « beauté » et le « pittoresque » de certains sites, l'objectif étant – entre autres – d'attirer les touristes. En transformant les agriculteurs et les pêcheurs en jardiniers paysagistes, on passe ainsi d'une exploitation agricole de la nature à sa mise en valeur esthétique. Dans cette nouvelle configuration, ce ne sont plus les excédents agricoles qui créent la richesse mais la marchandisation des paysages qui deviennent source de revenus en raison de leur valeur touristique.

Ce nouveau système de production et d'échanges ne se contente pas d'assigner une nouvelle signification à la nature et à ses ressources en transformant la terre en paysage; il modifie également le cadre et le contexte social et institutionnel de cette production et de ces échanges. L'influence des agences et institutions responsables de la protection de l'agriculture et de l'économie a tendance à diminuer au profit de nouvelles organisations chargées de la protection et de la conservation des espaces naturels et des ressources du patrimoine. Qui plus est, le processus d'échange économique portant sur les nouveaux « fruits » de la terre que sont sa beauté esthétique, sa valeur symbolique et toutes les légendes et anecdotes qui s'y rattachent peut fort bien échapper complètement aux producteurs. Ces ressources sont consommées de visu par les touristes, ce qui signifie que les retombées pour les « jardiniers » du paysage en termes de revenus risquent d'être maigres, voire inexistantes.



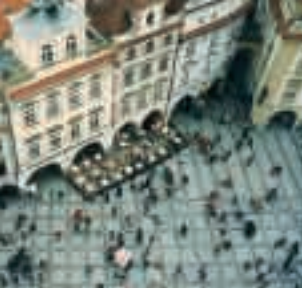
Dans ce nouveau contexte (celui d'un marché du symbolique et de l'esthétique où le consommateur est roi) (Lash et Urry 1994), toute la difficulté consiste à mettre en place des mécanismes garantissant la rémunération et la reconnaissance professionnelle des producteurs et gardiens des ressources naturelles utilisés à des fins touristiques. Parmi les moyens envisageables figurent la création de « parcs » naturels dûment réglementés ou encore la perception d'une taxe directe sur toutes les activités touristiques. Toutefois, ces solutions ne sont pas toujours évidentes, notamment lorsque les sites naturels sont habités. Bien souvent, les paysages touristiques étaient à l'origine des terrains présentant un intérêt économique – ou symbolique – marginal. La revalorisation par le tourisme de ces espaces traditionnellement délaissés – que ce soit en bord de mer, dans les montagnes ou à la campagne – aboutit souvent à une situation où les populations elles-mêmes marginalisées qui les habitent risquent d'être encore davantage précarisées, et finalement chassées de ce qui était après tout « leur » terre (Picard 2005). L'intégration de ces populations, et en particulier des jeunes, est donc une préoccupation fondamentale, le problème étant à la fois de préserver les ressources naturelles et de créer les conditions d'un développement durable et équitable, en évitant toute cassure entre les générations.

## De l'écotourisme au tourisme intégré

Depuis les années 1970, les brochures des opérateurs spécialisés font la part belle à une nouvelle forme de tourisme

baptisée « écotourisme ». Avec pour mots d'ordre le respect de l'environnement, l'éthiquement correct et les pratiques équitables, cette nouvelle approche entend faire appel en priorité aux ressources locales et créer des espaces d'interaction entre les touristes et les « autochtones ». Bien que novatrice en matière de gestion des ressources touristiques, cette formule n'a pas toujours atteint les objectifs qu'elle revendique. Parce qu'il s'adresse essentiellement à une clientèle aisée d'occidentaux occupant le haut de l'échelle sociale, l'écotourisme s'est vu reprocher – à ses débuts – de faire appel à des sentiments altruistes et écologistes pour mieux vendre un produit qui vise finalement la gratification égoïste des intéressés. En outre, de nombreuses études ont mis en évidence les conséquences désastreuses pour les communautés d'accueil et l'environnement naturel de ce tourisme prétendument écologique dès lors qu'il est organisé à grande échelle.

Aujourd'hui, les défenseurs de l'écotourisme préconisent une approche du développement touristique mieux planifiée, socialement intégrée et respectueuse des sensibilités culturelles, débouchant sur des formules équitables de participation communautaire. Cela implique dans certains cas la formation des éléments « pauvres » de la population pour les intégrer dans le circuit économique du secteur, mais aussi une délégation accrue des responsabilités institutionnelles et symboliques pour tenir compte de la contribution précieuse des savoirs culturels autochtones aux systèmes de gestion des espaces naturels.





# Section 2

## Tourisme, culture et développement: problèmes de gouvernance



# Mise en place de structures de gestion et de développement du tourisme et de la culture

Parce que le tourisme contribue à créer des liens entre les nations, les peuples et leurs cultures et qu'il empiète de par sa nature sur les domaines de la culture, du patrimoine, du développement économique et de l'environnement, il apparaît indispensable de pouvoir maîtriser, coordonner et gérer son développement. Chacun voit bien que le développement d'un tourisme durable, pour atteindre les objectifs stratégiques qui lui sont assignés en matière de développement économique, de protection de l'environnement et d'insertion sociale, doit plus ou moins s'inscrire dans les stratégies globales de développement aux niveaux tant national qu'international et transnational. Dès lors que l'on admet l'existence de certaines valeurs universelles et d'objectifs communs à tous en termes de défense du patrimoine et de la diversité culturelle, on est conduit à envisager un système international, fondé sur le consensus et la collaboration, ayant autorité pour conseiller, contrôler, encourager et au besoin intervenir en vue de protéger, préserver et promouvoir un développement durable.

Le terme gouvernance renvoie ici à l'ensemble des processus, politiques et partenaires impliqués dans le jeu des interférences complexes entre tourisme, culture et développement. Comme l'écrivent Karim et Wayland (2001) : « La gouvernance concerne des questions aussi diverses que l'administration, l'application de la loi, l'engagement civique, la participation des citoyens et la promotion de l'égalité ». Il faut bien préciser au départ qu'il n'existe pas de système clairement identifiable et universellement reconnu de gestion, de contrôle et de développement du tourisme culturel, ni de modèle formel et spécialisé de gouvernance ; il s'agit plutôt à tirer parti des structures existantes et des nouvelles idées qui émergent. Dans ce domaine, les choses évoluent très vite, et le but de la présente section est d'explorer certains problèmes inhérents à l'entreprise consistant à promouvoir et à renforcer le rôle du tourisme et de la culture au service du développement tout en prenant les mesures propres à éviter tout excès.



## Définir une politique du tourisme et de la culture : une tâche difficile et complexe

Tourisme, culture et développement constituent déjà, pris séparément, un véritable casse-tête pour les responsables des politiques. Il n'est donc pas surprenant que la conception intégrée du tourisme au service du développement pose également aux États toute une série de problèmes.

Si le tourisme est source d'autant d'interrogations de la part des décideurs et planificateurs, c'est qu'il affecte et recouvre de multiples domaines d'activité (Steck, Strasdas, Gustedt 1999). La politique du tourisme pose plusieurs questions essentielles : comment assurer la coordination entre les différents secteurs et services administratifs impliqués (transports, planification, santé, agriculture, gestion de l'eau, patrimoine, environnement, immigration, sécurité publique, etc.), la coopération ou la concertation entre secteurs et institutions en vue de définir des objectifs communs et enfin la mise en œuvre de cette politique, particulièrement délicate à assurer si l'activité touristique est aux mains d'un secteur privé extrêmement morcelé, très puissant commercialement, ou les deux à la fois. Dans un contexte démocratique et plus ou moins libéral, la politique du tourisme combine généralement réglementation et ouverture du marché (conformément à l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) conclu dans le cadre de l'Uruguay Round – Organisation mondiale du commerce 1994) et se traduit par un interventionnisme limité (contrôle de l'accès aux sites menacés par exemple), une certaine dose d'autoréglementation et des mécanismes d'ajustement du marché (par fixation des prix, entre autres) mais aussi des directives générales visant à planifier le développement du secteur. La mise en place d'un dispositif efficace d'encadrement du tourisme à l'échelle nationale ne va pas sans poser des problèmes ; elle suppose en tout cas un certain degré de coopération intersectorielle, même si c'est un secteur particulier qui assume le rôle pilote dans ce domaine.

L'élaboration d'une politique intégrant le facteur culturel dans le développement et la gestion du tourisme n'est pas chose aisée. La Commission mondiale sur l'environnement et le développement (1987), et la *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement* (1992) ont joué un rôle décisif en reconnaissant pour la première fois que la défense de l'environnement et la richesse de la culture étaient liées, mais la réflexion politique sur le développement d'un tourisme durable a eu tendance à faire passer au second plan la dimension culturelle pour s'attacher en priorité à résoudre les problèmes environnementaux, à utiliser au mieux les ressources naturelles et à satisfaire les goûts des touristes et des communautés d'accueil. Cela s'explique en partie par le fait que les promoteurs du tourisme ont toujours plus ou moins considéré la culture et le patrimoine soit comme des éléments neutres et plutôt anecdotiques du décor qui sert de toile de fond à leurs activités, soit comme une denrée commerciale qu'on peut vendre aux touristes, soit enfin comme un témoignage de l'identité, de la prospérité et de la puissance nationales, qu'il convient à ce titre de préserver et de pro-





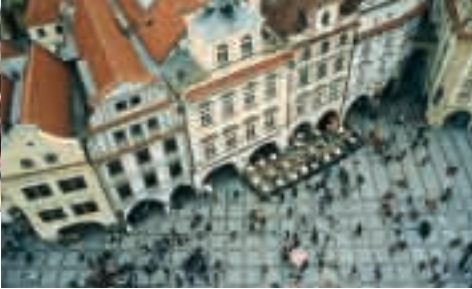
téger avec ostentation. Si cette dernière interprétation est fondée, et ne devrait donc pas poser de problème en soi, elle risque de faire oublier que la culture est bien autre chose qu'une simple ressource et qu'elle a des implications et des résonances beaucoup plus vastes. Or, les politiques touristiques ne se sont guère préoccupées jusqu'ici des moyens d'utiliser le patrimoine et la diversité culturelle, par le biais du tourisme, pour promouvoir activement le développement et faire face aux échéances cruciales en matière de lutte contre la pauvreté.

Cela est dû sans doute aussi au fait que la dimension culturelle du tourisme est difficile à mesurer. Les politiques actuelles de l'environnement, notamment en ce qui concerne le tourisme durable, attachent la plus grande importance au fait de pouvoir mesurer et contrôler les moindres changements de l'environnement naturel comme autant d'indicateurs d'un développement durable. C'est dans cet esprit que l'Organisation mondiale du tourisme a mis au point des « indicateurs clés d'un tourisme durable » conçus pour aider les gestionnaires et décideurs responsables du développement du secteur. Il est toutefois beaucoup plus difficile de mesurer les changements culturels compte tenu de la part de subjectivité que cela implique, de la multiplicité des facteurs qui interviennent et des problèmes de méthode auxquels on est confronté dès lors qu'on prétend quantifier des valeurs et des comportements.

Les responsables des politiques culturelles proprement dites sont confrontés au même type de problèmes. La Conférence mondiale sur les politiques culturelles (Mexico 1982) a bien exprimé le caractère omniprésent de la culture « considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances ». Il saute aux yeux que des éléments aussi immatériels, qui sont d'ailleurs loin de faire l'unanimité, se prêtent malaisément aux procédures présidant traditionnellement à l'élaboration des politiques. Dans la Déclaration qu'elle a adoptée, la Conférence de Mexico (1982) a affirmé que l'élaboration des politiques culturelles devrait prendre en considération les éléments suivants :

- Identité culturelle
- Dimension culturelle du développement
- Culture et démocratie
- Patrimoine culturel
- Création intellectuelle et artistique
- Relations entre la culture, l'éducation, la science et la communication
- Planification, administration et financement des activités culturelles
- Coopération culturelle internationale.

Comme le reconnaît le rapport de la Commission sur la culture et le développement, *Notre diversité créatrice* (1997), la politique culturelle a dans de nombreux pays un statut d'activité marginale, imputable en partie aux problèmes d'évaluation et de collecte de statistiques, qu'elle pose, mais aussi parce qu'elle touche aux questions



controversées de l'identité, de la « vérité » historique et de la propriété, et enfin parce qu'elle n'est pas toujours perçue comme un moyen de mobiliser la culture en tant que ressource économique.

La Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement qui s'est tenue à Stockholm (1998) a reconnu que pour faire en sorte que la politique culturelle soit au cœur des préoccupations des décideurs, des progrès devaient être réalisés dans les domaines suivants :

### **Reconnaissance du pluralisme culturel**

Les gouvernements doivent admettre la double nécessité de rechercher l'unité dans la diversité culturelle et de se doter des moyens de mobiliser et de gérer cette diversité créatrice. La réalité multiculturelle qui est l'un des attraits de nombreuses destinations touristiques n'a pas encore été suffisamment exploitée pour enrichir l'expérience des visiteurs et contribuer à la cohésion sociale et à l'affirmation identitaire des populations locales.

### **Réaffirmation des droits culturels**

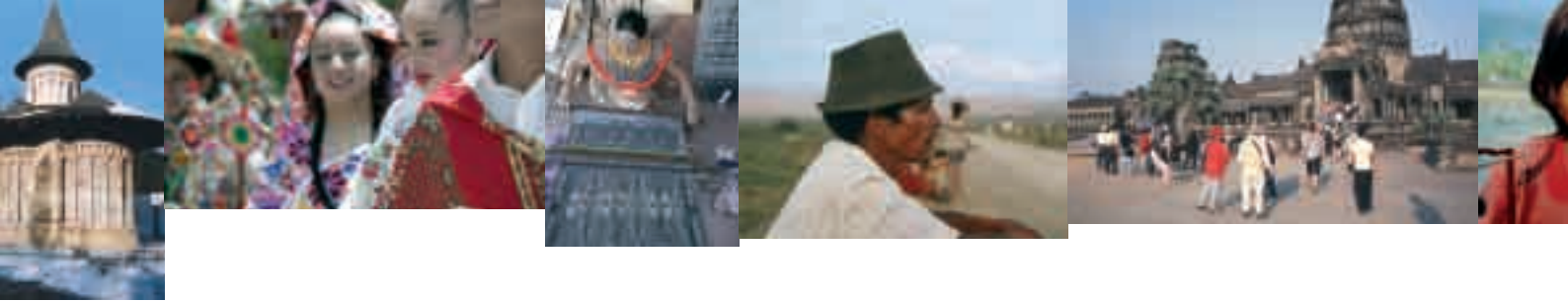
Même si les droits de l'homme sont désormais reconnus dans la grande majorité des pays, il est nécessaire de développer plus avant les droits culturels et la prise de conscience de leur contribution au bien-être de la population. Les responsables du développement du tourisme sont de plus en plus convaincus de la nécessité de protéger l'environnement, mais des mécanismes plus efficaces doivent être mis en place pour assurer la reconnaissance et la défense des droits culturels.

### **Mobilisation du patrimoine culturel en faveur du développement**

On sait depuis longtemps que le patrimoine culturel est fragile et menacé par les pressions de la modernité et de la mondialisation. Aussi des politiques interventionnistes sont-elles nécessaires pour le protéger et veiller à ce qu'il soit géré de façon avisée. La majorité des États-nations ont adopté de telles politiques, axées sur la réglementation. Moins nombreux sont ceux qui s'efforcent d'exploiter la richesse et la diversité de ce patrimoine, et l'intérêt qu'il suscite au sein du public pour en faire un outil au service du développement. Les pays industrialisés ont très bien su mettre à contribution leur patrimoine comme facteur de diversification et de relance de l'économie, en grande partie grâce au tourisme. Dans les pays en développement, la mobilisation du patrimoine par le biais du tourisme doit s'inscrire dans le cadre d'une politique qui protège et préserve ce patrimoine tout en l'utilisant de façon dynamique comme instrument de promotion au service du développement économique et social.

### **Identification des sources de financement**

L'un des gros problèmes de toute politique culturelle consiste à trouver les moyens financiers nécessaires pour protéger, préserver et revitaliser le patrimoine. De nombreux responsables politiques considèrent encore la culture comme un secteur improductif et gaspilleur de ressources. C'est pourquoi ce secteur, considéré comme marginal, est toujours l'un des premiers frappés par les réductions budgétaires. Pourtant, sans



parler de la valeur intrinsèque du patrimoine et de la diversité culturelle, le secteur de la culture, s'il est géré intelligemment et efficacement, peut être créateur de revenus et d'emplois. Le rôle du tourisme est très important à cet égard, puisqu'il constitue le lien immédiat entre la demande de culture du public et les manifestations matérielles et immatérielles de cette culture.

Comme l'a reconnu la Conférence de Stockholm (1998), la solution de ces problèmes suppose nécessairement une volonté politique des États et de la communauté internationale. Mais pour obtenir ces appuis, il importe de prouver que certains dispositifs fonctionnent, et rien n'est plus convaincant que l'exemple des meilleures pratiques dans ce domaine.

Un autre problème a trait au degré d'intégration des politiques menées dans divers domaines. Le tourisme ou la culture ne sauraient être traités de façon isolée; ils doivent être envisagés dans le contexte plus large des politiques économiques, sociales et environnementales menées à l'échelle nationale. Toutefois, cette intégration est rendue malaisée par le cloisonnement très étanche des modalités de prise de décisions, auxquelles se superposent des schémas de planification et un arsenal législatif tout aussi segmentés. L'adoption d'une approche intégrée visant à promouvoir le tourisme et la culture suppose une façon radicalement différente d'aborder le problème de la gouvernance aussi bien dans les pays développés et en développement qu'au niveau transnational. Le Réseau international sur la politique culturelle (RIPC) s'efforce de promouvoir cette nouvelle approche dans le domaine relativement peu balisé de la culture en facilitant les rencontres entre ministres et responsables du développement des politiques culturelles pour leur permettre de confronter et d'approfondir leurs points de vue sur les problèmes auxquels ils sont confrontés et sur les stratégies de promotion de la diversité culturelle.

## Responsabilités, contradictions et actions

Même si cela n'a pas été clairement exprimé lors de la Conférence de Stockholm, tout ce qui vient d'être dit

tend à un rapprochement des politiques touristiques et culturelles, dans la perspective des problèmes et défis du développement. Toutefois, l'idée de se servir du tourisme culturel dans le cadre d'une approche intégrée du développement est encore balbutiante et dans ce domaine relativement neuf, bien des contradictions subsistent au niveau de l'élaboration des politiques.

Une première tension oppose le secteur du tourisme à celui de la culture. En gros, l'activité touristique relève essentiellement du secteur privé et se répartit entre un nombre assez réduit de grandes entreprises multinationales et une myriade de petites et moyennes entreprises indépendantes qui poursuivent d'ailleurs les mêmes objectifs : avant tout, faire des affaires pour gagner de l'argent et conserver et développer leur



clientèle et leur base d'opérations. À l'inverse, le secteur de la culture, dominé par un certain nombre d'organismes publics et non gouvernementaux, met l'accent en priorité sur la protection, la promotion et le développement de la culture au nom de l'intérêt général. Le secteur du tourisme s'attache non pas à se doter d'une politique globale, mais à appliquer les plans et stratégies qui doivent lui permettre de réaliser un profit maximum, se contentant de respecter les grandes orientations et le cadre juridique élaborés aux niveaux national et international pour assigner des limites à son champ d'action. La convergence entre les deux secteurs apparaît pourtant comme une nécessité pressante, ne serait-ce que pour garantir le développement et l'application des règlements les concernant.

La deuxième cause de tension se situe à l'interface entre les instances nationales et internationales d'élaboration et de mise en œuvre des politiques. Si le rôle essentiel de la culture, du patrimoine et de la diversité culturelle dans les politiques de développement culturel et la nécessité de la coopération dans ce domaine sont largement reconnus par les instances internationales, ce n'est pas toujours le cas au niveau sous-régional, national ou local. Les politiques nationales (et régionales) d'aménagement touristique ont tendance à privilégier la recherche du profit maximal (devises, rentrées fiscales, emplois) et du prestige. Dans les pays développés, où le tourisme n'est souvent qu'un moyen parmi d'autres de promouvoir le développement et la croissance, le patrimoine culturel et naturel est généralement bien géré, dûment inventorié et relativement protégé; le besoin de dispositifs de contrôle et de garde-fous au niveau de la planification et de l'élaboration des politiques y est donc moins pressant que dans les pays où ces ressources sont parmi les seules dont ils peuvent tirer profit, et où les systèmes de gouvernance et les mécanismes de la démocratie sont peut-être défectueux ou moins bien rodés. On touche là au problème des différences de culture politique et administrative qui peuvent se traduire, entre autres, par des interprétations des instruments normatifs internationaux (et de leurs modalités d'application dans le contexte national ou régional) extrêmement divergentes. Dans la réalité, la structure du tourisme à l'échelle mondiale est largement déterminée par le concept d'État-nation et reflète fondamentalement le processus de délimitation des frontières géographiques et de constitution des entités nationales intervenu à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et dans les premières décennies du siècle suivant. En dépit de l'intérêt croissant que suscite la notion de régionalisme, en vertu de laquelle c'est au niveau de la région que doivent intervenir l'émergence et l'affirmation de l'identité culturelle, c'est toujours l'idée de nation qui occupe la place prépondérante dans l'industrie du tourisme international. Chaque nation, quels que soient son statut et sa situation politique, voit dans la promotion du tourisme une source immédiate et potentielle de devises, et un moyen d'affirmer son statut politique par le biais de la culture, ainsi que sa légitimité en tant qu'entité territoriale. Ainsi les agences de tourisme gouvernementales vendent avec une telle conviction le « label » national qu'on pourrait croire qu'elles n'ont jamais entendu parler des notions de mobilité, de flux transnationaux ou de déterritorialisation. Les salons et expositions internationales consacrés au tourisme, par exemple, sont surtout des juxtapositions de microcosmes



nationaux, même s'ils comportent aussi des stands régionaux ou sous-régionaux. Les voyageurs font essentiellement commerce de « produits nationaux ». Les promoteurs négocient avec les représentants de l'administration locale dans le cadre de la législation nationale. Les compagnies aériennes nationales conservent, pour les touristes comme pour les autochtones, leur valeur en tant que symboles particulièrement visibles et malgré le poids des chaînes hôtelières multinationales, de nombreux groupes hôteliers continuent à mettre en exergue leurs traditions et caractéristiques nationales. Bien entendu, cette conception d'un « tourisme de nations » fait abstraction des clivages que créent les conflits et les oppositions. Ce n'en est pas moins une réalité, calquée sur les représentations occidentales des identités culturelles, elles-mêmes façonnées par des interprétations réductrices de la réalité complexe de l'État-nation.

Une troisième tension résulte du décalage entre le niveau national et l'échelon local. Une fois que les États ont pris conscience des interactions positives entre la culture et le tourisme, ils sont mieux à même d'élaborer les schémas directeurs nécessaires pour guider et orienter leur développement avec un maximum de bénéfices. Mais c'est au niveau local qu'il est souvent le plus nécessaire d'impulser ce développement et que les pressions qui en découlent sont ressenties avec le plus d'acuité. Le problème qui se pose est celui de la mise en pratique : comment traduire et appliquer au niveau local un ensemble cohérent de directives nationales, reposant sur le dialogue international et une réglementation appropriée ?

La promotion d'initiatives locales de développement du tourisme est à la fois hautement souhaitable et très problématique, dans la mesure où elle est fonction du système politique spécifique de chaque pays. L'image que projette le tourisme national peut dissimuler bien des disparités régionales et locales en termes de moyens économiques et au niveau des structures requises pour garantir un développement durable du secteur faisant appel à l'ensemble des ressources culturelles et naturelles. Pour que le tourisme constitue une activité durable au service des objectifs de développement, il faut que les communautés locales soient étroitement associées au processus de planification, dans la mesure où on peut les considérer comme les gardiennes et les interprètes du patrimoine, des traditions et des savoirs susceptibles d'être utilisés à des fins touristiques. Encore faut-il qu'elles aient les moyens de jouer ce rôle dans le cadre des politiques définies aux niveaux national et régional, ce qui, dans beaucoup de PMA sans véritable tradition démocratique et où la corruption est institutionnalisée à tous les niveaux, relève sans doute davantage du vœu pieux de la réalité.

L'une des idées-forces qui se dégagent des diverses stratégies élaborées ces dernières années pour résoudre les problèmes de développement est celle de renforcement des capacités nationales, notamment au niveau local. C'est l'un des principes de base du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), qui inspire toute une série d'initiatives visant à développer et renforcer les ressources humaines et les capacités institutionnelles en faveur d'un tourisme durable. Dans le domaine voisin du tourisme culturel, le renforcement des capacités est tout aussi important pour promouvoir une



approche intégrée en s'appuyant sur l'éducation et le dialogue interculturel. C'est à ce niveau qu'on peut mettre à profit les ressources de base que sont le patrimoine et la diversité culturelle pour élaborer des initiatives et des programmes auxquels la communauté locale est activement associée, non seulement dans la phase de mise en place, mais en tant que responsables de leur gestion et de leur développement.

La conclusion d'une série de documents d'information publiés sous le titre anglais *Recognising Culture* (Matarasso 2001) résume en ces termes les structures nécessaires pour mieux intégrer les impératifs culturels : « Il faut donc repositionner la culture au cœur même des stratégies de développement : les programmes et projets devront être définis de façon à garantir une véritable compatibilité entre la logique des institutions et celle des différentes sociétés et cultures. En conséquence, les stratégies de développement doivent s'adapter à la diversité et à la créativité des cultures, et les institutions adopter une approche globale et des perspectives à long terme. En outre, il faut substituer à la méthode verticale de planification et de mise en œuvre des projets depuis le sommet de la hiérarchie vers la base la démarche inverse : les projets doivent émaner de la base pour remonter ensuite vers les centres de décision. »

## La dimension du genre

Toutes les initiatives des décideurs dans les domaines du tou-

risme et de la culture sont confrontées à la persistance de certains préjugés et de certaines inégalités qui doivent être reconnues et corrigées. Même si ce n'est pas une caractéristique exclusive des discours et pratiques du secteur du tourisme, les problèmes de différence de traitement, d'exclusion et d'injustice liés à la race, à l'origine sociale ou au sexe exigent des responsables réflexion et prudence pour éviter de reproduire des rapports socioéconomiques qui privilégient un secteur de la population plutôt qu'un autre dans le processus du développement touristique.

Le problème du genre se pose avec une acuité particulière dans un secteur comme le tourisme, qui emploie beaucoup de femmes (Kinnaird et Hall 1994). D'après les chiffres de l'Organisation internationale du travail (2001), les femmes représentent 46 % de la main-d'œuvre employée dans l'industrie mondiale du tourisme avec, il est vrai, des variations considérables (de 2 % à plus de 80 %) d'un pays à l'autre. L'industrie du tourisme constitue donc un important bassin d'emplois, surtout à temps partiel, pour la main-d'œuvre féminine, mais ces emplois, s'ils présentent certains avantages en termes de flexibilité, ont tendance à être sous-payés, précaires, et sans grandes perspectives d'avancement.

Le rapport sur l'emploi et la participation des femmes dans le secteur du tourisme établi par le Forum des Nations Unies sur l'environnement et le développement à l'intention de la Commission des Nations Unies sur le développement durable (Hemmati 1999), tout en reconnaissant le caractère limité des sources d'information disponibles, conclut que la situation dans l'industrie touristique reflète apparemment celle des mar-



chés du travail en général, ne serait-ce qu'en raison d'une ségrégation verticale et horizontale très prononcée des sexes en matière d'emploi. Après avoir examiné toute une gamme d'occupations spécifiques du secteur du tourisme, le rapport constate que plus de 90 % des personnes employées dans les tâches subalternes de l'accueil, de l'hébergement et de la restauration étaient des femmes : hôtesse, serveuse, nurses, femmes de ménage, aides ménagères, blanchisseuses, etc.

Quant à la ségrégation « verticale » qui frappe les femmes dans le secteur du tourisme, elle ne fait que refléter la tendance générale d'un marché de l'emploi où les femmes occupent la majorité des postes sans perspectives de carrière, abandonnant aux hommes les postes clés d'administration et de décision. Les causes de cet état de fait sont complexes : répartition stéréotypée des rôles entre les sexes, confortée par la tradition et liée à certains facteurs culturels, mais aussi intériorisation par les femmes elles-mêmes des préjugés qui les confinent dans certains emplois. Cela dit, le problème de l'égalité des sexes dans le contexte du tourisme va bien au-delà de l'emploi et porte sur certains aspects comme la représentation de la femme en tant qu'objet sexuel (Morgan et Pritchard 1988), le tourisme sexuel et le VIH/sida (Ryan et Hall 2001), ou encore la discrimination sexiste, avec tout ce qu'elle implique, en matière d'accès aux ressources sociales et économiques.

Comme le démontre le Rapport du Forum (Hemmati 1999), ce secteur, par sa flexibilité et son dynamisme, offre d'énormes possibilités en matière de promotion des femmes. C'est notamment la conviction de l'UICN, qui s'emploie activement à tisser des liens entre le développement d'un tourisme durable et de l'écotourisme et les programmes de formation et d'éducation visant à favoriser l'autonomisation des femmes (Vargas et Aguilar 2005).

Le rapport souligne par ailleurs que ces questions doivent être prises en compte au niveau de l'élaboration de politiques fondées sur la collaboration : « Incontestablement, le secteur du tourisme offre aux femmes diverses possibilités d'emploi et l'occasion de créer leur propre activité rémunératrice dans le secteur de la petite et moyenne entreprise, ouvrant ainsi la voie à l'élimination de la pauvreté qui frappe les femmes et les communautés locales des pays en développement. Toutefois, un certain nombre de conditions sont requises pour que ce potentiel puisse être exploité plus efficacement, dont la collaboration de toutes les parties concernées – organes gouvernementaux et intergouvernementaux, autorités locales, représentants de l'industrie et des syndicats, communautés locales et associations diverses, ONG, responsables de projets touristiques à base communautaire, etc. Renforcer l'exploitation du potentiel touristique tout en préservant le milieu naturel et le patrimoine culturel et en faisant progresser la justice économique et sociale, tel devrait être à l'avenir l'objectif de développement du secteur du tourisme. »



## Partenariats et Coopération

La gamme des partenaires impliqués dans les secteurs du tourisme, de la culture et du développement est d'autant plus vaste que ces trois secteurs recouvrent des champs d'activités étroitement imbriquées.

En théorie, tous les touristes devraient se sentir concernés, comme d'ailleurs la population des pays d'accueil, par la nature et la qualité des prestations touristiques, leurs perspectives de développement futur et les bénéfices qui en découlent. Pour les touristes, ces bénéfices sont largement immatériels et tiennent au sentiment d'avoir vécu une expérience récréative gratifiante, voire « authentique » pour certains. Mais l'on sait que l'intérêt des touristes n'est pas lié à telle ou telle destination en particulier. Pour les populations des pays d'accueil, les bénéfices sont d'abord matériels, sous forme de revenus directs et indirects (argent dépensé par les touristes, emplois créés) mais le sentiment d'avoir fait découvrir aux visiteurs leur pays et leur sens de l'hospitalité peut être aussi un motif très valorisant de fierté civique et personnelle. Les populations locales et résidentes sont donc clairement et directement concernées par le développement du secteur touristique, surtout si les bénéfices qui en découlent contribuent à améliorer des conditions de vie plutôt médiocres, mais aussi, à l'inverse, si ce développement a pour effet l'exploitation abusive, la dégradation et la destruction de ressources essentielles à la survie du milieu naturel, des communautés locales et de leur culture. Ce dernier point concerne évidemment beaucoup moins les touristes, puisqu'ils ont peu de chances d'en être affectés, sauf pendant la période limitée de leur séjour.

Au niveau institutionnel, les protagonistes du développement touristique et culturel peuvent être répartis en quatre groupes principaux, selon qu'ils s'intéressent en priorité au tourisme, au développement, à l'environnement ou à la culture. Certes, ces différents groupes ont de plus en plus tendance à avoir des intérêts communs, mais il ne faut surtout pas oublier qu'ils restent suffisamment opposés sur certains points pour que cela aboutisse à des conflits directs. Ces différents partenaires appartiennent aux secteurs public et privé, mais il faut aussi tenir compte du rôle des organisations non gouvernementales (ONG) aux niveaux national et international et des nombreux instituts de recherches et réseaux universitaires, sans oublier l'influence déterminante de certaines organisations intergouvernementales (OIG).

En ce qui concerne la première de ces catégories (le tourisme) la plupart des protagonistes appartiennent au secteur privé et englobent toute la gamme des structures nationales, inter et multinationales de prise en charge et d'accueil, de la chaîne hôtelière aux voyagistes, jusqu'à la plus modeste échoppe familiale de vente de souvenirs. Au niveau national, les acteurs du secteur public sont d'abord les services administratifs chargés de l'aménagement et de la gestion commerciale du tourisme, mais aussi leurs collègues des transports, de la planification, de la culture, etc. Au niveau international, une OIG joue un rôle majeur : il s'agit de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) qui, en tant qu'institution spécialisée du système des Nations Unies, sert de forum global de concertation sur les problèmes des politiques touristiques et s'efforce





de promouvoir le tourisme en tant qu'instrument du « développement économique, de la compréhension internationale, de la paix, de la prospérité et du respect universel des droits de l'homme et des libertés fondamentales » (OMT 2005).

Concernant le développement, l'environnement et la culture, le nombre de protagonistes du secteur privé est nettement plus limité, même si, bien entendu, les intérêts de certaines entreprises et organisations privées (dans les secteurs de la pêche, de l'agriculture, de l'alimentation en eau, du bâtiment ou des industries minières, par exemple) exercent une influence directe dans ces domaines. Par contre, les ONG et les OIG jouent un rôle très important, surtout ces dernières en raison de la nature planétaire de questions et de l'importance des intérêts qui sont en jeu comme la lutte contre la pauvreté ou la désertification, ou la préservation de la diversité linguistique et culturelle. Les OIG du système des Nations Unies sont des partenaires particulièrement en vue du fait de leur compétence globale, de leur indépendance et de leur fonctionnement démocratique. Ce sont notamment, outre l'UNESCO et ses organes consultatifs, le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), le Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM), l'Union mondiale pour la nature (UICN), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Compte tenu des interconnexions entre ces différents domaines et de la multiplicité des partenaires activement impliqués à tous les niveaux, l'utilité d'une collaboration permettant de concilier de façon opérationnelle l'exigence de viabilité et les impératifs du développement est largement reconnue. La collaboration entre parties prenantes en amont de la prise de décision permet non seulement de dégager un consensus sur les actions à entreprendre, mais aussi de constituer un capital de matière grise et autres ressources pour aborder efficacement les problèmes. C'est une façon de rapprocher des domaines d'activité et des intérêts différents mais complémentaires pour définir une approche globale et intégrée des problèmes à résoudre. Dans le domaine du développement en général et du développement touristique en particulier, cette collaboration revêt des formes diverses, mais a parfois pour finalité essentielle de faire entériner par la collectivité les décisions déjà prises, comme si pour les promoteurs et planificateurs le processus de consultation constituait en soi un aboutissement. D'autre part, toute collaboration suppose, au moins en théorie, une certaine égalité entre les interlocuteurs ; or, c'est rarement le cas et la réalité est plutôt celle de rapports de force inégaux permettant l'exercice de pressions stratégiques obéissant à des motivations politiques et idéologiques beaucoup plus générales.

Les inégalités entre les acteurs du développement touristique sont souvent considérables, et les groupes d'intérêts qui poussent à ce développement et à la mobilisation des ressources naturelles et culturelles à cette fin sont souvent des entités commerciales et géopolitiques puissantes et très actives qui ont les moyens d'imposer le sens et les limites de la collaboration telle qu'ils la conçoivent. Les inégalités en termes d'accès



aux ressources et au pouvoir politique sont une des données constantes du tourisme, et sont particulièrement manifestes entre les extrêmes : entre économies développées et en développement, entre riches et pauvres, entre les villes et les campagnes, les populations autochtones et les autres. Cela ne fait que refléter les déséquilibres mondiaux évidents aux niveaux global, sous-régional, national et local et la dépendance structurelle du monde en développement vis-à-vis des pays développés. Une autre notion importante en termes de collaboration est celle de l'identification des détenteurs des droits culturels et de la nécessité de respecter ces droits pour permettre aux communautés d'être parties prenantes des décisions qui peuvent avoir un impact considérable à long terme sur la préservation du patrimoine et de la diversité culturelle. Dès lors que l'on reconnaît leurs droits sur la terre et les autres ressources et leur droit à la propriété intellectuelle, les communautés et cultures concernées peuvent non seulement influencer sur le cours et le rythme du développement du tourisme, mais également donner leur avis positif ou négatif a priori sur les choix de développement du secteur, ou en tout cas sur ses formes les plus dommageables.

En l'occurrence, l'idée de consentement renvoie à la notion de propriété juridique et morale des ressources (naturelles et culturelles, matérielles et immatérielles) susceptibles d'être utilisées ou mobilisées pour le développement du tourisme. Elle renvoie au droit d'être maître de son présent, de son passé et de son avenir, à l'acceptation du transfert de cette propriété à d'autres, sur la base d'un consensus qui ne signifie pas nécessairement l'unanimité, mais la prise en compte de valeurs différentes. Elle porte sur l'octroi d'autorisations ou de visas, d'abord aux touristes, pour le partage des ressources et de l'espace, mais aussi aux autres acteurs qui acceptent d'engager le dialogue et de collaborer en fonction d'objectifs communautaires consensuels. Derrière cette idée de consentement, il y a l'idée d'autodétermination, de renforcement des capacités et d'accès progressif à l'autonomie. L'identification et la protection des droits culturels et la promotion de la « démocratie culturelle » telle que l'a définie la Commission mondiale sur la culture et le développement (1995) est un aspect important de la collaboration dans ce domaine ; elle requiert l'intervention des partenaires indépendants que sont les OIG pour défendre les intérêts bien compris de l'humanité, sur le plan culturel et environnemental aussi bien qu'économique.





# Section 3

**Créer des liens – amplifier  
l’action entreprise : les  
initiatives de l’UNESCO  
dans les domaines du  
tourisme, de la culture,  
et du développement**



L'objectif de l'UNESCO concernant le tourisme, la culture et le développement consiste à promouvoir un tourisme intelligent, qui reconnaisse la diversité culturelle, la nécessité de préserver des ressources culturelles et naturelles fragiles et de les mobiliser au service de la lutte contre la pauvreté et d'un développement viable tout en permettant aux diverses identités culturelles de chaque société de s'exprimer. Ce faisant, l'UNESCO reste fidèle à ses principes fondateurs, qui soulignent que « la dignité de l'homme exigeant la diffusion de la culture et l'éducation de tous en vue de la justice, de la liberté et de la paix, il y a là, pour toutes les nations, des devoirs sacrés à remplir dans un esprit de mutuelle assistance » (Acte constitutif de l'UNESCO 1945).

L'UNESCO défend les principes énoncés dans les conventions, déclarations, chartes et codes adoptés par les institutions du système des Nations Unies en rapport avec le tourisme (par exemple, les principes du *Code mondial d'éthique du tourisme* élaboré par l'Organisation mondiale du tourisme en 2001). Ces instruments constituent effectivement le cadre de référence qui lui permet de prendre des initiatives spécifiques dans le domaine du tourisme et de la culture en les situant dans un contexte plus large. Ainsi, la demande de l'UNESCO en matière de développement du tourisme s'inspire de l'objectif d'éradication de la pauvreté énoncé par les Nations Unies dans la Déclaration du Millénaire (ONU 2000).

Le tourisme en particulier est un moyen concret d'instaurer un dialogue interculturel en créant des espaces où des gens différents se rencontrent et se rendent visibles et accessibles à « l'autre » (van den Berghe 1980). Toute une gamme de ressources du patrimoine matériel et immatériel peuvent être mobilisées pour faciliter les échanges et le dialogue interculturel et renforcer le sentiment de notre appartenance commune à l'humanité. À cet égard, le tourisme est un moyen parmi bien d'autres de prendre conscience de la richesse des cultures et de mieux comprendre par là même la diversité culturelle de la condition humaine en même temps que son unité. Il permet en outre de préserver les ressources négligées ou menacées du patrimoine et de les mobiliser pour créer de la richesse et renforcer le sentiment d'identité collective. Mais faute d'une planification et d'une gestion avisée, le développement du secteur touristique peut entraîner aussi la dégradation de l'environnement, la destruction du patrimoine, l'aliénation sociale et la reproduction des clichés et préjugés culturels (UNESCO 2000b). La surexploitation des sites, le comportement prédateur ou arrogant des touristes, les prétentions au monopole de certains voyagistes et l'ignorance des populations locales concernant les écosystèmes et la valeur touristique de leur patrimoine sont autant de facteurs qui peuvent avoir des effets négatifs en contradiction avec les programmes et principes de l'UNESCO.

Afin de traduire ses principes en action, l'UNESCO assume un rôle pilote en tant que coordinateur, soutien et initiateur des cadres d'orientation et de planification requis pour préparer le terrain à des stratégies novatrices aux niveaux international, régional et local. L'UNESCO entend aider ses 191 États membres à élaborer des politiques appropriées tout en suivant en permanence l'évolution des rapports entre tourisme et diversité culturelle, dialogue interculturel et développement. Elle s'efforce de réaliser ces objectifs en partenariat avec d'autres programmes des Nations Unies comme le PNUD, le PNUJ,



et l'OMT. Elle collabore étroitement aussi avec le secteur public, le secteur privé et les ONG. En ce qui concerne le tourisme en général, les initiatives de l'UNESCO s'inspirent de plusieurs objectifs, tous liés entre eux : action normative, préservation et mobilisation des ressources culturelles, encouragement des initiatives économiques locales et lutte contre la pauvreté, promotion du dialogue interculturel en faveur de la paix et éducation au service du développement durable. Cette troisième section se propose d'exposer et d'illustrer l'étendue et la diversité des actions concrètes entreprises pour les réaliser.

## Action normative

Au sein du système des Nations Unies, l'UNESCO est l'unique entité internationale ayant vocation à élaborer des mesures normatives dans les domaines de la culture, de l'éducation et de la science. Les instruments juridiques ont pour finalité d'aider les États à mieux protéger les diverses manifestations et ressources du patrimoine matériel et immatériel, et l'UNESCO propose ce type d'instruments sous la forme de déclarations, recommandations et conventions adoptées par ses États membres. Les principes opérationnels de ces instruments juridiques définissent différents degrés d'obligation. Une déclaration de l'UNESCO constitue un engagement d'ordre purement éthique ou politique, fondé sur la bonne foi des États, alors qu'une recommandation, adressée à un ou plusieurs États, les invite à adopter une approche particulière ou à agir d'une certaine façon dans un domaine culturel spécifique. En principe, une recommandation n'a pas de caractère contraignant. Une convention de l'UNESCO est l'équivalent d'un traité et correspond à un accord signé par au moins trente États membres. Un tel accord engage la volonté commune des parties, auxquelles la convention impose des obligations juridiques contraignantes.

L'objet de la présente section est de présenter le contexte et les objectifs de toute une série d'instruments normatifs dans les domaines du tourisme, de la culture et du développement, à savoir la *Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel* (1972), la *Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique* (2001) ; la *Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle* (2001) et la *Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel* (2003). Par ailleurs, l'UNESCO a activement contribué aux travaux de la Commission mondiale de l'environnement et du développement et de la Commission mondiale de la culture et du développement. Cette contribution a eu un impact décisif sur un certain nombre d'idées, déclarations et recommandations résumées dans la *Déclaration de Johannesburg sur le développement durable* (2002).

Pour plus d'informations, consulter le site [www.unesco.org](http://www.unesco.org) (suivre le lien « Instruments juridiques »)



## Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972)

L'émergence de nouveaux États indépendants pendant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle a posé bien des problèmes quant à la manière dont les sites culturels et naturels, les fouilles archéologiques et les musées étaient sélectionnés, gérés et ouverts au public. Bien souvent, les nouveaux gouvernements, trop occupés à gérer la rapidité de l'évolution socioéconomique du pays, n'avaient absolument pas les moyens logistiques et financiers d'assurer la

protection de ces sites, en raison du coût élevé et des difficultés techniques de l'opération. C'est pourquoi l'UNESCO a été amenée à promouvoir la création d'un cadre juridique international pour assurer la protection des sites du patrimoine culturel et naturel présentant un intérêt exceptionnel. À la suite d'une série de déclarations et recommandations élaborées dans les années 1950 et 1960<sup>(1)</sup>, la Conférence générale de l'UNESCO réunie à Paris (France) en 1972 a adopté un premier texte légalement contraignant, la *Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel*.

Le but de cette convention était d'encourager l'identification, la protection et la préservation des éléments du patrimoine culturel et naturel mondial considérés comme présentant un intérêt exceptionnel pour l'humanité (intérêt historique, artistique, esthétique, scientifique, ethnologique ou anthropologique) dans le cas du « patrimoine culturel » (article 1) et esthétique ou scientifique mais aussi du point de vue de la conservation ou de la beauté naturelle pour le patrimoine « naturel » (article 2). Après avoir effectué une distinction initiale entre patrimoine culturel et naturel, le Comité du patrimoine mondial a décidé en 1992 de créer dans le cadre des Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention, une nouvelle catégorie de sites, les « paysages culturels » afin de reconnaître la valeur culturelle, historique ou artistique exceptionnelle que l'action ou la présence humaines confèrent à certains espaces naturels (Fowler 2003).

Le préambule de la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel précise : « ... que devant l'ampleur et la gravité des dangers nouveaux qui les menacent il incombe à la collectivité internationale tout entière de participer à la protection du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle, par l'octroi d'une assistance collective qui sans se substituer à l'action de l'État intéressé la complètera efficacement. »

En soulignant que « Il appartient à chaque État partie à la présente Convention d'identifier et de délimiter les différents biens situés sur son territoire et visés aux articles 1 et 2 ci-dessus », l'article 3 de la Convention réaffirme l'esprit de collaboration internationale et de dialogue qui préside à cette initiative normative.

(1) UNESCO (1956) Recommandation définissant les principes internationaux à appliquer en matière de fouilles archéologiques ; UNESCO (1962) Recommandation concernant la sauvegarde de la beauté et du caractère des paysages et des sites ; UNESCO (1968a) Recommandation concernant la préservation des biens culturels mis en péril par les travaux publics ou privés ; UNESCO (1968b) Recommandation concernant la protection, sur le plan national du patrimoine culturel et naturel.



Dans cet esprit, et dans le cadre de la *Convention*, un Centre de l'UNESCO pour le patrimoine mondial (WHC) a été créé afin d'assurer un système efficace de mise en pratique des principes et objectifs ainsi définis. Basé au Siège de l'UNESCO à Paris, le WHC, en collaboration avec l'ICOMOS et l'ICCROM, gère la Liste des sites du patrimoine mondial culturel et naturel et le Fonds du patrimoine mondial qui lui est associé, ainsi que la Liste du patrimoine mondial en péril.

Pour plus d'informations, consulter le site [whc.unesco.org](http://whc.unesco.org) ou [whc.unesco.org/opgutoc.htm](http://whc.unesco.org/opgutoc.htm) (*Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial*)

## Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle (2001)

Au cours des années 1990, les États membres de l'UNESCO ont manifesté une inquiétude croissante face aux risques d'homogénéisation culturelle due

à l'accélération de la mondialisation et à ce qui semblait être la position dominante de certains modèles culturels. En même temps, certains jugeaient préoccupants la dénonciation, dans le contexte de l'après guerre froide, de certains modèles « culturels » et le postulat d'un affrontement inéluctable entre « civilisations » (Huntington 1998). C'est pour répondre à ces préoccupations que l'UNESCO a élaboré en 2001, au lendemain des événements du 11 septembre, la *Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle* (Stenou 2000, 2002). Comme l'a déclaré le Directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, c'était « l'occasion pour les États de réaffirmer leur conviction que le dialogue interculturel constitue le meilleur gage de paix, et de rejeter catégoriquement la thèse d'un conflit inéluctable de cultures et de civilisations ». Ce document s'inscrit dans la ligne de toute une série de déclarations et conventions<sup>(2)</sup> antérieures de l'UNESCO et des conclusions de la Conférence mondiale sur les politiques culturelles (1982), de la Commission mondiale de la culture et du développement (*Notre diversité créatrice* 1997), et de la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement (Stockholm 1998). Comme le déclare le Directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura : « La Déclaration vise à la fois à préserver comme un trésor vivant, et donc renouvelable, une diversité culturelle qui ne doit pas être perçue comme un patrimoine figé, mais comme un processus garant de la survie de l'humanité ; elle vise aussi à éviter des ségrégations et des fondamentalismes qui, au nom des différences culturelles, sacraliseraient ces différences, allant ainsi à l'encontre du message de la Déclaration universelle des droits de l'homme. »

(2) Notamment l'*Accord de Florence* (UNESCO 1950) et son *Protocole de Nairobi* (UNESCO 1976a), la *Convention universelle sur le droit d'auteur* (UNESCO 1952), la *Déclaration des principes de la coopération culturelle internationale* (UNESCO 1966), la *Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels* (UNESCO 1970), la *Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel* (UNESCO 1972), la *Recommandation concernant la sauvegarde des ensembles historiques ou traditionnels et leur rôle dans la vie contemporaine* (UNESCO 1976), la *Déclaration sur la race et les préjugés raciaux* (UNESCO 1978), la *Recommandation relative à la condition de l'artiste* (UNESCO 1980), et la *Recommandation sur la sauvegarde de la culture traditionnelle et populaire* (UNESCO 1989).





L'une des idées-forces de la *Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle* est de transposer la notion de biodiversité dans le contexte des sociétés humaines. Ainsi, l'article 1 stipule que, « Source d'échanges, d'innovation et de créativité, la diversité culturelle est, pour le genre humain, aussi nécessaire que l'est la biodiversité dans l'ordre du vivant ». Dans cette optique, à la thèse du « choc inévitable » des cultures ou des civilisations (Huntington 1998), s'oppose le concept de dialogue interculturel, considéré comme le seul moyen d'instaurer des relations pacifiques entre les peuples du monde.

Par rapport aux actions normatives antérieures de l'UNESCO concernant la culture et les ressources culturelles, et en particulier à la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972), la *Déclaration universelle de 2001 sur la diversité culturelle* renouvelle l'approche de l'UNESCO concernant la culture, la diversité culturelle et la créativité culturelle. Désormais, en effet, la culture et la diversité culturelle cessent d'être considérées uniquement, par le biais des témoignages et vestiges historiques, comme de simples marchandises ou biens de consommation destinés à être échangés ou vendus. Au contraire, la diversité culturelle est perçue comme un processus créatif et évolutif qui s'enracine dans la pluralité des traditions culturelles de chaque société. En ce sens, la Déclaration de 2001 vise à créer les conditions optimales qui font que « chaque création puise aux racines des traditions culturelles, mais s'épanouit au contact des autres cultures » (article 7). Elle stipule que ces conditions sont garanties par des instruments juridiques comme la *Déclaration universelle des droits de l'homme* et le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*, et par l'instauration de nouveaux types de partenariats internationaux. L'UNESCO joue un rôle majeur dans l'application des principes de cette déclaration et du plan action qu'elle contient (Winkin 2002).

Pour plus d'informations, consulter le site <http://www.unesco.org> (suivre le lien « Instruments juridiques »).

## Déclaration de Johannesburg sur le développement durable (2002)

Non contente de promouvoir un certain nombre d'actions normatives et d'instruments multilatéraux dans les domaines du tourisme, de la culture et du développement, l'UNESCO a également contribué à divers cadres de référence importants élaborés par d'autres organisations du système des Nations Unies. C'est le cas notamment de la *Déclaration de Johannesburg sur le développement durable* (2002) et de son *Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (Rio + 10)* (ONU 2002a, 2002b).

La *Déclaration de Johannesburg sur le développement durable* souligne l'importance déterminante du développement durable pour le développement humain et la lutte contre la pauvreté. Elle réaffirme ainsi la nécessité de réagir au problème de la dégradation de l'environnement, reconnu lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain (1972) de Stockholm, et énoncé dans les principes de la *Déclaration de Rio sur*



*l'environnement et le développement* ainsi que dans son programme. La *Déclaration de Johannesburg sur le développement durable* salue en particulier l'approche novatrice qui consiste à repenser les problèmes en s'inspirant des principes (interdépendants et qui se renforcent mutuellement) du développement durable – développement économique, développement social et protection de l'environnement – aux niveaux local, national, régional et mondial.

En même temps, la Déclaration rappelle que l'application de ces principes est gravement compromise par la répartition inégale des richesses aux niveaux local, national, régional et mondial. Dans le droit fil du Rapport final de la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement (Stockholm 1998), de la *Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle* (2001c), de la *Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique* (2001a) et de la *Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel* (2003), elle établit un lien entre cette situation et les conditions inégales de disponibilité et de propriété des ressources naturelles et culturelles matérielles et immatérielles, mobilières et immobilières. Afin d'appliquer et renforcer les politiques et pratiques en matière de sauvegarde et de mettre en valeur mais aussi de renouveler ces ressources à l'intention des générations futures avec comme priorité, conformément à la Déclaration du Millénaire (UN 2000) du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies<sup>(3)</sup>, l'éradication de la pauvreté, la *Déclaration de Johannesburg* réaffirme la place essentielle de la culture et d'une politique culturelle soigneusement planifiée au cœur des stratégies de développement.

Pour plus d'informations, consulter les sites [www.un.org/esa/sustdev](http://www.un.org/esa/sustdev) et [www.johannesburgsummit.org](http://www.johannesburgsummit.org)

## Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003)

Se fondant sur cette nouvelle conception de la culture en tant que processus dynamique et créatif plutôt

que comme un « monument » immuable, qu'expriment en particulier la *Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle* de 2001 et la *Déclaration d'Istanbul* adoptée par la troisième Table ronde des ministres de la culture, certains États membres se sont inquiétés des menaces qui pèsent, non seulement sur le patrimoine culturel matériel et naturel, mais aussi sur le patrimoine immatériel. Il a été ainsi reconnu que les processus de mondialisation et de transformation sociale, tout en créant les conditions d'un renouvellement du dialogue entre les communautés, font également peser de graves menaces de dégradation, de disparition et de destruction sur le patrimoine culturel immatériel. Ces menaces sont liées en particulier au fait que de nombreux pays, notamment en développement, ne disposent pas des ressources nécessaires pour préserver ce patrimoine.

(3) Résolution A/RES/55/2 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 8 septembre 2000.



Soucieuse de mettre en place un cadre juridique international pour la protection et la préservation du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, la Conférence générale de l'UNESCO a adopté en 2003 la *Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel*, défini par ce texte comme « les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire – ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés – que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel » (article 2). Basée sur toute une série de déclarations antérieures et d'instruments relatifs aux droits de l'homme<sup>(4)</sup>, et sur la *Recommandation de l'UNESCO sur la sauvegarde de la culture traditionnelle et populaire* (1989), cette convention est le premier instrument multilatéral contraignant à reconnaître et protéger les formes et expressions de la culture vivante en tant que ressources et à donner aux communautés, aux groupes et dans certains cas, aux individus les moyens de mobiliser et de recréer ces ressources, contribuant ainsi à l'enrichissement de la diversité culturelle et de la créativité humaine.

L'accent mis sur une approche dynamique de la culture et l'importance de l'éducation diffère de l'attitude plus statique et conservatrice qui sous-tend la *Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel* de 1972. C'est ce que montre en particulier la nouvelle façon d'envisager la « sauvegarde du patrimoine », définie comme l'ensemble des « mesures visant à assurer la viabilité du patrimoine culturel immatériel, y compris l'identification, la documentation, la recherche, la préservation, la protection, la promotion, la mise en valeur, la transmission, essentiellement par l'éducation formelle et non formelle, ainsi que la revitalisation des différents aspects de ce patrimoine ». Pour plus d'informations, consulter le site [www.unesco.org](http://www.unesco.org) (suivre le lien « Instruments juridiques »)

# Préservation et mobilisation des ressources culturelles

Conformément aux principes et à la philosophie des actions normatives et des instruments qu'elle élabore, l'UNESCO prend une part de plus en plus active, en tant que collaboratrice ou maître d'œuvre, à certains projets et initiatives pilotes. En effet, bon nombre de ces nouveaux instruments normatifs ont besoin d'être évalués et testés, voire adaptés à des réalités socioéconomiques qui évoluent rapidement, pour pou-

(4) En particulier, la *Déclaration universelle des droits de l'homme* (ONU 1948), le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* (ONU 1966), et le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques* (ONU 1966).



voir déboucher sur des modèles de bonnes pratiques à suivre. Différents services de l'UNESCO mettent à profit l'expertise institutionnelle et l'expérience de l'Organisation pour contribuer à l'application de ces instruments normatifs. À titre d'exemple des objectifs poursuivis et des procédures adoptées dans les domaines du tourisme, de la culture et du développement, on trouvera ci-après un choix de projets représentatifs visant à la préservation et à la mobilisation des ressources culturelles.

## « Route de Jésus-Christ » – Itinéraire culturel et touristique dans les territoires palestiniens

En 2005, par l'intermédiaire de son Bureau de Ramallah dans les territoires palestiniens, l'UNESCO a lancé, en étroite collaboration avec les Ministères palestiniens concernés, le projet phare « Itinéraire

culturel : la Route de Jésus-Christ ». Le but de ce projet intégré était de mobiliser un certain nombre de ressources du patrimoine culturel, religieux et naturel (matériel et immatériel) de la région pour créer des produits touristiques haut de gamme à l'intention des marchés internationaux. Dans l'esprit de la Déclaration du Millénaire (ONU 2000), il ne s'agissait pas seulement de promouvoir et préserver les ressources du patrimoine (matériel et immatériel) le long de la « Route de Jésus-Christ », mais aussi de créer les conditions d'une amélioration des capacités et connaissances locales, de l'environnement et des infrastructures économiques, de la gouvernance démocratique et d'une coopération multisectorielle, tout en contribuant à la créativité culturelle et à la valorisation à leurs propres yeux des populations locales. Ce projet crée des emplois et des revenus pour des chercheurs, des techniciens et une main-d'œuvre qualifiée et semi-qualifiée dans les domaines de l'architecture, l'archéologie, la conservation, les transports, la communication, et le secteur du tourisme (guides, hôteliers et restaurateurs), ainsi que dans d'autres secteurs comme l'artisanat, les musées et l'agriculture.

La philosophie qui sous-tend les différents projets d'itinéraires de ce type lancés et réalisés par l'UNESCO consiste à utiliser les multiples atouts d'une région comme matrice de développement global d'un territoire plus vaste et de ses différentes activités économiques. Si les considérations de viabilité économique et de durabilité sont évidemment au cœur de tels projets, l'UNESCO y voit également des possibilités de créer les conditions d'un dialogue de paix entre les religions et les cultures. À cette fin, l'Organisation travaille en étroite collaboration avec les gouvernements concernés, les autres institutions du système des Nations Unies et les ONG, afin d'élaborer avec soin des stratégies de développement adaptées au contexte qui intègrent les besoins et aspirations d'institutions, communautés, groupes et acteurs économiques et politiques différents. C'est le cas notamment du projet « Route de Jésus-Christ », auquel les Ministères palestiniens concernés ont collaboré, en étroite liaison avec le groupe de travail « ad hoc », à toutes les phases de la recherche, de la planification, de la formation et de la mise en œuvre.



## Création d'un circuit touristique de l'artisanat en Amérique centrale (Masaya, Nicaragua)

Depuis 2004, l'UNESCO, par l'intermédiaire de son Bureau pour l'Amérique centrale de San José, au Costa Rica, participe activement à la création d'un circuit touristique de l'artisanat dans la région de Masaya, au Nicaragua. Ce projet pilote est né de la reconnaissance du potentiel que représentent les traditions artisanales locales pour le développement d'une économie touristique durable (et notamment pour les PME locales) et la lutte contre la pauvreté en Amérique centrale. En outre, au-delà de ces considérations économiques, ce projet devait servir à démontrer comment on peut créer les conditions d'une collaboration et d'un dialogue à l'échelle sous-régionale, en particulier grâce aux efforts concertés de préservation d'un patrimoine culturel et naturel commun, et contribuer ainsi à la cause de la paix.

Pour la mise en œuvre de ce projet pilote, l'UNESCO a étroitement collaboré avec la Commission nationale nicaraguayenne pour l'UNESCO, l'Institut nicaraguayen du tourisme et le Centre français culturel et de coopération en Amérique centrale. Afin de prendre en compte de façon intégrée les intérêts en matière de sauvegarde de la culture, les objectifs d'autonomisation des communautés et les stratégies de développement économique, il a été également fait appel à d'autres instances nationales, régionales et locales, aux entreprises de tourisme et aux ONG. Le processus a démarré avec une série de rencontres visant à définir avec les parties concernées les objectifs, les conditions et actions correspondant à la finalité du projet. Il s'agissait notamment de créer des synergies entre secteurs privé et public, de définir le tracé de la route et les principes propres à assurer la viabilité du projet, et de procéder aux transferts entre les professionnels du tourisme et les communautés locales des connaissances nécessaires pour permettre à ces dernières d'accéder aux circuits commerciaux de l'industrie du tourisme.

## Sensibiliser l'opinion à la fragilité des sites du patrimoine

Les efforts de sauvegarde des sites du patrimoine mondial sont souvent remis en question par des actes de vandalisme et de destruction. Il peut s'agir parfois d'actes politiques, les sites du patrimoine étant pris pour cible en tant que symboles de la modernité et de la mainmise d'agents extérieurs sur les ressources locales<sup>(5)</sup>. Il peut s'agir aussi du prélèvement ou de l'acquisition de « souvenirs » par des touristes, souvent en toute bonne foi. Si le simple fait de cueillir une plante, de ramasser un fragment de poterie ou de céramique ou de caresser une statue peut sembler anodin en soi, il risque d'entraîner une dégradation rapide des sites si des centaines de visiteurs en font autant.

(5) Voir la *Déclaration de l'UNESCO concernant la destruction intentionnelle du patrimoine culturel* (2003), faisant suite à la destruction intentionnelle de sites du patrimoine mondial de l'UNESCO dans des zones de conflit.



Afin de mieux sensibiliser les touristes à la fragilité des sites du patrimoine et au coût extrêmement élevé des opérations de maintenance et d'entretien, l'UNESCO a collaboré à un projet expérimental animé par le Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM), l'idée de départ étant que si les touristes étaient mieux informés de la fragilité des sites du patrimoine, ils agiraient de façon plus responsable. Afin de cerner le problème, une étude pilote a d'abord été réalisée en 2002 sur le rôle des guides touristiques en matière de sensibilisation des visiteurs à ces problèmes et, en particulier, sur la qualité de l'information concernant le patrimoine culturel figurant dans ces ouvrages. Les résultats de cette étude, basée sur un échantillon des guides les plus populaires, a montré que si tous ces ouvrages fournissaient une information culturelle abondante et de nombreux commentaires historiques et artistiques, ils ne comportaient aucun message spécifique quant à la fragilité du patrimoine culturel et la nécessité de le respecter.

Compte tenu des résultats de cette étude et du potentiel éducatif considérable des guides, l'ICCROM a invité, sous les auspices de l'UNESCO, un certain nombre d'éditeurs de guides, de spécialistes de la conservation du patrimoine et de représentants de l'UNESCO, du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) et du Conseil international des musées (ICOM) à une réunion conjointe qui s'est tenue à Rome (Italie) en 2003, afin d'étudier la possibilité d'introduire dans les guides un exposé des problèmes de conservation. Suite à cette initiative, plusieurs éditeurs spécialisés parmi les plus connus comme Lonely Planet, Touring Club ou Michelin ont accepté de faire figurer un message destiné à sensibiliser les lecteurs aux problèmes de conservation dans les futures éditions de leurs guides. Le succès de cette première expérience a incité ses initiateurs à l'élargir à d'autres groupes cibles comme les associations de voyageurs, les offices nationaux du tourisme, les compagnies aériennes et les salons du tourisme afin de sensibiliser un maximum de gens dans le monde au problème de la fragilité de notre patrimoine commun.

Pour plus d'informations, consulter les sites [www.iccrom.org](http://www.iccrom.org), [www.icom.museum](http://www.icom.museum) et [www.icomos.org](http://www.icomos.org)

## Retrouver l'esprit des cités islamiques du désert en Mauritanie

Les quatre cités islamiques du désert d'Ouadane, Chinguetti, Tichitt, et Qualata en Mauritanie sont inscrites depuis 1996 sur la Liste des sites du patrimoine mondial (Sidorenko-Dulom 2003). Construites autour de

points d'eau irriguant de riches oasis, ces villes constituent depuis le Moyen Âge d'importants relais de communication et d'échange entre populations nomades et sédentaires. Situées aux carrefours des routes transsahariennes du sel, de l'or et de la traite, elles ont connu un véritable âge d'or au XV<sup>e</sup> siècle. La cohabitation des différentes populations nomades et sédentaires et le brassage qui s'en est suivi est à l'origine d'un véritable « esprit du lieu » né d'une coopération multiforme. Cet « esprit » se mani-



festive en particulier dans l'architecture et l'ambiance des quartiers qui témoignent de la présence interactive d'une mosaïque de groupes et de communautés tribales.

Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, les conditions de vie socioéconomiques dans ces villes ont été bouleversées du fait d'importants changements structurels intervenus en Mauritanie. La création de nouveaux pôles économiques et urbains le long des côtes a vidé les cités du désert d'une partie de leur population. Un important mouvement de sédentarisation des populations nomades et des épisodes de sécheresse à répétition ont encore amplifié cet exode. C'est dans ce contexte que le Gouvernement mauritanien a lancé un programme de réformes comportant entre autres des mesures de lutte contre la pauvreté, l'un des objectifs étant d'enrayer l'exode des populations des cités du désert en leur offrant de nouvelles perspectives économiques et sociales.

En 2002, dans le cadre d'un programme multilatéral de sauvegarde et de développement des cités du patrimoine mondial de Mauritanie, l'UNESCO, le Gouvernement mauritanien et la Banque mondiale ont signé une convention en vue de réaliser un projet pilote de réhabilitation durable des centres historiques de Ouadane, Chinguetti, Tichitt et Oualata. Le but de ce projet était d'élaborer une stratégie pour mettre fin à l'exode des populations et à l'abandon de ces centres historiques qui en résulte. Cette stratégie proposait un cadre d'action pour réhabiliter le centre historique des cités et promouvoir le développement socioéconomique des communautés locales. Afin de faire revivre l'esprit de ces cités, une série d'ateliers ont été organisés pour faire prendre conscience à la population et aux partenaires économiques et politiques de l'intérêt que présentait la préservation du patrimoine architectural et identifier des sources de financement en vue de sa remise en valeur. Le tourisme, considéré au sens large du terme comme un avatar moderne du « nomadisme », est apparu comme l'un des moyens possibles de redonner vie aux métiers et à l'artisanat traditionnels, créer de nouvelles activités, et améliorer les capacités d'accueil et d'hébergement des visiteurs.

## Éducation pour un tourisme viable : préserver le sourire khmer d'Angkor

Aujourd'hui, un peu plus du tiers des habitants du Cambodge vivent en dessous du seuil de pauvreté, dans un pays qui abrite pourtant l'un des sites touristiques les plus visités d'Asie du sud-est : les vestiges des différentes capitales de l'empire Khmer (IX<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles). Considéré comme l'un des sites archéologiques majeurs de la région,

Angkor a été rendu en partie accessible grâce à la décision de l'UNESCO d'inscrire (en 1992) le Parc archéologique d'Angkor sur la Liste du patrimoine mondial. Dix ans après l'appel « Sauver Angkor » et la mise en place d'un programme ambitieux de protection du site et de ses abords, un nouvel appel est lancé pour encourager la participation active de la population au programme de développement du tourisme. Avec pour slogan « Préserver le sourire khmer » cet appel vise à concilier la sauvegarde des sites et la gestion efficace de



l'afflux des touristes tout en facilitant l'accès des petites entreprises aux réseaux du tourisme commercial. On espère que cet appel contribuera à atténuer la pauvreté et à améliorer la situation de la population en matière de nutrition, d'éducation et de santé.

Afin de mettre ce programme à exécution, l'UNESCO a organisé en 2003, en liaison avec l'Autorité pour la protection et la gestion du site d'Angkor (APSARA) et l'ONG française AIDETOUS, un séminaire de formation d'éducateurs à l'appui du développement d'un tourisme durable à Angkor. Ce séminaire a débouché sur un programme de formation de jeunes cambodgiens aux moyens de sensibiliser les professionnels du tourisme, les visiteurs et les villageois aux exigences d'un tourisme durable et éthique. Ce projet initial devrait être suivi par la formation de nouveaux éducateurs, l'accent étant mis en particulier sur la participation des femmes et la création d'emplois et de débouchés pour le petit commerce. On espère en outre que le succès de cet appel contribuera à sensibiliser davantage les responsables des villages, districts et pagodes et les instituteurs aux problèmes d'un tourisme viable. En dernière analyse, cela devrait permettre à la population de redécouvrir l'histoire de son patrimoine monumental et de s'en faire elle-même l'interprète. Pour plus d'informations, consulter les sites [www.unesco.org](http://www.unesco.org), [www.aidetous.org](http://www.aidetous.org) ou [www.autoriteapsara.org](http://www.autoriteapsara.org)

## Tourisme, culture et développement en Afrique de l'Ouest

En ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, l'Afrique attire moins d'un vingtième de la population touristique mondiale (4,5 % en 2005). En outre, la structure du marché touristique africain est très déséquilibrée, puisque l'afflux des touristes

internationaux est surtout concentré au nord et au sud du continent. Face à cette situation, et consciente de la contribution potentielle du tourisme au développement durable, l'UNESCO a lancé à l'initiative de la Délégation permanente du Sénégal un projet pilote pour étudier les possibilités de développement touristique de l'Afrique de l'Ouest et les obstacles à surmonter aux niveaux national et sous-régional.

Dans la logique du *Cadre stratégique du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique* (Union africaine – NEPAD 2001)<sup>(6)</sup>, ce projet part du principe que les défis que pose le développement de l'Afrique ne pourront être relevés que par une approche concertée de la lutte contre la pauvreté basée à la fois sur le développement des capacités humaines, la construction et la consolidation de la paix, l'accès à l'information et à la communication et le renforcement de la coopération régionale. Dans un contexte sous-régional profondément marqué par l'accélération de la mondialisation, qui entraîne de nouvelles formes de concentration économique et de mobilité et remet en cause les identités nationales et sous-régionales, le projet s'est concentré en particulier sur des stratégies favorisant la préservation et le renouvellement des ressources matérielles, l'intégration équitable et respectueuse des populations dans la dynamique du tourisme et la préservation de l'esprit des communautés.

(6) Le document du Cadre stratégique du NEPAD résulte d'un mandat donné aux cinq Chefs d'État initiateurs (Afrique du Sud, Algérie, Égypte, Nigéria, Sénégal) par l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) afin de promouvoir un cadre socioéconomique intégré de développement pour l'Afrique. Le trente-septième Sommet de l'OUA en juillet 2001 a officiellement adopté ce document.





Les commissions nationales de six pays – Burkina Faso, Cap-Vert, Ghana, Mali, Niger et Sénégal – participaient à ce projet. Une série d'études de cas basées sur les mêmes postulats de recherche ont été réalisées dans chaque pays (Komla et Veirier 2004), avec les objectifs suivants : (a) analyser les interactions entre culture, tourisme et développement au niveau sous-régional ; (b) identifier des stratégies institutionnelles transversales et des synergies transsectorielles propres à améliorer la qualité et la compétitivité du tourisme culturel ; (c) sensibiliser les responsables politiques et techniques aux possibilités du tourisme culturel ; enfin (d) réaliser de nouveaux projets en partenariat avec les institutions de l'ONU, les organismes de coopération, les États membres et les secteurs public et privé. Cette démarche a donné des résultats très positifs, qui influenceront directement sur les processus de prise de décisions politiques des pays participants aux niveaux national et sous-régional. En même temps, cette approche constitue un modèle susceptible d'être adopté et adapté dans d'autres régions du monde.

Pour plus d'informations, consulter le site [www.dakar.unesco.org](http://www.dakar.unesco.org)

## Émancipation économique et lutte contre la pauvreté

Afin de réaliser l'objectif d'atténuation de la pauvreté figurant dans la *Déclaration du Millénaire* adoptée par l'ONU (2000), l'UNESCO s'implique activement dans de nombreux projets d'autonomisation économique et sociale des populations. Le contexte varie d'un projet à l'autre, avec souvent comme point commun une situation de crise d'un genre particulier, résultant le plus souvent de transformations structurelles intervenues aux niveaux national, sous-régional et international dans le contexte de la décolonisation, de la fin de la guerre froide et plus récemment de l'accélération de la mondialisation. Ces événements ont déclenché un peu partout dans le monde d'importants bouleversements économiques et démographiques qui compromettent gravement la préservation et le renouvellement des ressources matérielles et immatérielles du patrimoine naturel et culturel. L'impact de ces mouvements est amplifié dans de nombreux pays en développement par un contexte d'extrême pauvreté, qui fait que la survie sociale et économique passe bien souvent avant la protection des ressources du patrimoine (Organisation internationale pour les migrations 2005). Ce chapitre illustre la contribution de l'UNESCO à des projets axés sur l'autonomisation économique et matérielle des habitants.



## Le Sahara des cultures et des peuples : stratégie pour un développement durable du tourisme

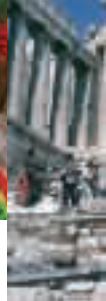
Le projet intersectoriel « Sahara des cultures et des peuples : Stratégie pour un développement durable du tourisme au Sahara dans le contexte de la lutte contre la pauvreté » fait partie d'un Plan d'action de

l'UNESCO regroupant plusieurs projets s'inscrivant dans le contexte du thème transversal « L'élimination de la pauvreté » entériné par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 31<sup>e</sup> session en novembre 2001. Ce Plan d'action fait suite à l'appel lancé dans la *Déclaration du Millénaire* adoptée par l'ONU (ONU 2000) invitant toutes les institutions spécialisées à contribuer, sur une base prioritaire, à l'élimination de la pauvreté. L'élaboration de ce Plan d'action et le choix des projets reflètent les inquiétudes concernant les effets de la mondialisation accélérée et les modifications structurelles qui en résultent aux échelons national et sous-régional.

Dans le contexte spécifique du Sahara, ces inquiétudes sont motivées par la rareté et la surexploitation des ressources naturelles (à commencer par l'eau – ONU 1994), qui font peser une menace sur les écosystèmes fragiles des oasis et les conditions de vie semi-nomade des populations du désert. En réponse à ces préoccupations, le projet vise à aider les États membres qui ont le Sahara en commun et les différents acteurs du tourisme régional à mettre en œuvre une stratégie de coopération en vue de promouvoir un tourisme durable (Boumedine et Veirier 2003). Ce projet, auquel participent dix États sahariens (Algérie, Égypte, Libye, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Soudan, Tchad et Tunisie) définit une stratégie commune pour aborder certains problèmes liés au tourisme (emploi, renforcement des capacités, élaboration des produits, protection de l'environnement et préservation du patrimoine), l'objectif étant de créer les conditions d'un développement durable et d'atténuer la pauvreté.

Ces projets ont permis d'élaborer un ensemble de recommandations, de principes et d'actions applicables aux niveaux national et sous-régional par les États participants, plus particulièrement axé sur l'élaboration d'instruments et de cadres d'action dans le domaine culturel visant à faire du tourisme un outil d'émancipation économique des populations, de la sauvegarde effective des ressources naturelles et culturelles et de la promotion de la paix et du dialogue interculturel.

Pour plus d'informations, consulter le site [www.unesco.org](http://www.unesco.org) (Suivre les liens « Culture » et « Tourisme culturel »)



## Élaboration de stratégies novatrices et interdisciplinaires pour le bassin de la mer d'Aral

quoi l'UNESCO s'implique dans des projets interdisciplinaires qui abordent les problèmes de la pauvreté de façon pragmatique dans des contextes de crise et de grands bouleversements structurels. C'est le cas par exemple du projet thématique transversal « Élaboration de stratégies novatrices et interdisciplinaires dans le cadre du projet du bassin de la mer d'Aral », entrepris en collaboration avec le Centre allemand de recherche sur le développement et les gouvernements, les responsables politiques régionaux et les milieux universitaires de l'Ouzbékistan et du Kazakhstan.

Ce projet avait pour toile de fond la situation dramatique du bassin de la mer d'Aral, confronté à toute une série de problèmes écologiques et socioéconomiques du fait de la salinisation des sols et de la pollution chimique par les engrais et les pesticides. Cette pollution, qui se traduit notamment par des problèmes de santé chroniques et des taux de chômage et d'émigration très élevés au sein de la population, est la conséquence directe d'une irrigation excessive: la monoculture du coton imposée par le pouvoir soviétique obligeait à pomper sans retenue les eaux fluviales des principaux tributaires de la mer d'Aral.

Le but de l'UNESCO était de collaborer à la conception et à la mise en œuvre de schémas de développement régional basés sur l'utilisation efficace et durable des sols et des ressources en eau. Le projet visait à créer localement des emplois et des revenus pour lutter contre la pauvreté par la protection, la mise en valeur et le développement durable des ressources du patrimoine naturel et culturel et la création d'activités économiques rentables dans le secteur du tourisme. Cette collaboration multilatérale a permis l'éclosion de divers projets liés à la découverte de l'ancienne civilisation du Khorezm, comme le tracé d'itinéraires touristiques, la création de capacités d'accueil économiquement intégrées à l'échelle locale et de « villages de yourtes », la production et la vente de produits de l'artisanat, la rédaction de guides et la formation de professionnels du tourisme. L'approche résolument interdisciplinaire et globale du projet a permis d'intégrer les nouvelles activités touristiques dans la stratégie générale de développement de la région. Le projet a activement favorisé le recours à des technologies permettant d'économiser l'eau et à de nouvelles cultures commerciales comme les plantes tinctoriales et médicinales et les fruits et légumes destinés aux hôtels et restaurants de la région et à l'alimentation de la population locale.

Pour plus d'informations, consulter les sites [www.unesco.org](http://www.unesco.org) (Suivre les liens « Culture » et « Tourisme culturel ») ou [www.zef.de](http://www.zef.de)

Mettre en place les conditions d'un développement durable s'appuyant sur le tourisme et la culture oblige à tenir compte de diverses approches disciplinaires plus ou moins imbriquées. C'est pour-



## Pour une politique du tourisme culturel des pays baltes

Depuis l'indépendance des pays baltes (Lettonie, Estonie et Lituanie) en 1991, le secteur du tourisme a connu dans ces pays des transformations structurelles radicales, rendues nécessaires par la réorganisation éco-

nomique et politique de la région et notamment son ouverture à de nouveaux marchés touristiques. Afin de faire du tourisme dans les pays de la Baltique une industrie économiquement, socialement et culturellement viable tout en préservant et en mettant en valeur les ressources du patrimoine culturel de la région, l'UNESCO, en collaboration avec les commissions nationales d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie, a joué un rôle clé dans l'élaboration et la rédaction du document *Baltic Cultural Tourism Policy Paper*. Dans la droite ligne de la Déclaration du Millénaire (ONU 2000), ce document fixe une stratégie visant à créer des prestations touristiques et culturelles durables et de haut niveau à l'intention d'un public national et international, le but étant d'appuyer le processus de démocratisation, le pluralisme, le dialogue entre les cultures, la lutte contre la pauvreté et l'instauration de relations harmonieuses au sein de la sous-région.

Ce projet devait tenir compte de divers impératifs liés notamment à la nécessité de concilier les aspirations et les intérêts de l'industrie du tourisme, des responsables politiques et des instituts de défense du patrimoine dans la région. La philosophie du projet réaffirme la volonté de l'UNESCO de placer la culture et les pratiques culturelles au cœur de l'action en faveur du développement économique et social. En contribuant à renforcer les liens entre culture et développement par le biais du tourisme, ce projet était également conforme au Plan d'action adopté à la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement.

La rédaction du document final a été précédée par des débats publics organisés dans les trois pays baltes et la création de groupes de travail interdisciplinaires comprenant des représentants des secteurs du tourisme et de la culture et des responsables des politiques tant au niveau national que régional. Les travaux de ces groupes ont abouti à l'organisation en mai 2003 à Tallinn d'une Conférence sur le tourisme culturel dans les pays baltes, au cours de laquelle un avant-projet de document a été présenté et discuté. Outre les autorités nationales, institutions publiques, ONG et organisations du secteur privé des trois pays baltes, toutes les organisations internationales concernées – UNESCO, OMT, BTC, Union européenne, Conseil de l'Europe, ICOMOS, ICOM, Conseil des ministres des pays nordiques – étaient représentées.

Pour plus d'informations, télécharger le document *Baltic Cultural Tourism Policy Paper* (anglais uniquement) (UNESCO 2003d) sur le site [www.unesco.org](http://www.unesco.org) (suivre le lien « Culture »)



## Systèmes autochtones de gestion des ressources, effort local et préservation (Asie-Pacifique) (LEAP)

L'UNESCO a reconnu depuis longtemps la nécessité d'associer les communautés locales à la conservation des sites du patrimoine culturel et naturel. Cette préoccupation est au cœur du Programme LEAP, initiative régionale visant à promouvoir la gestion par les communautés locales des ressources multiples et extrêmement diversifiées du patrimoine de l'Asie et du Pacifique. Conformément à la volonté de l'UNESCO de promouvoir un développement durable et de créer les conditions de l'émancipation économique des populations et de l'atténuation de la pauvreté, le but de ce programme est d'encourager les communautés locales à agir pour préserver leur patrimoine dans le cadre juridique existant et sous le contrôle de professionnels de la conservation. Les activités du projet visent à aider tous ceux qui vivent sur les sites du patrimoine ou à proximité à assumer un rôle directeur en matière de gestion et de conservation préventive mais aussi d'interprétation du site à l'intention des visiteurs, donnant ainsi aux communautés résidentes la possibilité de tirer un bénéfice à la fois économique et social de la sauvegarde des ressources du patrimoine. La stratégie mise en œuvre consiste donc à promouvoir une participation active de la communauté au développement et à la gestion de l'économie locale en s'appuyant sur la culture, l'histoire et l'environnement.

Cette stratégie a été conçue et élaborée à l'origine dans la région de l'Asie et du Pacifique, où la plupart des sites du patrimoine et paysages culturels sont habités par des populations autochtones. Dans ce contexte, les systèmes de gestion des ressources culturelles et naturelles élaborés sur place se sont souvent avérés plus efficaces et plus viables que ceux importés de pays ayant des traditions différentes en la matière. L'UNESCO a donc lancé des projets pilotes visant à promouvoir des stratégies de développement inspirées des valeurs de ces systèmes de gestion « indigènes », et reprenant les pratiques culturelles qui les sous-tendent. La mise en œuvre de cette stratégie comporte plusieurs phases successives. La première a consisté à organiser une série d'activités participatives en vue de mobiliser les groupes d'intérêts locaux afin d'évaluer la nature, les caractéristiques et le potentiel économique des ressources culturelles et naturelles. La seconde consiste à développer ces ressources de façon à la fois profitable et durable, pour contribuer aux objectifs plus ambitieux que sont la lutte contre la pauvreté, l'émancipation économique et le renforcement des capacités. Les activités pilotes du programme menées à bien dans des sites de démonstration ont permis de définir une séquence stratégique en dix étapes destinée à préparer les membres de la communauté à assumer progressivement la responsabilité de la préservation, de la gestion et de la mise en valeur des ressources du patrimoine. Cette structuration des activités constitue un modèle qui permet de reproduire et transférer les expériences réalisées dans les sites de démonstration du Programme LEAP dans d'autres communautés de la région, et même ailleurs dans le monde.

Pour plus d'informations, consulter le site <http://www.unescobkk.org/index.php?id=2083>

L'UNESCO a reconnu depuis longtemps la nécessité d'associer les communautés locales à la conservation des sites du patrimoine culturel et naturel. Cette préoccupation est au cœur du Programme LEAP, initiative



## Aider les communautés des régions montagneuses d'Asie centrale et du sud grâce au tourisme

Quelle que soit leur destination, la majeure partie du budget des touristes est absorbée par le coût du voyage et de l'hébergement et les frais de subsistance. En revanche, l'accès aux ressources culturelles et naturelles locales est le plus souvent gratuit ou à très bas prix, ce qui veut dire que la majeure partie des devises dépensées par les touristes ne sont pas absorbées par l'économie locale, mais ont tendance à réintégrer l'économie des pays développés. Pour résoudre ce problème, l'UNESCO a élaboré, en collaboration avec d'autres institutions du système des Nations Unies, des organismes gouvernementaux et des ONG, des stratégies en faveur des pauvres visant à créer des opportunités commerciales en vue d'une meilleure intégration économique et sociale des populations résidentes. L'un des objectifs spécifiques de ces stratégies est de développer au sein de la population les capacités qui lui permettront de s'intégrer aux circuits commerciaux du secteur touristique. En même temps, cette participation économique devrait favoriser une meilleure prise de conscience de la fragilité des ressources culturelles et naturelles locales et de la nécessité de les protéger.

Un bon exemple de ce type d'initiative est fourni par le projet interdisciplinaire « Développement de l'écotourisme culturel dans les régions montagneuses d'Asie centrale et du sud ». Dans le cadre de la Stratégie interdisciplinaire de l'UNESCO pour l'élimination de la pauvreté, en particulier l'extrême pauvreté, ce projet vise à promouvoir la coopération entre les communautés locales, les ONG locales et internationales et les agences de voyage pour permettre aux populations locales de profiter pleinement des opportunités offertes par le tourisme en matière d'emplois et d'activités créatrices de revenus. Il s'efforce de promouvoir dans les régions concernées des formes de tourisme culturel et d'écotourisme à base communautaire en s'appuyant sur ces activités pour combattre la pauvreté et l'exode rural et sauvegarder le patrimoine culturel et naturel.

Le projet, opérationnel dans dix sites montagneux de huit pays (Bhoutan, Inde, Iran, Kazakhstan, Kirghizistan, Népal, Pakistan et Tadjikistan), s'efforce de promouvoir des initiatives économiques locales et la création d'emplois sur place par le biais du tourisme à base communautaire, notamment par la formation et le renforcement des capacités, le développement de l'hébergement chez les habitants, et la production et la vente de produits d'artisanat haut de gamme, dans le cadre d'une stratégie de création d'emplois durables et de lutte contre la pauvreté dans certaines des régions économiquement les plus défavorisées de toute l'Asie.

Dans un souci de protection du patrimoine des zones montagneuses, il s'agit de montrer aux communautés habitant certaines des régions les plus isolées d'Asie centrale et méridionale comment le tourisme peut mobiliser leurs ressources culturelles et natu-



relles au service du développement économique, l'accent étant mis sur la nécessité de veiller à la redistribution aussi large que possible des bénéfices et de protéger et préserver ces ressources pour le profit et la jouissance des générations futures. Les résultats sont diffusés auprès des organismes d'aide au développement et des ONG, des ministères du tourisme, des agences de tourisme et du grand public par des ressources en ligne et la création d'une base de données électronique permettant de recenser les leçons de l'expérience et de sélectionner les meilleures pratiques.

Les activités mises en oeuvre dans le cadre de ce projet se sont vues décernées par la revue newyorkaise *Travel & Leisure Magazine* et « avec félicitations spéciales » le prix du tourisme responsable 2005 ainsi que le prix 2005 « Global Vision » des associations travaillant pour les communautés locales. Ces distinctions attestent l'intérêt suscité par le projet dans les médias et les milieux du développement. Le projet figure également dans la partie sur le Tadjikistan de l'édition 2004 du guide *Lonely Planet* sur l'Asie centrale, dans l'édition 2005 du guide des découvreurs de la Route de la soie ainsi que dans la revue *National Geographic Adventure* du mois d'août 2005.

Pour plus d'informations, consulter le site [www.unesco.org/culture/ecotourism](http://www.unesco.org/culture/ecotourism) ou les sites internet des partenaires du projet: [www.rspn-bhutan.org](http://www.rspn-bhutan.org), [www.mountain.org](http://www.mountain.org), [www.himalayan-homestays.com](http://www.himalayan-homestays.com), [www.snowleopardconservancy.org](http://www.snowleopardconservancy.org), [www.sikkiminfo.net/ecoss/](http://www.sikkiminfo.net/ecoss/), [www.kazakhstan-ecotourism.org](http://www.kazakhstan-ecotourism.org), [www.novinomad.com](http://www.novinomad.com), [www.nepaltrust.org](http://www.nepaltrust.org), [www.camat.org.pk](http://www.camat.org.pk), [www.acted.org](http://www.acted.org)

## Promotion du dialogue interculturel et de la paix

L'année 2001 a été proclamée *Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations*. Derrière la volonté de dialogue entre les peuples et ce qu'on appelle de façon approximative les « civilisations » ou les « religions » (Centre UNESCO de Catalogne 1994), il y a l'idée que la connaissance réciproque et les échanges entre les différents peuples sont les garants de relations harmonieuses à l'échelle mondiale (Annan 1999 ; UNESCO 2001b). Afin de contribuer à créer les conditions propices à ces échanges, l'UNESCO s'est impliquée dans un certain nombre d'initiatives et de projets un peu partout dans le monde, qu'il s'agisse de l'organisation de conférences à l'échelle globale, régionale et sous-régionale ou du lancement de projets et d'itinéraires sous-régionaux. En l'occurrence, le tourisme envisagé au sens le plus large, c'est-à-dire comme le déplacement physique des personnes pour découvrir les réalités sociales d'autres peuples, a joué un rôle essentiel. Ces initiatives vont des efforts de réconciliation au lendemain des conflits à la



création d'itinéraires transnationaux et sous-régionaux en passant par la valorisation des savoirs autochtones dans un contexte de mondialisation. On trouvera ci-après un certain nombre d'exemples illustrant le rôle déterminant joué par l'UNESCO dans ce domaine.

## Passerelles vers un futur partagé : médiation interculturelle dans les Balkans

À la suite du conflit armé en ex-Yougoslavie, l'UNESCO a mis en chantier, en coopération avec son Bureau de Sarajevo et le Gouvernement italien, un projet de médiation interculturelle dans les Balkans. Le but de ce projet était de créer les conditions d'une meilleure acceptation de la pluralité des traditions culturelles et d'une cohabitation plus harmonieuse des minorités nationales et ethniques des Balkans. Dans cette optique, il s'agissait non seulement de rénover et reconstruire les ressources du patrimoine matériel détruites ou endommagées par la guerre, mais aussi de mobiliser ces ressources souvent disputées pour instaurer de nouvelles formes de dialogue et renouer les liens entre les populations concernées.

Pour répondre à ces préoccupations et contribuer à la mise en place d'un cadre favorable à la résolution pacifique des conflits, un certain nombre d'initiatives ont été élaborées et mises en œuvre localement ; on a par exemple mis en place des mécanismes d'éducation formelle et non formelle et facilité les rencontres entre protagonistes locaux, notamment en organisant des programmes d'échanges de jeunes. D'autres actions visaient à mobiliser les ressources du patrimoine matériel pour recréer un sens d'appartenance et de communauté d'intérêts.

C'est le cas notamment d'une série de projets de rénovation et de restauration de monuments et autres édifices d'importance pour les diverses communautés religieuses, mis en œuvre dans le cadre d'un Mémoire de coopération signé par le Directeur général de l'UNESCO et les représentants des Gouvernements de Bosnie et d'Herzégovine en 1995. Parmi ces projets, la reconstruction du Stari Most – le vieux pont de Mostar datant du XVI<sup>e</sup> siècle – sous la supervision d'un Comité international d'experts désignés par l'UNESCO, revêtait une importance symbolique toute particulière. Financée par la Banque mondiale grâce aux contributions de plusieurs États membres (Turquie, Italie, Pays-Bas et France), la réparation puis la réouverture du pont en 2004 a concrétisé la réunification matérielle de la ville ethniquement divisée de Mostar. Dans le même contexte, les Ministres responsables de la culture du sud-est de l'Europe et de l'Italie ont signé une déclaration conjointe concernant la mise en valeur du patrimoine au service de la stabilisation et du développement durable de la région (*Déclaration de Mostar*, UNESCO 2004a).

Pour plus d'informations, consulter le site [www.unesco.org](http://www.unesco.org) (Suivre les liens « Culture » et « Dialogue interculturel »)





## La « Route de l'esclave » : diffusion de la connaissance et réconciliation avec le passé

Dans une large mesure, les réalités et structures sociales et démographiques d'aujourd'hui sont le reflet des circonstances et du contexte historique qui les a vu naître. Il est donc important de connaître ces circonstances pour mieux comprendre le monde actuel, ses conflits, ses problèmes et ses contradictions. Afin d'aider à surmonter et démystifier ces tensions, qui ont pour origine une vision souvent erronée et souvent polémique du passé, l'UNESCO apporte sa contribution active à divers projets visant à réexaminer et prendre en compte les données empiriques du passé.

C'est ce dont témoigne, entre autres, la contribution de l'UNESCO à la réalisation du projet « La route de l'esclave », né d'une proposition de Haïti et de plusieurs pays africains. Le but de ce projet était de revisiter, de façon à la fois littérale et symbolique, les routes de la traite entre l'Afrique, l'Europe et les Amériques. Il a été lancé officiellement lors de la première session du Comité scientifique international du projet « La route de l'esclave » réuni en 1994 à Ouidah, au Bénin, qui fut l'un des carrefours de la traite dans le Golfe de Guinée. Le concept de « route » exprime la dynamique du mouvement des peuples, des civilisations et des cultures, tandis que le terme « esclave » ne renvoie pas seulement au phénomène universel de l'esclavage mais aussi, de façon plus précise et plus explicite, à la traite transatlantique, et au trafic d'esclaves dans l'océan Indien et en Méditerranée.

Le projet a bénéficié du concours de chercheurs qui étudient les causes, les modalités et les conséquences de la traite transatlantique et de l'esclavage dans l'océan Indien et en Méditerranée, notamment pour les peuples directement concernés d'Europe, d'Afrique et des Caraïbes. Il comportait également des programmes visant à créer les conditions d'une diffusion élargie des connaissances sur l'histoire factuelle de la traite, ses conséquences et les formes contemporaines de l'esclavage. Le programme de l'UNESCO pour un tourisme culturel a servi de cadre pour la mise en place d'un réseau des sites de « La route de l'esclave » en Afrique, dans les Amériques et dans la région de l'océan Indien. Dans ce contexte, le tourisme a créé les conditions nécessaires à l'instauration d'un dialogue interculturel sur l'esclavage, mais aussi à la mobilisation des ressources du patrimoine historique liées à la traite pour contribuer aux objectifs d'autonomisation et d'atténuation de la pauvreté.

Pour plus d'informations, consulter le site [www.unesco.org](http://www.unesco.org) (Suivre les liens « Culture » et « Dialogue interculturel »)



## Les savoirs locaux et autochtones (LINKS) dans une société mondialisée

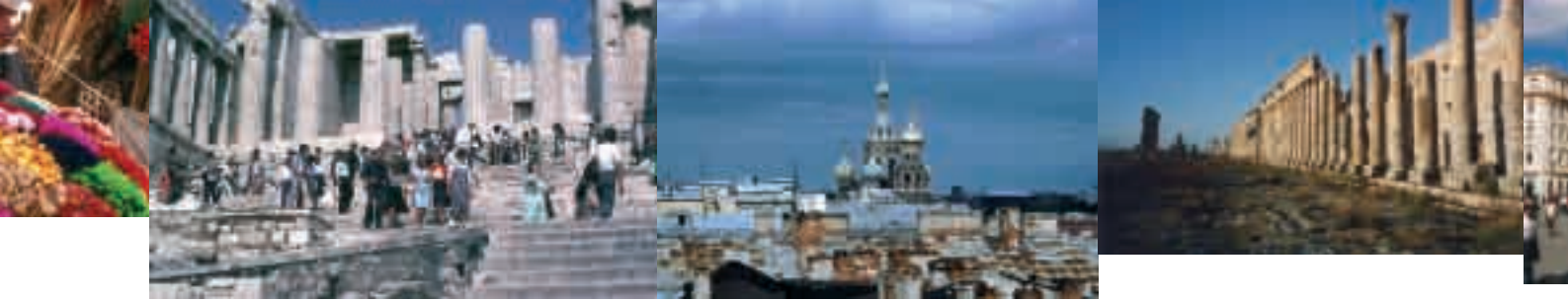
Il existe dans toutes les formes de société des systèmes de connaissance complexes, très élaborés et généralement efficaces qui ser-

vent à expliquer et comprendre les environnements culturels et naturels ainsi que leurs ressources. Consciente de l'importance de ces formes de connaissance socialement contextualisées, l'UNESCO, en conformité avec la *Déclaration de Rio* et *Action 21* de 1992, la *Déclaration universelle sur la diversité culturelle* de 2001 et la *Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel* de 2003, s'est impliquée dans toute une série de programmes pour l'étude et la protection des savoirs locaux et autochtones.

Le projet transversal et intersectoriel « Les savoirs locaux et autochtones dans une société mondialisée (LINKS) », auquel collaborent les cinq secteurs de programme de l'UNESCO est un bon exemple de l'approche adoptée pour ce type de programmes. Lancée en 2002, l'initiative LINKS vise à renforcer la maîtrise par les communautés locales des processus de changement écologique, culturel et social, à réactiver en leur sein les mécanismes de transmission des savoirs traditionnels et à identifier les règles et modalités coutumières qui déterminent l'accès aux connaissances et leur maîtrise. Elle regroupe divers projets en Asie, en Amérique du sud, en Europe centrale et orientale, et dans le Pacifique sud.

Le projet de recensement des savoirs autochtones relatifs à l'environnement naturel du lagon de Marovo, dans les Îles Salomon, illustre bien la manière dont LINKS fonctionne (Hviding 2005). Les habitants de Marovo, qui vivent traditionnellement de la pêche, du ramassage des coquillages et de l'agriculture de subsistance, se tournent aussi aujourd'hui vers les métiers de l'exploitation forestière et du tourisme. Il est donc apparu nécessaire, d'abord, de dresser l'inventaire des connaissances locales relatives à leur environnement naturel immédiat, et, ensuite, de le rendre accessible aux lecteurs de langue anglaise. Le programme LINKS de l'UNESCO a permis les recherches qui ont abouti à la rédaction d'une Encyclopédie de l'environnement intitulée *Reef and Rainforest* (Hviding 2005), publiée en anglais et en langue locale. Afin de faciliter la transmission des connaissances et représentations traditionnelles aux jeunes générations et d'encourager des initiatives similaires dans le Pacifique et ailleurs dans le monde, cet ouvrage est distribué gratuitement dans toutes les écoles et bibliothèques des Îles Salomon. En même temps, parce qu'il s'efforce de transposer un ensemble de pratiques et connaissances traditionnelles dans un autre univers culturel, ce projet ne peut que contribuer à enrichir les échanges interculturels entre la population de Marovo et le monde extérieur.

Pour plus d'informations, consulter le site [www.unesco.org](http://www.unesco.org)



## Les réseaux UNITWIN et les chaires UNESCO

Le « Programme UNITWIN/chaires UNESCO » a été lancé en 1992, suite à une résolution adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à

sa 26<sup>e</sup> session (1991), UNITWIN étant l'abréviation anglaise pour « Projet UNESCO de jumelages et de réseaux universitaires ». Ce programme, en tant qu'instrument privilégié de développement des capacités par le transfert et le partage des connaissances dans un esprit de solidarité avec et entre les pays en développement, contribue directement à la réalisation des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (ONU 2003). Les principaux participants sont les universités et autres institutions académiques, en liaison avec les ONG et autres organisations, fondations et entreprises présentes dans le domaine de l'enseignement supérieur et du renforcement des capacités. Les principaux bénéficiaires du programme sont situés dans des pays en développement ou en voie de transition. En juin 2005, on dénombrait plus de 570 chaires UNITWIN/UNESCO dans 118 pays, qui regroupent des milliers d'enseignants, chercheurs et étudiants de deuxième et troisième cycles ainsi que d'importants partenaires du secteur de l'économie et de la société civile.

Dans le cadre du Programme UNITWIN/chaires UNESCO, l'Institut de recherche et d'études supérieures du tourisme (IREST) de l'Université de Paris I, Panthéon – La Sorbonne (France), a créé en 2002 un réseau international de recherche sur les grands problèmes de la culture, du tourisme et du développement. La première réunion du réseau s'est tenue à Paris en mars 2005 sur le thème Développement durable et valorisation de la diversité culturelle (UNESCO 2005). Une centaine d'orateurs de 25 pays assistaient à cette réunion dont le but était d'examiner les conditions d'une meilleure intégration des thèmes de la culture et du développement durable dans la formation des étudiants et professionnels du tourisme et d'identifier les possibilités de coopération et de partenariats en matière d'éducation et de recherche appliquée. La réunion a adopté une recommandation finale proposant de renforcer l'éducation relative au tourisme à trois niveaux : au niveau théorique, en privilégiant l'approche pluridisciplinaire ; du point de vue de la méthode, en insistant sur la nécessaire intégration des approches quantitative et qualitative du tourisme et le développement de l'enseignement informatisé ; concrètement enfin, avec la multiplication des études de cas et des partenariats avec les acteurs publics et privés du secteur du tourisme. Cette recommandation rappelle la décision des participants à la réunion de créer une plate-forme virtuelle pour contribuer à la diffusion des travaux du réseau UNITWIN et de poursuivre la mise en place d'un Observatoire des politiques du tourisme culturel qui constituera un forum virtuel de discussion permettant de rassembler les meilleures pratiques et modèles de développement durable en matière de tourisme culturel.

Pour plus d'informations, consulter les sites [www.unesco.org](http://www.unesco.org) (suivre le lien « Education »), ou [chaire-unesco.univ-paris1.fr/](http://chaire-unesco.univ-paris1.fr/)



## Penser la diversité culturelle et le tourisme : séminaire international (La Havane, Cuba)

La Déclaration universelle sur la diversité culturelle adoptée en 2001 par les États membres de l'UNESCO visait la préservation de la diversité culturelle en tant que trésor vivant et renouvelable mais aussi en tant

que processus dynamique qui doit être au cœur même des politiques de développement et du dialogue interculturel.

L'article 12 de la Déclaration de 2001 assigne à l'UNESCO un rôle « intellectuel » clairement défini, à savoir « servir d'instance de référence et de concertation entre les États, les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux internationaux, la société civile et le secteur privé pour l'élaboration conjointe de concepts, d'objectifs et de politiques en faveur de la diversité culturelle ». C'est dans cet esprit que l'UNESCO, par le biais de son Bureau régional pour la culture en Amérique latine et dans les Caraïbes, a organisé à La Havane un séminaire international sur les différents aspects des liens entre le tourisme et la diversité culturelle en vue d'élaborer des concepts et principes d'action afin d'aider les décideurs à définir une politique culturelle du tourisme.

Quatre ateliers étalés sur trois jours ont permis à de hauts fonctionnaires et à des universitaires éminents de confronter leurs points de vue sur différentes questions : comment intégrer les différences culturelles dans les politiques officielles et le secteur du tourisme ; comment instaurer un dialogue interculturel équilibré entre les touristes et leurs hôtes ; comment maîtriser le développement du tourisme et enfin, comment appliquer au patrimoine immatériel le concept d'authenticité. Ce séminaire a constitué une source d'inspiration pour tous ceux qui travaillent dans et pour le secteur du tourisme, les incitant à assumer leurs responsabilités et à participer activement à la préservation de cette richesse collective que constitue notre diversité culturelle en tant que patrimoine commun à toute l'humanité.

Pour plus d'informations,

consulter le site [www.unesco.org/cu/Tourism&Diversity/index.htm](http://www.unesco.org/cu/Tourism&Diversity/index.htm)



# Mobiliser la nature pour un tourisme durable

*La Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel de l'UNESCO (1972) mettait l'accent sur la nécessité de sauvegarder le patrimoine naturel présentant un intérêt universel exceptionnel, du point de vue esthétique, scientifique, ou en termes de conservation ou de beauté naturelle. En conséquence, la plupart des sites naturels inscrits sur la Liste du patrimoine mondial dans les années 1970 avaient été choisis pour leur extraordinaire configuration environnementale ou géologique, des conditions géographiques particulières qui en font un habitat privilégié pour la flore et la faune endémiques, ou la « beauté » d'un environnement largement épargné par les activités humaines. Mais cette définition trop étroite faisant de « naturel » le strict équivalent de « vierge » ou « épargné par l'homme » empêchait trop souvent de prendre en considération des espaces naturels dont l'intérêt et la valeur historique, artistique ou spirituelle exceptionnels étaient précisément liés à l'intervention ou à la présence humaine. Dans ce contexte, afin de dépasser l'opposition abstraite entre le naturel et le culturel, le Comité du patrimoine mondial a décidé en 1992 de reconnaître, dans le cadre des Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention une nouvelle catégorie de sites, les « paysages culturels ». En conséquence, depuis le début des années 1990, tous les instruments et actions normatives de l'UNESCO prennent en compte ce concept élargi d'espaces « naturels » paysagés (Fowler 2003). Cela aura aidé certaines communautés ayant subi l'impact de crises structurelles à redéployer leurs ressources naturelles pour les exploiter à des fins touristiques. On trouvera ci-après deux exemples du rôle et de l'action de l'UNESCO dans ce domaine.*

## Le renforcement des capacités dans la Réserve de biosphère de la zone verte de Sao Paulo

Dans le cadre de son « Programme sur l'homme et la biosphère » (MAB), l'UNESCO a élaboré une approche intégrée de la protection de la diversité biologique, permettant non seulement de réfléchir aux moyens de protéger et préserver la diversité biologique *pour elle-même*, mais également de la mobiliser au profit de diverses formes d'exploitation durable. À cette fin, diverses initiatives – recherches interdisciplinaires, exercices de démonstration et formation en matière de gestion des ressources naturelles – ont été mises en œuvre. Ainsi, non seulement le MAB contribue à une meilleure compréhension des problèmes environnementaux, y compris le changement climatique mondial, au sein



des différentes communautés, mais il encourage une participation accrue des chercheurs et spécialistes des sciences humaines et naturelles à l'élaboration et à la planification des politiques. Il appuie dans cette perspective un certain nombre de projets pilotes dans les domaines du tourisme, de la culture et du développement en général, l'accent étant mis en particulier sur la mobilisation et le renouvellement des ressources du patrimoine naturel en vue de la constitution et de la diffusion d'un ensemble de meilleures pratiques en matière de tourisme alternatif. Il est ainsi possible en outre de tester dans le cadre de ces projets les principes qui sous-tendent le développement du tourisme durable et les stratégies appropriées de gestion des ressources.

Dans le cadre du Programme MAB, l'UNESCO a établi un Répertoire des réserves de biosphère qui, à la différence de la Liste du patrimoine mondial, ne s'appuie sur aucun instrument international normatif. Dans l'esprit du Programme, les réserves de la biosphère sont des zones ayant des écosystèmes terrestres et marins où l'on s'efforce de promouvoir des solutions permettant de concilier les objectifs de conservation et d'exploitation durable de la biodiversité. Internationalement reconnues, mais désignées par les gouvernements nationaux, elles demeurent soumises à la juridiction souveraine de l'État où elles sont situées. Ces réserves de biosphère sont par certains côtés des « laboratoires du vivant » où l'on peut tester et démontrer des solutions pour la gestion intégrée des sols, de l'eau et de la biodiversité ([www.unesco.org/mab](http://www.unesco.org/mab)).

On pourrait citer de nombreux exemples de l'intérêt et du potentiel touristiques associés aux réalisations du Programme MAB, comme la Réserve de biosphère de Mata Atlântica au Brésil, qui englobe, entre autres, la zone verte de Sao Paulo. Créée en 1992, c'est l'une des six réserves de biosphère du MAB que compte le Brésil. Afin de contribuer à la préservation et au renouvellement de cette vaste réserve naturelle, menacée par le développement tentaculaire de la ville de Sao Paulo, l'UNESCO a lancé un programme de formation à l'écotourisme à l'intention des jeunes âgés de 15 à 21 ans. Ces jeunes, souvent en situation de précarité sociale, se sont ainsi vu offrir de nouvelles possibilités d'insertion économique et sociale grâce au tourisme. En même temps, le projet vise à favoriser une prise de conscience écologique accrue, dans l'idée que cela ne peut que renforcer l'engagement citoyen et le militantisme actif en faveur de la protection de l'environnement. Six centres de formation ainsi créés ont permis de dispenser à plus de 700 jeunes une formation étalée sur deux ans.

Pour plus d'informations, consulter le site [www.unesco.org/uy/mab](http://www.unesco.org/uy/mab)



## Réduction de la pauvreté chez les jeunes grâce au tourisme et au patrimoine « Youth PATH »

Dans bien des régions du monde, la mondialisation accélérée et la nouvelle donne géopolitique entraînent souvent des transformations structurelles considérables du paysage économique, géographique et démographique. Dans les Caraïbes, comme dans d'autres régions à l'économie dominée par la monoculture spéculative, cette crise structurelle se traduit par une révolution des valeurs liées à la terre. La terre devient paysage, et les plages, lagunes et autres espaces qui n'avaient qu'un intérêt économique et symbolique marginal au sein d'une économie de plantation, se transforment souvent en quartiers résidentiels de luxe et centres d'attractions et de loisirs pour les touristes. D'où une situation inconfortable résultant de la soudaine cohabitation entre des populations traditionnellement marginalisées et des gens extrêmement riches. En même temps, l'urbanisation rapide avec son cortège de nuisances pour l'environnement et la flambée des prix du foncier le long des côtes contribuent également à la marginalisation des plus vulnérables.

Dans ce contexte, l'UNESCO a reconnu la nécessité de nouvelles initiatives à base communautaire pour susciter une prise de conscience des problèmes environnementaux et donner aux communautés et entreprises locales les moyens d'intégrer les circuits commerciaux de l'industrie du tourisme. Par le biais de son Bureau des Caraïbes, l'Organisation a lancé un « Programme pour la réduction de la pauvreté chez les jeunes grâce au tourisme et au patrimoine (Youth PATH) » dont le but est d'offrir aux jeunes des communautés défavorisées une formation portant sur l'identification et la mobilisation des ressources naturelles et culturelles pour le développement d'activités touristiques durables aux niveaux national et international. En même temps, le projet « Youth PATH », combiné à d'autres initiatives des Nations Unies et de l'UNESCO, a permis aux gouvernements des petits États insulaires en développement de constituer un réseau mondial et d'adopter un Programme d'action (Barbade 1994, révisé en 1999 et 2005 – Hadley et Green 2004). Il a également contribué à la concertation globale pour un développement respectueux de l'environnement et des cultures, socialement équitable et économiquement durable des régions côtières et des petits États insulaires. Pour plus d'informations, consulter les sites [www.unescocaribbean.org](http://www.unescocaribbean.org) ou [www.unesco.org/csi](http://www.unesco.org/csi)



# Conclusion





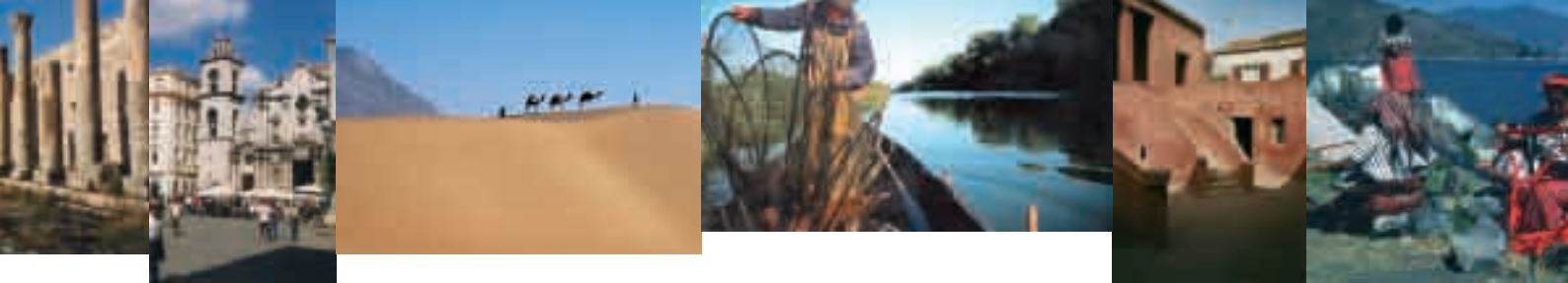
Dans un monde où l'accélération du changement, les interconnexions globales et une mobilité croissante sont source de bouleversement, la culture, parce qu'elle nous définit et donne un sens à l'univers, conserve sa place essentielle, non pas comme quelque chose de figé dans le temps et dans l'espace, mais comme une réalité qui évolue constamment en fonction de nos besoins et aspirations d'êtres humains. Les voyages et le tourisme nous font découvrir la diversité et le dynamisme de la culture, en même temps que les témoignages matériels et immatériels de sa pérennité. Le tourisme nous fait prendre conscience de l'importance de la culture en tant que ressource qu'une gestion prudente et avisée permet de mobiliser au service de stratégies de lutte contre la pauvreté et les préjugés et comme base d'un véritable dialogue interculturel.

Au fil des ans, les touristes comme leurs hôtes ont peu à peu pris conscience de la fragilité des cultures et des processus culturels cependant que l'UNESCO, avec l'aide de nombreux partenaires des secteurs public et privé, s'efforçait de créer et d'animer des structures propres à favoriser le dialogue, la recherche, l'élaboration de politiques, la planification et l'action visant à préserver et mettre en valeur les différentes expressions de la culture. Par ailleurs l'UNESCO, par le biais des initiatives et instruments évoqués précédemment, a mis en évidence les liens étroits qui existent entre la culture, l'environnement et l'économie, contribuant ainsi à créer de nouvelles possibilités de s'attaquer aux objectifs essentiels que sont le développement durable et la lutte contre la pauvreté.

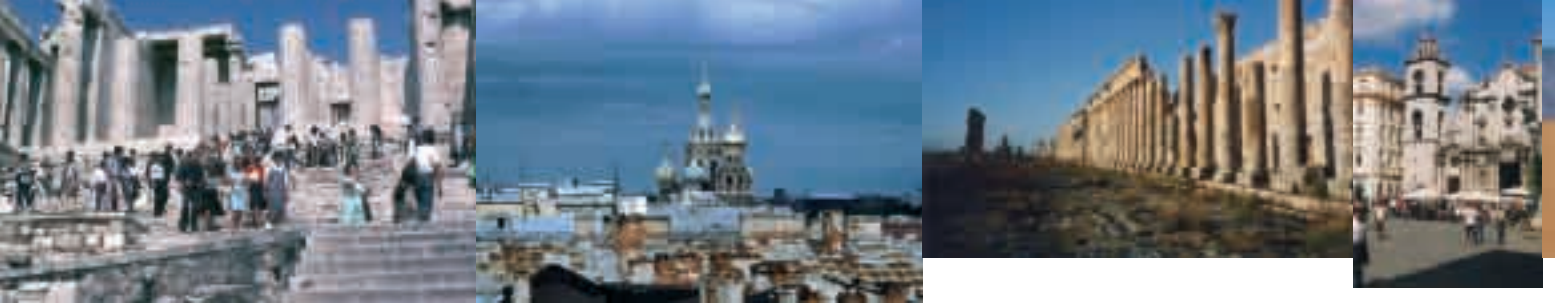
Par définition, qui dit tourisme dit voyage, traversée du temps et de l'espace, des cultures, des peuples et des époques. C'est pourquoi le tourisme a un rôle vital à jouer, d'abord en tant que source de connaissance, de dialogue et de compréhension entre les cultures, mais aussi au cœur du processus de développement. D'un certain point de vue, il se peut que chaque touriste soit d'abord un voyageur égoïste, mais on peut dire aussi que les voyages touristiques, en tant que vecteurs d'échanges et de développement, sont indissociables du voyage immémorial de l'humanité. En tant que tels, ils sont une expérience commune à tous les peuples et qui devrait être accessible à tous. Mais ce « voyage en commun » nécessite un effort de recherche, de réflexion, de médiation et de coordination si l'on veut qu'il fonctionne vraiment comme un processus créatif et fécond, en équilibre harmonieux avec les cultures qui le façonnent et dont il se nourrit.



# Références



- African Union (2001) *New Partnership for Africa's Development Strategic Framework (NEPAD)*. African Union, Addis Ababa.
- Amirou R. (1995) *Imaginaire touristique et sociabilités du voyage*. PUF, Paris.
- Annan K. (1999) *Dialogue of Civilisations and the Need for a World Ethic*. Oxford Centre for Islamic Studies, Oxford.
- Appadurai A. (2002) Cultural Diversity: A Conceptual Platform. In K. Stenou (ed.) *UNESCO Universal Declaration on Cultural Diversity*. UNESCO Publishing, Paris, pp. 9-16.
- Appadurai A. (2003) *Modernity at Large. Cultural Dimensions of Globalization*. Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Ashley C., Roe D. and Goodwin H. (2001) *Pro-Poor Tourism Strategies: Making Tourism Work for the Poor. A review of experience*. Overseas Development Institute, London.
- Blanchard P., Blanchoin S., Bancel N., Boëtsch G. (eds.) (1995), *L'Autre et Nous. « Scènes et Types »*. Syros, Paris.
- Boo E. (1990) *Ecotourism: The Potentials and Pitfalls*. World Wildlife Fund, Washington, D.C.
- Bouchenaki M. (2004) *Intervention de M. Bouchenaki Mounir, Sous Directeur général pour la culture au Forum universel des cultures à Barcelone 2004*. UNESCO, Paris.
- Boumedine R. S. and Veirier L. (2003) *Towards a Strategy for the Sustainable Development of Tourism in the Sahara in the Context of Poverty Eradication*. UNESCO Publishing, Paris.
- Bruner E. M. (2004) *Culture on Tour: Ethnographies of Travel*. The University of Chicago Press, Chicago.
- Canestrini D. (2001) *Travel Trophies: Anthropology of Souvenirs* (in Italian). Bollati Boringhieri, Turin.
- Clifford J. (1987) Of Other Peoples: Beyond the Salvage Paradigm. In H. Foster (ed.) *Discussions in Contemporary Culture*. Seattle: Bay Press.
- Cohen E. (1992) Pilgrimage and tourism: convergence and divergence. In Alan Morinis (ed.) *Sacred journeys : the anthropology of pilgrimage*. Westport, Greenwood.
- Cohen E. (1993) The study of touristic images of native people. Mitigating the stereotype of a stereotype. In D. G. Pearce et R. W. Butler (eds.) *Tourism research*. Routledge, London/New York, pp. 36-69.
- Cohen E. (2004) *Contemporary Tourism. Diversity and Change*. Elsevier, London.
- Council of Europe (1985, revised in 1992) *Convention for the Protection of Architectural Heritage of Europe*. Council of Europe Archives, Strasbourg.
- De Kadt E. (1979) *Tourisme – passeport pour le développement*. Economica, Paris.
- Délumeau J. (2000) *History of Paradise. The Garden of Eden in Myth and Tradition*. University of Illinois Press, Champaign.
- Edensor T. (1998) *Tourists at The Taj : Performance and Meaning at a Symbolic Site*. Routledge, London.
- Enzensberger H. M. (1964) *Eine Theorie des Tourismus. In his Einzelheiten I – Bewusstseins-Industry*. Suhrkamp, Frankfurt, pp. 179-205.



Fabrizio C., Snowdon P., Prasad N. (2000) *Change in Continuity: Concepts and Tools for a Cultural Approach to Development*. UNESCO Publishing, Paris.

Fowler P.J. (2003) *World Heritage Cultural Landscapes 1992-2002*. UNESCO Publishing, Paris.

Geertz C. (1973) *The Interpretation of Cultures*. Basic books, New York.

Graburn N. (1989) Tourism: The Sacred Journey. In V. Smith (ed.) *Hosts and Guests, 2<sup>nd</sup> ed.* University of Pennsylvania Press, Philadelphia, pp. 22-36.

Greenwood D.J. (1977) Culture by the Pound: An Anthropological Perspective Tourism as Cultural Commoditization. In V.L. Smith (ed.) *Hosts and Guests: The Anthropology of Tourism*. University of Pennsylvania Press, Philadelphia, pp. 129-137.

Hadley M. and Green C. (2004) *Island Agenda 2004+: Coping with change and sustaining diversities in small islands*. UNESCO Publications, Paris.

Hannerz U. (1996) *Transnational Connections: Culture, People, Places*. Routledge, London.

Hemmati, M. ed. (1999) *Women's Employment and Participation in Tourism, Report for UN Commission on Sustainable Development 7<sup>th</sup> Session*. UNED.

Hennig C. (1997) *Reiselust. Touristen, Tourismus und Urlaubskultur*. Insel Verlag, Frankfurt.

Huntington S. (1998) *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*. Simon & Schuster, New York.

Hviding E. (2005) *Reef and Rainforest. An Environmental Encyclopedia of Marovo Lagoon, Solomon Islands*. UNESCO Publishing, Paris (Coll. 'Knowledges of Nature').

ICOMOS (1999) *8<sup>th</sup> Draft of the International Cultural Tourism Charter Managing Tourism at Places of Heritage Significance*. ICOMOS International Scientific Committee on Cultural Tourism Secretariat, Burwood Victoria, Australia.

*Intergovernmental Conference on Cultural Policies for Development (1998) Final Report. (Also referred to as Stockholm Action Plan)*. UNESCO Publishing, Paris.

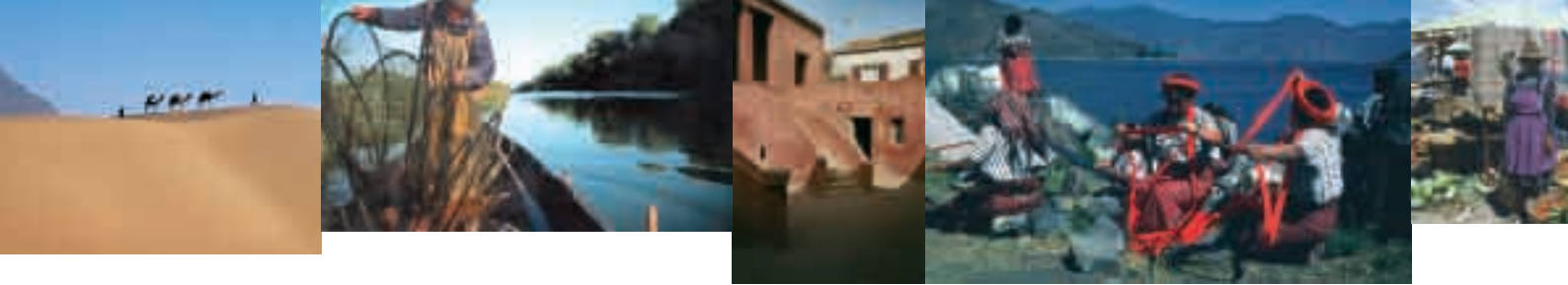
International Labour Organisation (2001) *Human resources development, employment and globalization in the hotel, catering and tourism sector* (Report for discussion at the Tripartite Meeting on Human Resources Development, Employment and Globalization in the Hotel, Catering and Tourism Sector, Geneva, ILO).

International Organization for Migration (2005) *The Millennium Development Goals and Migration*. UN Publications, New York and Geneva.

Karim, K.H and Wayland, S.V. (2001) Culture, Governance and Human Rights. In: Matarasso, F. (ed) *Recognising Culture. A series of briefing papers on culture and development*. UNESCO, Department of Canadian Heritage and Comedia, with support from the World Bank, London.

Kinnarid, V. and Hall, D. (1994) *Tourism: A Gender Analysis*. Jon Wiley and Son, Chichester.

Kirshenblatt-Gimblett B. (1998) *Destination Culture: Tourism, Museums, and Heritage*. University of California Press: Berkeley, Los Angeles, London.



Komla E.E. and Veirier L. (2004) *Tourism, Culture and Development in West-Africa: For a Cultural Tourism Consistent with Sustainable Development*. UNESCO Publishing, Paris.

Lanfant M.-F. (1980) *Tourism in the Process of Internationalization*. International Social Sciences Journal 17 (1): 14-43.

Lanfant M.-F., Allcock J.B., Bruner E. (1995) *International Tourism: Identity and Change*. Sage, London.

Lash S. and Urry J. (1994) *Economies of signs and space*. Sage, London.

MacCannell D. (1976) *The Tourist: A New Theory of the Leisure Class*. Schocken, New York.

Matarasso F. (2001) *Recognising Culture: A Series of Briefing Papers on Culture and Development*. UNESCO, Department of Canadian Heritage and Comedia, with support from the World Bank, London.

Meyer, D. (2003) *Review of the impacts of previous pro-poor tourism research: Results of a survey to follow-Up pro-poor tourism research carried out in 2000-2001*. PPT Working Paper n°9, ODI, London.

Morgan, N. and Pritchard, A. (1998) *Tourism, Promotion and Power: Creating Images, Creating Identities*. Jon Wiley and Son, Chichester.

Nash D. (1989) Tourism as a Form of Imperialism. In V. Smith (ed.) *Hosts and Guests*, 2<sup>nd</sup> ed. University of Pennsylvania Press, Philadelphia, pp. 37-52.

Picard D. and Robinson M. (2005) *Remaking Worlds: Festivals, Tourism and Change*. Channel View, Clevedon.

Picard D. (2005) Gardening the Past and Being in the World. A Popular Celebration of the Abolition of Slavery in La Réunion. In D. Picard and M. Robinson (eds.) *Remaking Worlds: Festivals, Tourism and Change*. Clevedon, Channel View Publications.

Picard M. (1992) *Bali. Tourisme culturel et culture touristique*. L'Harmattan, Paris.

Posey D.A. (Ed) (1999) *Cultural and Spiritual Values of Biodiversity. A Complementary Contribution to the Global Biodiversity Assessment*. Intermediate Technology Publications, London (on behalf of United Nations Environment Programme (UNEP), Nairobi).

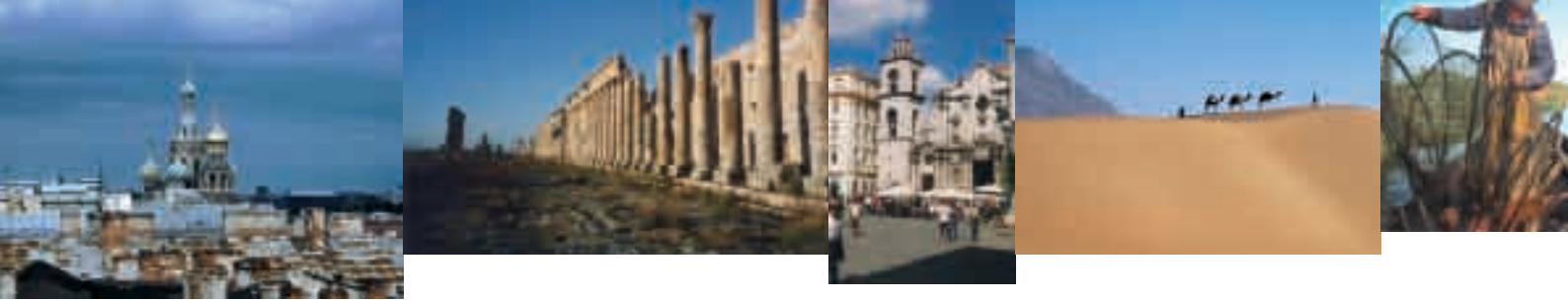
Rauschelbach B., Schäfer A. and Steck B. (Eds) (2002) *Cooperating for Sustainable Tourism*. Kasperek, Heidelberg (for Gesellschaft für technische Zusammenarbeit – GTZ).

Robertson, R. (1990) Mapping the Global Conditions: Globalization as the Central Concept. In M. Featherstone (ed.) *Global Culture: Nationalism, Globalization and Modernity*. Sage, London, pp. 15-30.

Robinson, M. and Boniface, P. (1999) *Tourism and Cultural Conflicts*. CABI, Wallingford.

Robinson, M. and Phipps, A. (2004) *Worlds passing by: Journeys of Culture and Cultural Journeys*. Journal of Tourism and Cultural Change, Vol 1, n° 1.

Roe, D. and Urquhart P. (2002) *Pro-Poor Tourism: Harnessing the World's Largest Industry for the World's Poor*. International Institute for Environment and Development, London.



- Roger, A. (1997) *Court traité du paysage*. Gallimard, Paris.
- Ryan, C. and Hall, M. (2001) *Sex Tourism: Marginal People and Liminalities*. Routledge, London.
- Saïd E. (1978) *Orientalism*. Routledge & Kegan Paul, London.
- Selännemi T. (2003) On Holiday in the Liminoid Playground: Play, Time, and Self in Tourism. In T.G. Bauer and B. McKercher (eds.) *Sex and Tourism: Journeys of Romance, Love, and Lust*. Haworth, New York/London/Oxford, pp. 19-34.
- Shields R. (1991) *Places on the Margin – Alternative Geographies of Modernity*. Routledge, London.
- Sidorenko-Dulom A. (2003) *Sauvegarde et Développement des Villes du Patrimoine Mondial en Maurétanie: Exemple d'une Coopération tripartite UNESCO – Gouvernement mauritanien – Banque mondiale*. Paper presented at the conference 'Linking Universal and Local Values: Managing a Sustainable Future for World Heritage', Amsterdam, the Netherlands, 22–24 May 2003.
- Smith V.L. (1992) Pilgrimage and Tourism. Special issue of *Annals of Tourism Research*, 19(1).
- Spode H. (1994) Reif für die Insel. Prolegomena zu einer historischen Anthropologie des Tourismus. In: C. Cantauw (ed.) *Arbeit, Freizeit, Reisen: Die feinen Unterschiede im Alltag*. Waxmann Verlag, New York and Münster, pp. 105-123.
- Steck B., Strasdas W., and Gustedt, E. (1999) *Tourism in Technical Co-operation. A guide to the conception, planning and implementation of project-accompanying measures in regional rural development and nature conservation*. GTZ, Eschborn.
- Stenou K. (2000, rev. 2004) *UNESCO and the issue of Cultural Diversity: Review and Strategy, 1946-2004*. UNESCO Publishing, Paris.
- Stenou K. (ed.) (2002) *UNESCO Universal Declaration on Cultural Diversity*. UNESCO Publishing, Paris.
- Therkelsen, A. (2003) *Imaging Places. Image formation of tourists and its consequences for destination promotion*. *Scandinavian Journal of Hospitality and Tourism* 3, (2), pp. 134-150.
- Third Round Table of Ministers of Culture (2002) *Istanbul Declaration: Intangible Cultural Heritage, Mirror of Cultural Diversity*. UNESCO Publishing, Paris.
- Tour Operators' Initiative for Sustainable Tourism Development (2004) *Supply Chain Engagement for Tour Operators: Three Steps towards Sustainability*. UNEP-Sustainable Tourism, Paris.
- Turner V. & Turner E. (1978) *Image and Pilgrimage in Christian Culture*. Columbia University Press, New York.
- UNCTAD (2004a) *Lisbon Declaration on Sustainable Tourism for Development*. United Nations Conference on Trade and Development, Geneva.
- UNCTAD (2004b) *UNCTAD XI – The Spirit of São Paulo*. United Nations Conference on Trade and Development, Geneva.
- UNCTAD (2004c) *World Investment Report 2004. The Shift Towards Services*. United Nations Conference on Trade and Development, Geneva.



UNESCO (1945) *Constitution of the United Nations Educational, Scientific, and Cultural Organization*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (1950) *Florence Agreement*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (1952) *Universal Copyright Convention*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (1956) *Recommendation on International Principles Applicable to Archaeological Excavation*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (1962) *Recommendation concerning the Safeguarding of the Beauty and Character of Landscapes and Sites*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (1966) *Declaration of the Principles of International Cultural Cooperation*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (1968) *Recommendation concerning the Preservation of Cultural Property Endangered by Public or Private Works*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (1968) *Recommendation concerning the Protection, at National Level, of the Cultural and Natural Heritage*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (1970) *Convention on the Means of Prohibiting and Preventing the Illicit Import, Export and Transfer of Ownership of Cultural Property*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (1972) *Convention Concerning The Protection Of The World Cultural And Natural Heritage*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (1976a) *Nairobi Protocol. (Protocol of the 1950 Florence Agreement)*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (1976b) *Recommendation concerning the Safeguarding and Contemporary Role of Historic Areas*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (1978) *Declaration on Race and Racial Prejudice*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (1978) *Recommendation for the Protection of Movable Cultural Property*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (1980) *Recommendation concerning the Status of the Artist*. UNESCO Publishing, Paris.

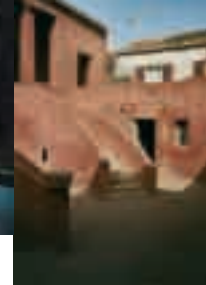
UNESCO (1989) *Recommendation on Safeguarding Traditional Culture and Folklore*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (1995) *The Cultural Dimension of Development: Towards a Practical Approach*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (2000a) *Culture, Trade and Globalization – Questions and Answers*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (2000b) *World Culture Report: Cultural Diversity, Conflict and Pluralism*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (2001a) *Convention on the Protection of Underwater Cultural Heritage*. UNESCO Publishing, Paris.



UNESCO (2001b) *Declaration of the International Conference on Dialogue among Civilizations (23–26 April 2001, Vilnius, Lithuania)*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (2001c) *Universal Declaration on Cultural Diversity*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (2003a) *Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (2003b) *Declaration concerning the Intentional Destruction of Cultural Heritage*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (2003d) *Baltic Cultural Tourism Policy Paper*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (2004a) *Mostar Declaration: Joint declaration by the Ministers responsible for culture in South-East Europe and Italy concerning the enhancement of cultural heritage for the stabilisation and the sustainable development of the region*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (2005) *Sustainable Development and the Enhancement of Cultural Diversity*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO (2005–updated version) *Operational Guidelines for the Implementation of the World Heritage Convention*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO and Government of Italy (1999) *Towards new Strategies for Culture in Sustainable Development. Paper jointly presented at the 1999 International Conference ‘Culture Counts’, in Florence, Italy*. UNESCO Publishing, Paris.

UNESCO Centre, Catalonia (1994) *Barcelona Declaration on the Contribution by Religions to the Culture of Peace*. UNESCO Centre, Catalonia, Barcelona.

UNESCO (2005) *First Meeting of The UNESCO/UNITWIN Network – Culture, Tourism and Development, Final Report*. 18<sup>th</sup> March, 2005, UNESCO, Paris.

United Nations (1945) *Charter of the United Nations*. UN Publications, New York and Geneva.

United Nations (1948) *Universal Declaration of Human Rights*. UN Publications, New York and Geneva.

United Nations (1966a) *International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights*. UN Publications, New York and Geneva.

United Nations (1966b) *International Covenant on Civil and Political Rights*. UN Publications, New York and Geneva.

United Nations (1994) *Convention to Combat Desertification in Those Countries Experiencing Serious Drought and/or Desertification, Particularly in Africa (UNCCD)*. UN Publications, New York and Geneva.

United Nations (2000) *United Nations Millennium Declaration*. UN Publications, New York and Geneva.

United Nations (2002a) *Report of the World Summit on Sustainable Development (Johannesburg, South Africa, 26 August–4 September 2002)*. UN Publications, New York and Geneva.

United Nations (2002b) *The Road from Johannesburg: What was achieved and the way forward*. UN Publications, New York and Geneva.





United Nations (2003) *United Nations Decade of Education for Sustainable Development (2005-2014): Framework for the international implementation scheme*. UN Publications, New York and Geneva.

United Nations Conference on Environment and Development (1992) *Rio Declaration on Environment and Development*. UN Publications, New York and Geneva.

United Nations Conference on the Human Environment (1972) *Declaration of the United Nations Conference on the Human Environment, Stockholm, 5-16 June 1972*. UN Publications, New York and Geneva.

Urbain J.-D. (1993) *L'idiot du voyage*. Payot, Paris.

Urry J. (1990) *The Tourist Gaze*. Sage, London.

Van den Berghe P. L. (1980) *Tourism as Ethnic Relations: A Case Study of Cuzco, Peru*. *Ethnic and Racial Studies* 3, pp. 375-392.

Vargas, M. and Aguilar, L. (2004) *Tourism: Gender Makes the Difference, Fact Sheet, 3<sup>rd</sup> World Conservation Congress of IUCN*. IUCN.

Viard J. (2000) *Court traité sur les vacances, les voyages et l'hospitalité des lieux*. Aube, Paris.

Wagner U. (1977) *Out of Time and Place: Mass Tourism and Charter Trips*. *Ethnos* 42, pp. 38-52.

Whittaker E. (1994) *Public Discourse on Sacredness: The Transfer of Ayers Rock to Aboriginal Ownership*. *American Ethnologist* (21), pp. 310-334.

Winkin Y. (2002) *Cultural Diversity: A Pool of Ideas for Implementation*. In K. Stenou (ed.) *UNESCO Universal Declaration on Cultural Diversity*. UNESCO Publishing, Paris, pp. 17-60.

World Commission on Culture and Development (1995) *Our Creative Diversity: Report of the World Commission on Culture and Development*. UNESCO Publishing, Paris.

World Commission on Environment and Development (1987) *Our Common Future: Report of the World Commission on Environment and Development*. (Appelé aussi rapport de Brundland). Oxford University Press, Oxford.

World Conference on Cultural Policies (MONDIACULT) (1982) *Mexico City Declaration on Cultural Policies*. UNESCO Publishing, Paris.

World Education Forum (2000) *Dakar Framework for Action. Education for All: Meeting our Collective Commitments*. UNESCO Publishing, Paris.

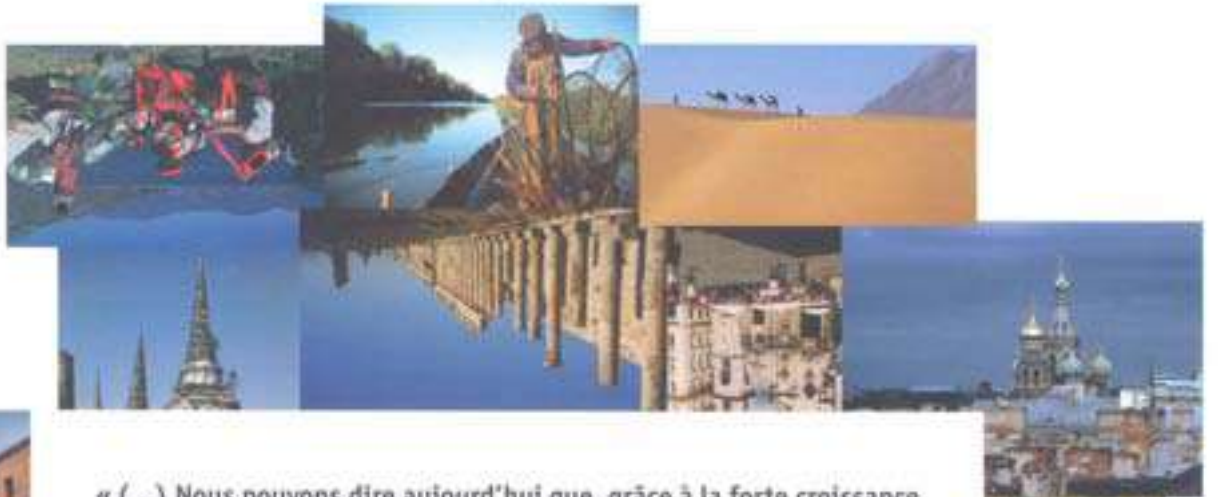
World Tourism Organisation (1999) *The Global Code of Ethics for Tourism*. Ethics Code (reconnu par l'ONU en 2001). World Tourism Organisation, Madrid.

World Tourism Organisation (2004) *Tourism and Poverty Alleviation. Recommendations for Action*. WTO, Madrid.

World Tourism Organisation (2005) *Yearbook of Tourism Statistics 2005 (Data 1999 – 2003)*. 57<sup>th</sup> Ed. WTO, Madrid.

World Trade Organisation (1994) *General Agreement on Trade in Services (GATS) (Article I-XXVI of Uruguay Round Agreement)*. WTO, Geneva.

**Photographies** Atalante, Hervé Barré, Eduardo Barrios, Alison Clayson,  
Bruno Cottacorda, Francesco Cremonese, Angel de la Calle, Winnie Denker,  
Fernandez, Georges Malempré, Michel Ravassard, Dominique Roger, Marc Romanelli,  
Sothy Tang Chhin, Laure Veirier, Alexis N. Vorontzoff et Zevaco



« (...) Nous pouvons dire aujourd'hui que, grâce à la forte croissance du tourisme au cours des dernières décennies, jamais, dans l'histoire de l'humanité, les habitants de la planète n'ont autant voyagé, n'ont autant été à la découverte des autres cultures. Que faisons-nous, alors, dirigeants politiques, organisations internationales, décideurs et acteurs du tourisme et de la culture, ONG, simples citoyens, touristes, de cette formidable opportunité pour que progresse, avec la rencontre des autres et de leurs expressions culturelles et artistiques, monumentales et vivantes, passées et présentes, la compréhension entre les habitants de la planète ? (...) »

« (...) Tel est l'objet de cette publication : ouvrir un débat sur des questions complexes comme celles des relations entre la culture et le tourisme, le tourisme et le développement, le tourisme et le dialogue des cultures, questions que tout décideur ou acteur du tourisme devrait se poser avant de lancer un projet touristique. La présentation de plusieurs des projets opérationnels mis en œuvre par ou avec le soutien de l'UNESCO permet d'illustrer la mise en pratique de politiques de tourisme culturel élaborées dans l'esprit des principes et valeurs contenus dans les textes, instruments normatifs, déclarations et recommandations adoptés par l'UNESCO. (...) »

